



REPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation
(DPRE)

Decorative flourish

RAPPORT NATIONAL SUR LA **SITUATION DE L'ÉDUCATION 2013**

Decorative flourish



education.gouv.sn

ISSN 0850-1637 • Novembre 2013

SOMMAIRE

DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA PETITE ENFANCE	6
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	7
<i>L'offre d'éducation</i>	8
<i>L'évolution des structures de prise en charge des tout-petits, selon le statut</i>	10
<i>L'évolution des effectifs scolaires</i>	12
<i>Répartition des effectifs selon l'âge</i>	13
<i>Répartition des effectifs selon la zone géographique et le genre en 2013</i>	14
<i>Répartition des effectifs selon le type de structure en 2013</i>	15
<i>La part du Privé et du Communautaire dans les effectifs</i>	16
<i>La participation</i>	17
<i>Les conditions d'enseignement-apprentissage</i>	18
<i>Le personnel enseignant du Public selon le diplôme académique</i>	19
<i>Le personnel enseignant du Public selon le diplôme professionnel</i>	20
<i>Le personnel enseignant du communautaire selon le diplôme académique</i>	21
<i>Le personnel enseignant du communautaire selon le diplôme professionnel</i>	22
<i>Le personnel enseignant du Privé selon le diplôme académique</i>	23
<i>Le personnel enseignant du Privé selon le diplôme professionnel</i>	24
<i>Le personnel de la Petite Enfance selon la langue d'enseignement</i>	25
ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE	26
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	27
<i>Evolution du réseau scolaire</i>	29
<i>La diversification de l'offre éducative</i>	31
<i>La présence de latrines dans les écoles publiques</i>	33
<i>La présence de clôtures dans les écoles publiques en 2013</i>	35
<i>L'eau et l'électricité dans les écoles publiques</i>	36
<i>Les cantines dans les écoles publiques</i>	38
<i>La capacité d'accueil des écoles élémentaires</i>	40
<i>Etat et utilisation des salles de classe du public</i>	41
<i>Les tables- bancs</i>	43
<i>L'organisation pédagogique des classes au niveau du Public</i>	44
<i>La taille moyenne des classes pédagogiques dans le public</i>	45
<i>La disponibilité des manuels scolaires dans le public</i>	46
<i>Pourcentage de femmes dans le personnel enseignant</i>	49
<i>La répartition des enseignants selon le statut et le diplôme académique</i>	50
<i>La répartition des enseignants par région selon le diplôme professionnel</i>	51
<i>Les nouveaux inscrits au cours d'initiation (CI)</i>	52
<i>L'évolution des effectifs scolaires</i>	53
<i>La participation du Privé à l'effort de scolarisation</i>	54
<i>Les élèves inscrits dans les écoles publiques à cycle complet</i>	55
<i>L'accès à l'école élémentaire</i>	56

<i>L'intensité de la scolarisation</i>	57
<i>L'efficacité interne du système éducatif</i>	60
<i>L'achèvement du cycle élémentaire</i>	63
<i>Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires (CFEE)</i>	65
ENSEIGNEMENT MOYEN	66
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	67
<i>L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Moyen</i>	68
<i>Evolution de l'accès à l'Enseignement Moyen</i>	69
<i>Evolution des effectifs et de la participation féminine</i>	70
<i>Evolution de la part du Privé dans l'effort de scolarisation</i>	72
<i>Le niveau de scolarisation dans l'Enseignement Moyen</i>	73
<i>La taille des classes pédagogiques</i>	75
<i>La disponibilité des manuels scolaires dans le Public</i>	77
<i>L'efficacité interne du système éducatif au niveau de l'Enseignement Moyen</i>	78
<i>Les résultats du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM)</i>	80
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	81
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	82
<i>L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Secondaire Général</i>	83
<i>L'accès à l'Enseignement Secondaire Général</i>	84
<i>Les effectifs de l'Enseignement Secondaire Général</i>	86
<i>La part des filles dans les effectifs inscrits dans les séries scientifiques en 2012</i>	88
<i>La participation</i>	89
<i>La taille des classes pédagogiques</i>	91
<i>La disponibilité des manuels scolaires</i>	93
<i>Evolution de la part des femmes dans le personnel enseignant du Public</i>	94
<i>Les enseignants des lycées et collèges publiques selon le diplôme académique</i>	95
<i>Les enseignants des lycées et collèges publiques selon le diplôme professionnel</i>	97
<i>Le taux de redoublement dans le secondaire général en 2012</i>	98
<i>Les résultats de l'examen du baccalauréat session 2011</i>	99
FINANCEMENT DE L'EDUCATION	100
<i>Dépenses publiques de l'Etat</i>	101
<i>Dépenses de fonctionnement de l'Etat</i>	102
<i>Dépenses publiques de fonctionnement de l'Education</i>	103
<i>Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur</i>	104
<i>Dépenses publiques d'investissement allouées à l'Education</i>	105
<i>Dépenses publiques totales allouées à l'Education</i>	106
<i>Part des dépenses allouées à l'Education dans les dépenses de l'Etat</i>	107
<i>Répartition fonctionnelle du budget de l'Education</i>	111

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BFEM	Brevet de Fin d'Etudes Moyennes
CAP	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CDF	Classe à Double Flux
CE1	Cours Elémentaire Première année
CE2	Cours Elémentaire Deuxième année
CEAP	Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique
CFEE	Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires
CI	Cours d'Initiation
CM1	Cours Moyen Première année
CM2	Cours Moyen Deuxième année
CMG	Classe Multigrade
CP	Cours Préparatoire
CPI	Counter Part International
DEE	Direction de l'Enseignement Elémentaire
DIPE	Développement Intégré de la Petite Enfance
DPRE	Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education
ESAM	Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
PDEF	Programme Décennal de l'Education et de la Formation
TAMA	Taux d'Accroissement Moyen Annuel
TBS	Taux Brut de Scolarisation
PAQUET	Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'

Préface



L'éducation, à travers ses multiples effets sur le capital humain, est reconnue maintenant comme le principal facteur de croissance et de développement durable d'un pays.

En avril 2012, lors de la revue annuelle du Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence dans les secteurs de l'Éducation et de la Formation (PAQUET-EF), le Gouvernement du Sénégal et ses partenaires se sont engagés à consolider les avancées significatives réalisées au plan de l'élargissement de l'accès à l'éducation et à la formation, de l'amélioration de la qualité des apprentissages et de l'efficacité de la gouvernance scolaire, mais aussi à corriger les dysfonctionnements constatés au cours de la décennie précédente. Dans cette perspective, il s'agira de mettre en place un système d'éducation et de formation en phase avec les exigences du développement durable, plus engagé dans la prise en charge des exclus et qui repose sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des collectivités locales et des acteurs à la base.

Cette nouvelle vision du développement de l'éducation et de la formation doit se traduire par le relèvement substantiel du niveau de scolarisation, l'amélioration des performances scolaires et de l'efficacité interne et externe du système éducatif, une plus grande équité dans l'accès aux services éducatifs et une meilleure gouvernance scolaire.

Ainsi, le PAQUET-EF qui constitue le cadre d'opérationnalisation de cette nouvelle vision, est plus que jamais marqué du sceau de la gestion axée sur les résultats. Ce nouveau paradigme de gestion commande le développement d'un système d'indicateurs permettant de suivre régulièrement les efforts entrepris en matière d'éducation et de formation, les résultats obtenus ainsi que les progrès qui restent à accomplir.

Pour répondre à cette exigence, le Ministère de l'Éducation nationale a mis en place un système d'information statistique qui permet de collecter, d'exploiter, d'organiser et de diffuser des données. Ces dernières, constamment mises à jour sur divers aspects du système scolaire, utilisent principalement comme supports de diffusion les annuaires statistiques qui font l'inventaire le plus exhaustif possible des données scolaires, et un rapport annuel d'indicateurs faisant le point sur la réalisation des objectifs de la politique éducative.

Cette édition du « rapport national sur la situation de l'Éducation » se veut descriptive et se limite aux principaux résultats pouvant donner la situation globale sur l'état de l'Éducation au Sénégal. Il s'agit d'un tableau de bord qui, au-delà d'un inventaire des données statistiques sur le système éducatif, renferme des informations mieux élaborées, présentées sous forme de ratio, de taux, de pourcentage avec le souci de fournir à la fois des évolutions dans le temps et des comparaisons dans l'espace.

Je profite de cette occasion pour réitérer mes remerciements à l'endroit des partenaires techniques et financiers qui ont appuyé la réalisation de ce document qui, je l'espère, fournira aux décideurs et aux planificateurs, mais aussi aux institutions, aux chercheurs et au grand public, des données fiables, pertinentes et à jour, grâce auxquelles ils pourront prendre leurs décisions en toute connaissance de cause en vue d'un meilleur pilotage du système éducatif.

M. Serigne Mbaye THIAM,
Ministre de l'Éducation nationale

DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA PETITE ENFANCE



Source : Site ANPECTP

La demande potentielle d'éducation

Entre 2009 et 2012, le nombre d'enfants pré-scolarisables est passé de 1 496 685 à 1 584 134 sur le territoire national, soit un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de 1,9%. L'effectif des garçons est passé de 754 419 à 800 399, soit un TAMA de 2,0 % et celui des filles de 742 266 à 783 734, soit un TAMA de 1,8%.

Entre 2012 et 2013, neuf académies ont enregistré un taux d'accroissement (TA) au moins égal à la valeur nationale (0,9%). Même si les écarts du taux d'accroissement ne sont

pas importants, le plus faible taux se chiffre à 0,7 enregistré à Dakar, Kaffrine, et Kaolack.

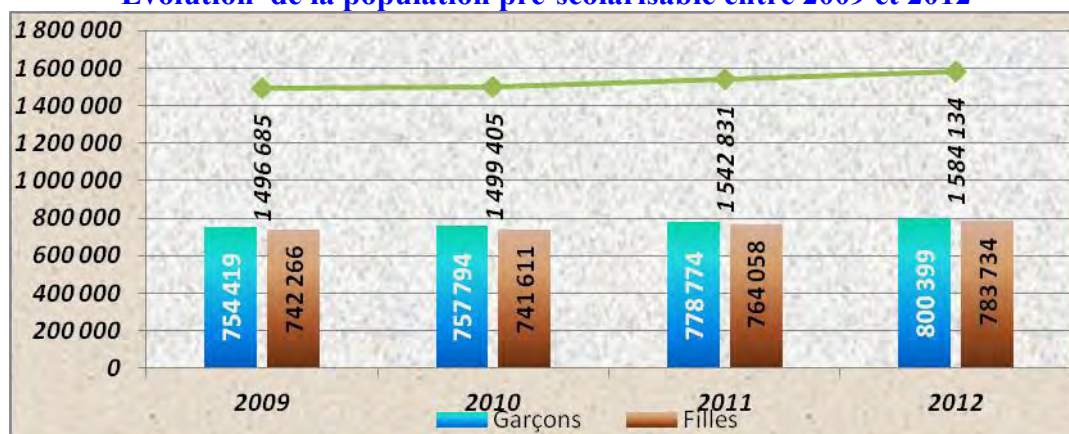
Sur la période 2011-2012, la part des filles dans la population pré-scolarisable est presque constante (49,5%). Elle reste toujours inférieure à celle des garçons (50,4% en 2009 et 50,5% en 2012).

Si dans l'ensemble, la part des filles a légèrement augmenté, cependant elle est restée au même niveau entre 2011 et 2012. Durant la même période, elle a connu une légère diminution à Kaffrine, Kaolack et Kédougou.

Population pré-scolarisable en 2011 et 2012

IA	2011		2012		TA	
	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles
Dakar	270 071	49,0%	275 727	49,0%	0,7%	0,0%
Diourbel	183 298	49,6%	188 957	49,6%	1,0%	0,0%
Fatick	105 516	49,6%	108 955	49,6%	1,1%	0,0%
Kaffrine	68 728	50,0%	70 141	49,6%	0,7%	-0,3%
Kaolack	98 023	50,0%	100 036	49,6%	0,7%	-0,3%
Kédougou	20 019	50,0%	20 485	49,7%	0,8%	-0,2%
Kolda	75 022	49,6%	77 236	49,6%	1,0%	0,0%
Louga	106 538	49,6%	109 622	49,6%	1,0%	0,0%
Matam	69 608	49,6%	71 674	49,6%	1,0%	0,0%
Sédhiou	53 567	49,6%	55 148	49,6%	1,0%	0,0%
St Louis	113 890	49,6%	117 327	49,6%	1,0%	0,0%
Tamba	99 652	49,7%	102 657	49,7%	1,0%	0,0%
Thiès	198 714	49,6%	204 014	49,6%	0,9%	0,0%
Ziguinchor	80 186	49,1%	82 155	49,1%	0,8%	0,0%
SENEGAL	1 542 831	49,5%	1 584 134	49,5%	0,9%	0,0%
Moyenne	110 202	49,6%	113 152	49,5%	0,9%	-0,1%
Min	20 019	49,0%	20 485	49,0%	0,7%	-0,3%
Max	270 071	50,0%	275 727	49,7%	1,1%	0,0%
CV	57,33%	0,56%	57,15%	0,39%	14,88%	-192,75%

Evolution de la population pré-scolarisable entre 2009 et 2012



L'offre d'éducation

Les structures de prise en charge de la petite enfance sont au nombre de 2 620 en 2013 contre 2 478 en 2012, soit un accroissement de 5,7%.

On note une importante hausse du nombre de cases communautaires, de 127 en valeur absolue, soit 79,9% en valeur relative. Soixante (60) nouvelles Cases des Tout-petits se sont ajoutées à l'existant, soit une hausse de 11,6%. Cette évolution conforte, d'une part, l'engouement des populations pour les

structures communautaires et d'autre part, l'effort de l'Etat dans la mise en place des écoles maternelles et des Classes Préscolaires à l'Elémentaire (CPE) surtout en milieu rural.

En tenant compte de l'objectif de 90 enfants par structure, le nombre de structures existantes devrait pouvoir accueillir 235 800 enfants au lieu des 191 361 recensés en 2013. Cela traduit, en partie, une sous-utilisation des structures de prise en charge de la Petite Enfance.

Evolution des écoles par type entre 2012 et 2013

Structures	2012		2013		Evolution 2012 - 2013
	Nombre	%	Nombre	%	
Case Communautaire	159	6,42%	286	10,92%	79,9%
Case des Tout Petits	519	20,94%	579	22,10%	11,6%
CPE	190	7,67%	246	9,39%	29,5%
Ecole Maternelle	830	33,49%	856	32,67%	3,1%
Garderie	780	31,48%	653	24,92%	-16,3%
Sénégal	2478	100,00%	2620	100,00%	5,7%

Les structures de prise en charge de la Petite Enfance restent concentrées à Dakar (804), Thiès (343) et Louga (314), soit un pourcentage de 55,8%. Dakar à elle seule regroupe 63,6% des écoles maternelles et

31,2% des garderies. De même, Thiès et Ziguinchor enregistrent respectivement (8,4%) et (10,3%) des écoles maternelles. L'académie de Louga (45,8%) regroupe un peu moins du tiers des cases communautaires.

Répartition des structures par types et par Académie en 2013

IA	Case Commun.	Case des T.Petits	Classe maternelle	Ecole Maternelle	Garderie	Total	% structures
Dakar	10	24	22	544	204	804	30,7%
Diourbel	2	43	5	10	67	127	4,8%
Fatick	3	39	11	12	39	104	4,0%
Kaffrine	0	29	7	7	3	46	1,8%
Kaolack	2	52	14	14	41	123	4,7%
Kédougou	1	19	15	4	0	39	1,5%
Kolda	1	21	3	44	2	71	2,7%
Louga	131	55	15	12	101	314	12,0%
Matam	0	46	8	12	1	67	2,6%
Sédhiou	0	40	31	5	10	86	3,3%
St Louis	19	34	29	26	38	146	5,6%
Tamba	0	74	23	6	11	114	4,4%
Thiès	112	42	36	72	81	343	13,1%
Ziguinchor	5	61	27	88	55	236	9,0%
SENEGAL	286	579	246	856	653	2620	100,0%

En milieu rural, les Cases des Tout-petits (37,0%), les cases communautaires (19,1%) et les garderies (17,9%) prédominent dans le réseau. Les modèles classiques que sont des écoles maternelles (14,7%) occupent une place significative à côté des CPE (11,2%).

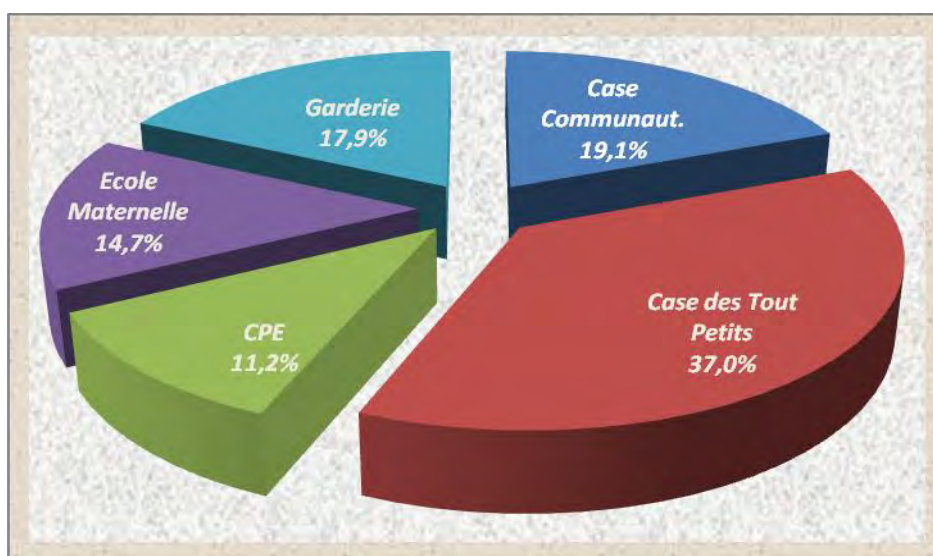
Cette importance des structures communautaires est liée à différents facteurs :

- elles apportent une réponse adaptée (un paquet de services : santé, nutrition et éducation) à la qualité de l'éducation du jeune enfant et suscitent ainsi l'engouement des populations.

- elles sont adaptées à l'environnement (population à revenus modestes)

- elles libèrent en partie les femmes de la garde des enfants, leur permettant ainsi de gagner un temps utilisable à des activités génératrices de revenus.

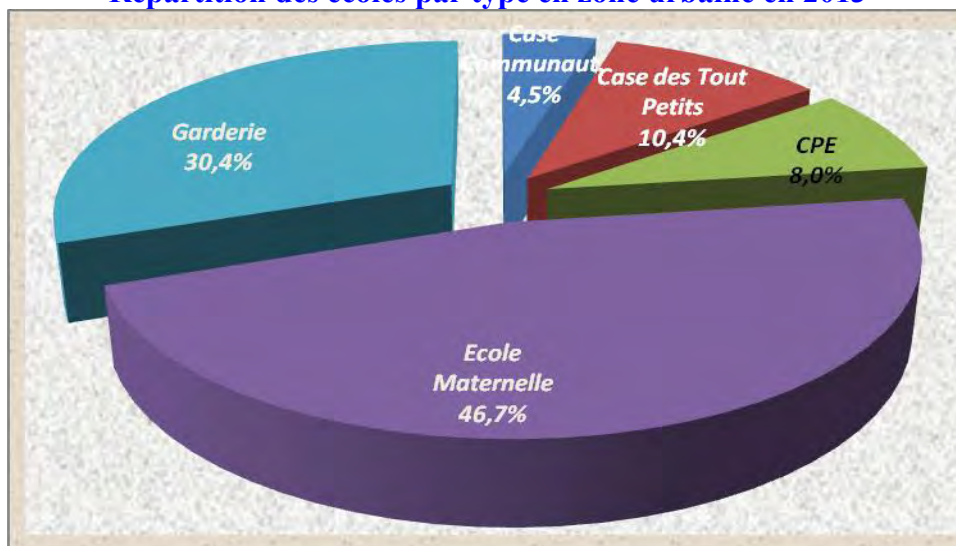
Répartition des écoles par type en zone rurale en 2013



En milieu urbain, les écoles maternelles (46,7%) prédominent dans le réseau. Elles sont suivies des garderies (30,4%). La construction de Cases des Tout-petits offre un environnement plus qualitatif que celui du

premier type d'offre (les écoles maternelles). Celles-ci ont commencé à se développer dans les villes intérieures avant de s'étendre sur l'ensemble du territoire et constituent aujourd'hui une dynamique incontournable.

Répartition des écoles par type en zone urbaine en 2013



L'évolution des structures de prise en charge des tout-petits, selon le statut

Entre 2012 et 2013, la part des structures privées dans le réseau DIPE est passée de 40,6% en 2012 à 41,2% en 2013, soit une légère hausse de 0,6%.

Malgré cet état de fait, d'une manière générale, une régression continue est notée et s'explique par le développement conjugué des structures communautaires et publiques.

Au niveau des régions, on note une légère croissance de la part du privé dans les

académies suivantes : Fatick (2,9%), Thiès (2,7%), Saint Louis (2,3%), Matam (1,5%), Sédhiou (1,5%), Louga (0,6%) et Kédougou (0,3%). Dans les sept académies qui restent (Dakar, Kaolack, Kolda, Diourbel, Kaffrine, Tamba et Ziguinchor) la part du privé est en baisse. La baisse est plus importante à Kaolack (7,1%) et plus faible à Dakar (0,4%).

Evolution de la part du privé par région entre 2012 et 2013

IA	2012	2013	Evolution 2013-2012
Dakar	87,2%	86,8%	-0,4%
Diourbel	31,2%	29,9%	-1,3%
Fatick	29,8%	32,7%	2,9%
Kaffrine	15,8%	13,0%	-2,8%
Kaolack	33,9%	26,8%	-7,1%
Kédougou	4,9%	5,1%	0,2%
Kolda	7,6%	5,6%	-2,0%
Louga	8,0%	8,6%	0,6%
Matam	0,0%	1,5%	1,5%
Sédhiou	10,1%	11,6%	1,5%
St Louis	27,9%	30,1%	2,2%
Tamba	11,1%	9,6%	-1,5%
Thiès	31,4%	34,1%	2,7%
Ziguinchor	26,0%	23,3%	-2,7%
SENEGAL	40,6%	41,2%	0,6%
Moyenne	23,2%	22,8%	-0,4%
Min	0,0%	1,5%	-7,1%
Max	87,2%	86,8%	2,9%
CV	90,23%	91,62%	-623,05%

La part des structures publiques dans le réseau DIPE est passée de 29,7 % en 2012 à 28,8% en 2013, soit une régression de 0,9 %. Cette évolution est l'inverse de ce qui est enregistré dans le Privé. Cette baisse résulte de celle notée dans les régions de Diourbel, Kaffrine, Kédougou, Louga, Sédhiou, Tamba, Thiès et Ziguinchor. La baisse est plus importante dans les académies de Kaffrine et Diourbel avec respectivement 27,5 et 16,2

points de pourcentage. Par ailleurs, on note une hausse de plus de 10 points de pourcentage dans les académies de Matam (14,9points) et Kaolack (18,5points).

La diminution peut être mise en rapport avec celle des garderies surtout en zone urbaine (511 en 2011 contre 447 en 2013) au profit du développement des CPE (nouveau type) qui malheureusement n'ont pas encore comblé le gap.

Evolution de la part du public entre 2012 et 2013

IA	2012	2013	Evolution 2013-2012
Dakar	5,2%	5,6%	0,4%
Diourbel	29,6%	13,4%	-16,2%
Fatick	56,4%	56,7%	0,3%
Kaffrine	57,9%	30,4%	-27,5%
Kaolack	48,2%	66,7%	18,5%
Kédougou	78,0%	74,4%	-3,6%
Kolda	92,4%	94,4%	2,0%
Louga	8,3%	7,0%	-1,3%
Matam	83,6%	98,5%	14,9%
Sédhiou	55,1%	46,5%	-8,6%
St Louis	46,4%	54,1%	7,7%
Tamba	52,8%	39,5%	-13,3%
Thiès	25,5%	23,3%	-2,2%
Ziguinchor	48,1%	46,6%	-1,5%
SENEGAL	29,7%	28,8%	-0,9%
Moyenne	49,1%	46,9%	-2,2%
Min	5,2%	5,6%	-27,5%
Max	92,4%	98,5%	18,5%
Ecart Type	24,8%	28,7%	11,5%
CV	50,54%	61,10%	-528,44%

Les structures du troisième type (regroupant communautaire et associative) occupent une place de plus en plus importante dans le réseau de la Petite Enfance. Elles se chiffrent à 30,0% en 2013 contre 29,7% en 2012.

En 2013, le communautaire est majoritairement représenté à Louga (84,4%), Diourbel (56,7%) et Kaffrine (56,5%). Il est faiblement représenté à Dakar (7,6%) et à Kaolack (6,5%) et n'existe pas à Matam et à Kolda.

Evolution de la part du communautaire & associative entre 2012 et 2013

IA	2012	2013	Evolution 2013-2012
Dakar	7,6%	7,6%	0,0%
Diourbel	39,2%	56,7%	17,5%
Fatick	13,8%	10,6%	-3,2%
Kaffrine	26,3%	56,5%	30,2%
Kaolack	17,9%	6,5%	-11,4%
Kédougou	17,1%	20,5%	3,4%
Kolda	0,0%	0,0%	0,0%
Louga	83,7%	84,4%	0,7%
Matam	16,4%	0,0%	-16,4%
Sédhiou	34,8%	41,9%	7,1%
St Louis	25,7%	15,8%	-9,9%
Tamba	36,1%	50,9%	14,8%
Thiès	43,1%	42,6%	-0,5%
Ziguinchor	26,0%	30,1%	4,1%
SENEGAL	29,7%	30,0%	0,3%
CV	70,51%	82,01%	452,22%

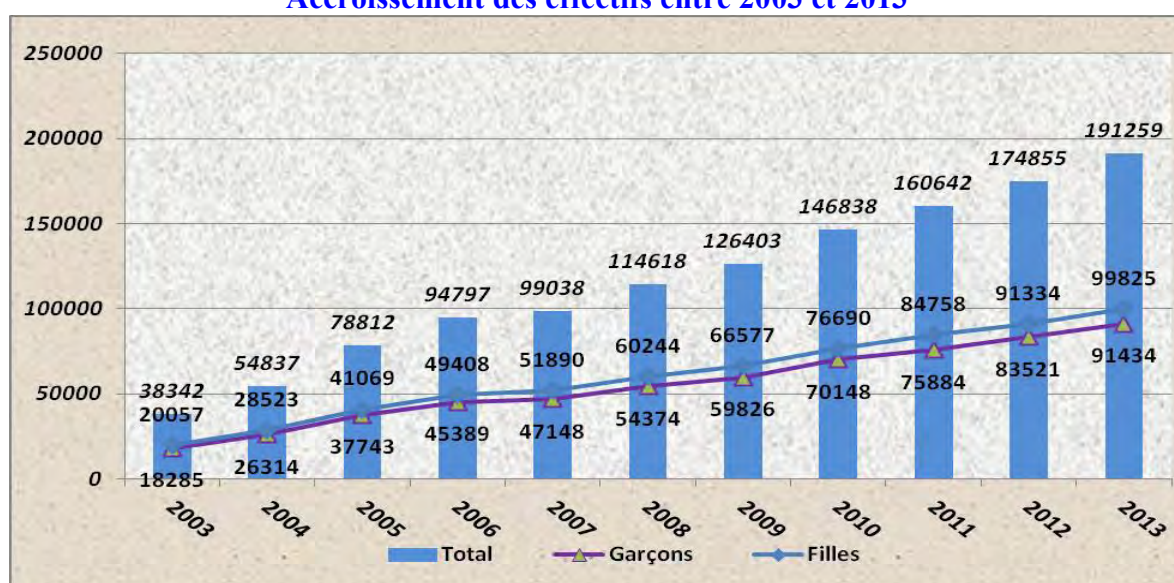
L'évolution des effectifs scolaires

De 2003 à 2013, la population préscolarisée a connu une nette croissance passant ainsi de 38.342 à 191.259 élèves. Le taux d'accroissement moyen annuel, de 17,4%, peut être attribué à l'effort consenti au début de la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation pour la réalisation des objectifs d'ici à l'horizon 2025. On peut signaler la mise en place de nouvelles structures de prise en charge de la petite enfance notamment les Classes Préscolaires à l'Elémentaire (CPE). Le nombre de cases des tout-petits est passé de 519 à 579 entre 2012 et 2013.

Par ailleurs, ce taux moyen cache plusieurs disparités d'évolution au niveau régional.

Concernant le genre, la part des filles dans les effectifs se stabilise à 52,2% entre 2012 et 2013. Cette part a baissé dans la moitié des académies (7 académies), avec un taux plus élevé à Tamba (2,5%) et Fatick (8,5%). Parmi les régions qui ont connu une hausse, seule, la région de Kaffrine a enregistré un taux d'accroissement supérieur à 3%.

Accroissement des effectifs entre 2003 et 2013



Evolution des effectifs par région de 2012 à 2013

IA	2012		2013		TA	
	Total	%Filles	Total	%Filles	Total	%Filles
Dakar	52381	51,4%	56024	51,8%	7,0%	0,9%
Diourbel	8620	56,9%	9508	56,1%	10,3%	-1,5%
Fatick	6744	53,6%	7562	49,0%	12,1%	-8,5%
Kaffrine	2282	56,3%	2700	58,1%	18,3%	3,3%
Kaolack	7597	53,7%	8782	54,3%	15,6%	1,2%
Kédougou	2469	51,6%	2397	50,8%	-2,9%	-1,4%
Kolda	5615	50,4%	5243	49,8%	-6,6%	-1,1%
Louga	22067	52,0%	24572	52,7%	11,4%	1,3%
Matam	4231	56,4%	5330	55,3%	26,0%	-1,9%
Sédhiou	5496	49,6%	7315	50,5%	33,1%	1,9%
St Louis	9273	52,8%	10084	53,0%	8,7%	0,4%
Tamba	7311	52,4%	8726	51,0%	19,4%	2,5%
Thiès	22799	53,2%	24622	52,5%	8,0%	-1,1%
Ziguinchor	17970	50,1%	18394	50,2%	2,4%	0,2%
SENEGAL	174855	52,2%	191259	52,2%	9,4%	-0,1%
CV	102,57%	4,28%	99,74%	4,84%	88,00%	-420,91%

Répartition des effectifs selon l'âge

En 2013, sur 100 garçons qu'accueille la Petite Enfance, les 86 ont l'âge légal. De même pour 100 filles, on dénombre 86 ayant l'âge légal.

Sauf à Louga, le pourcentage des enfants d'âge légal dépasse 90% dans toutes les académies. Ce taux d'accueil élevé des enfants d'âge légal montre que les entrées précoces et tardives ne se posent pas avec acuité. Au niveau national, le pourcentage des enfants d'âge illégal est de 13,4% des effectifs. Pour cette catégorie, seule la région de Louga a un pourcentage de loin

supérieur (61,6%) à celui du niveau national ; ce qui s'explique par la forte présence des « groupes de jeux » dans cette région. Les académies qui tendent à respecter l'âge légal d'entrée dans la petite enfance sont surtout celles de Matam, Diourbel, Ziguinchor et Kaffrine.

Pour la répartition des enfants d'âge illégal entre les régions, Louga vient en tête aussi bien chez les garçons (58,9%) que chez les filles (59,4%). Le pourcentage des enfants d'âge illégal reste important à Dakar 21,6% et dans une moindre mesure à Thiès (5,3%).

Situation des effectifs par région selon l'âge et le sexe en 2013

IA	Age légal			Age illégal		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	89,7%	90,5%	90,1%	10,3%	9,5%	9,9%
Diourbel	97,6%	97,5%	97,5%	2,4%	2,5%	2,5%
Fatick	95,4%	94,2%	94,8%	4,6%	5,8%	5,2%
Kaffrine	99,6%	99,4%	99,4%	0,4%	0,6%	0,6%
Kaolack	94,1%	93,8%	94,0%	5,9%	6,2%	6,0%
Kédougou	93,7%	92,6%	93,2%	6,3%	7,4%	6,8%
Kolda	97,4%	95,9%	96,7%	2,6%	4,1%	3,3%
Louga	36,9%	39,8%	38,4%	63,1%	60,2%	61,6%
Matam	97,0%	97,8%	97,4%	3,0%	2,2%	2,6%
Sédhiou	96,8%	96,5%	96,7%	3,2%	3,5%	3,3%
St Louis	90,6%	91,6%	91,1%	9,4%	8,4%	8,9%
Tamba	96,0%	95,2%	95,6%	4,0%	4,8%	4,4%
Thiès	94,4%	94,6%	94,5%	5,6%	5,4%	5,5%
Ziguinchor	97,7%	97,9%	97,8%	2,3%	2,1%	2,2%
SENEGAL	86,4%	86,8%	86,6%	13,6%	13,2%	13,4%
CV	16,78%	15,87%	16,30%	173,96%	165,42%	169,61%

Part de chaque région selon l'âge et le sexe en 2013

IA	Age légal			Age illégal		
	% Garçons	% Filles	% Total	% Garçons	% Filles	% Total
Dakar	30,6%	30,3%	30,5%	22,4%	20,9%	21,6%
Diourbel	5,2%	6,0%	5,6%	0,8%	1,0%	0,9%
Fatick	4,7%	4,0%	4,3%	1,4%	1,6%	1,5%
Kaffrine	1,4%	1,8%	1,6%	0,0%	0,1%	0,1%
Kaolack	4,8%	5,2%	5,0%	1,9%	2,2%	2,1%
Kédougou	1,4%	1,3%	1,3%	0,6%	0,7%	0,6%
Kolda	3,2%	2,9%	3,1%	0,6%	0,8%	0,7%
Louga	5,4%	5,9%	5,7%	58,9%	59,4%	59,1%
Matam	2,9%	3,3%	3,1%	0,6%	0,5%	0,5%
Sédhiou	4,4%	4,1%	4,3%	0,9%	1,0%	0,9%
St Louis	5,4%	5,7%	5,5%	3,6%	3,4%	3,5%
Tamba	5,2%	4,9%	5,0%	1,4%	1,6%	1,5%
Thiès	14,0%	14,1%	14,0%	5,2%	5,3%	5,3%
Ziguinchor	11,3%	10,4%	10,9%	1,7%	1,5%	1,6%
SENEGAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
CV	102,27%	100,78%	101,44%	215,28%	215,02%	215,12%

Répartition des effectifs selon la zone géographique et le genre en 2013

En 2013, la part de la zone urbaine dans les effectifs est largement supérieure à celle enregistrée en milieu rural 55,9% contre 44,1%. Cette part est restée constante entre 2012 et 2013.

Globalement les filles sont majoritaires dans les effectifs aussi bien en zone urbaine (52,1%) que rurale (52,3%).

Au niveau de la zone rurale, les régions de Kaffrine (58,1%), Diourbel (57,0%), Matam

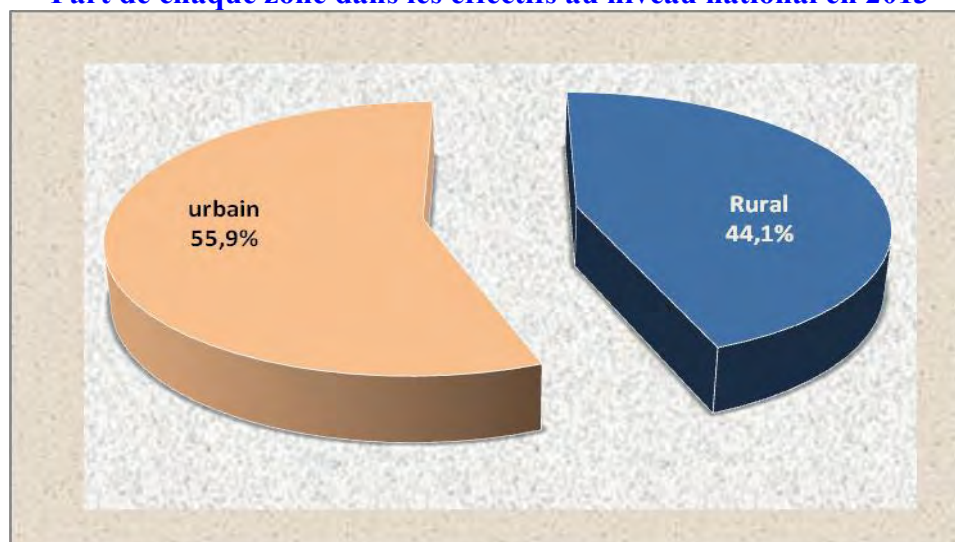
(56,5%), St-Louis (54,8%), et Kaolack (54,5%) ont des pourcentages de filles plus élevés que celui du niveau national (52,3%). La part des filles la plus faible est enregistrée à Kolda avec 49,4%.

En zone urbaine, dans sept régions sur les quatorze, la part des filles est au dessus de celle du niveau national. Cette part est plus élevée à Kaffrine (58,2%) et plus faible à Fatick (46,5%).

Répartition des effectifs par région et par zone en 2013

IA	RURAL		URBAIN	
	TOTAL	% Filles	TOTAL	% Filles
Dakar	2045	50,4%	53979	51,9%
Diourbel	6208	57,0%	3300	54,4%
Fatick	4859	50,4%	2703	46,5%
Kaffrine	1688	58,1%	1012	58,2%
Kaolack	3417	54,5%	5365	54,2%
Kédougou	1520	51,3%	877	50,1%
Kolda	2160	49,4%	3083	50,1%
Louga	20146	52,4%	4426	54,4%
Matam	3346	56,5%	1984	53,5%
Sédhiou	4962	52,0%	2353	47,4%
St Louis	2979	54,8%	7105	52,3%
Tamba	4963	50,7%	3763	51,3%
Thiès	10514	51,4%	14108	53,4%
Ziguinchor	10905	49,5%	7489	51,3%
SENEGAL	79712	52,3%	111547	52,1%
Moyenne	5 694	52,7%	7 968	52,1%
Min	1 520	49,4%	877	46,5%
Max	20 146	58,1%	53 979	58,2%
Ecart Type	4918	2,8%	13180	2,9%
CV	86,38%	5,31%	165,42%	5,59%

Part de chaque zone dans les effectifs au niveau national en 2013



Répartition des effectifs selon le type de structure en 2013

En 2013, sur les 191 259 enfants qui fréquentent les structures de prise en charge de la petite enfance, les 36,0% sont accueillis au niveau des écoles maternelles, 24,7% dans les garderies, 22,7% dans les cases des Tout-petits, 10,7% dans les cases communautaires et 5,8% dans les CPE.

Il s'avère ainsi que la plupart des enfants sont dans les écoles maternelles et les garderies (60,7%).

Dans les régions de Tamba, Kaffrine, Matam, et Sédhiou les enfants ne fréquentent pas les cases communautaires, contrairement aux régions de Louga (44,4%) et Thiès (27,7%) qui se particularisent par un pourcentage important

d'enfants inscrits dans les cases communautaires.

Toujours pour la fréquentation des cases communautaires, dans toutes les autres régions, le pourcentage est inférieur à celui du niveau national.

A Dakar (69,9%) et Kolda (59,3%), les effectifs inscrits sont plus élevés dans les écoles maternelles tandis qu'à Fatick les effectifs les plus élevés sont dans les garderies. A Tamba, Sédhiou et Matam, le nombre d'enfants inscrits dans les cases des tout-petits est majoritaire alors que la part des élèves dans les classes maternelles est importante dans les académies de Kédougou et de Sédhiou.

Effectifs par type de structure en 2013

IA	Case Communautaire	Case des Tout Petits	CPE	Ecole Maternelle	Garderie	Total
Dakar	1,7%	3,5%	1,9%	69,9%	23,0%	100,0%
Diourbel	2,1%	29,7%	2,9%	13,4%	51,9%	100,0%
Fatick	1,3%	37,0%	6,3%	20,0%	35,3%	100,0%
Kaffrine	0,0%	66,4%	9,4%	19,0%	5,2%	100,0%
Kaolack	1,3%	42,3%	7,2%	14,5%	34,8%	100,0%
Kédougou	0,7%	54,9%	26,1%	18,2%	0,0%	100,0%
Kolda	2,1%	31,4%	1,7%	59,3%	5,5%	100,0%
Louga	44,4%	14,3%	2,2%	6,1%	33,0%	100,0%
Matam	0,0%	62,0%	6,4%	29,2%	2,3%	100,0%
Sédhiou	0,0%	62,9%	20,5%	9,4%	7,2%	100,0%
St Louis	8,8%	20,2%	14,8%	22,1%	34,1%	100,0%
Tamba	0,0%	69,4%	10,0%	10,7%	9,8%	100,0%
Thiès	27,7%	13,1%	7,4%	25,8%	26,1%	100,0%
Ziguinchor	2,6%	25,1%	6,2%	45,5%	20,7%	100,0%
SENEGAL	10,7%	22,7%	5,8%	36,0%	24,7%	100,0%
Moyenne	6,6%	38,0%	8,8%	25,9%	20,6%	100,0%
Min	0,0%	3,5%	1,7%	6,1%	0,0%	100,0%
Max	44,4%	69,4%	26,1%	69,9%	51,9%	100,0%
Ecart Type	12,6%	21,1%	6,9%	18,5%	15,3%	0,0%
CV	190,58%	55,62%	79,08%	71,32%	74,23%	0,00%

La part du Privé et du Communautaire dans les effectifs

Entre 2012 et 2013, la part du Privé est passée de 42,6% à 41,4% soit un accroissement de -1,2 points et celle du communautaire est passée de 27,3% à 30,2% soit un accroissement de 3,0%. Les deux parts réunies laissent apparaître un accroissement global de 1,7%.

Cette augmentation des parts du Privé et du Communautaire réunies est essentiellement due au dynamisme du Communautaire. Cette hausse globale de la part du Communautaire

est surtout due à son accroissement rapide dans certaines régions telles que Kaffrine (31,4%), Tamba (19,6%), Sédhiou (14,1%) et Diourbel (12,0%).

La baisse de la part du Privé s'est opérée en 2013 dans toutes les régions, sauf à Thiès (1,5%), Kédougou (1,5%), Matam (2,3%), Fatick (2,6%), Tamba (3,6%) et St-Louis (8,8%). Les plus fortes baisses ont été enregistrées à Kaolack (11,4%), Sédhiou (4,2%) et Kaffrine (3,3%).

Accroissement de la part du Privé et du Communautaire entre 2012 et 2013

IA	2012			2013			Accroissement 2013-2012		
	Total	%Commu	% Privé	Total	%Comm u.& assoc.	% Privé	Total	%Comm u.& assoc.	% Privé
Dakar	52381	7,4%	86,9%	56024	8,1%	86,0%	3643	0,7%	-0,8%
Diourbel	8620	35,5%	35,6%	9508	47,6%	34,2%	888	12,0%	-1,4%
Fatick	6744	14,5%	29,8%	7562	9,6%	32,4%	818	-4,9%	2,6%
Kaffrine	2282	28,6%	16,2%	2700	59,9%	12,9%	418	31,4%	-3,3%
Kaolack	7597	13,0%	41,4%	8782	6,7%	30,0%	1185	-6,2%	-11,4%
Kédougou	2469	20,5%	1,9%	2397	18,1%	3,4%	-72	-2,4%	1,5%
Kolda	5615	0,0%	10,0%	5243	0,0%	8,3%	-372	0,0%	-1,7%
Louga	22067	80,5%	10,3%	24572	85,2%	8,5%	2505	4,7%	-1,8%
Matam	4231	18,4%	0,0%	5330	0,0%	2,3%	1099	-18,4%	2,3%
Sédhiou	5496	43,8%	11,4%	7315	57,9%	7,2%	1819	14,1%	-4,2%
St Louis	9273	20,6%	30,2%	10084	11,7%	38,9%	811	-9,0%	8,8%
Tamba	7311	35,4%	8,8%	8726	55,0%	12,4%	1415	19,6%	3,6%
Thiès	22799	35,8%	36,3%	24622	36,8%	37,9%	1823	1,0%	1,5%
Ziguinchor	17970	22,2%	29,1%	18394	28,3%	25,2%	424	6,1%	-3,9%
SENEGAL	174855	27,3%	42,6%	191259	30,2%	41,4%	16404	3,0%	-1,3%
Moyenne	12 490	26,9%	24,8%	13 661	30,3%	24,3%	1 172	3,5%	-0,6%
Min	2 282	0,0%	0,0%	2 397	0,0%	2,3%	-372	-18,4%	-11,4%
Max	52 381	80,5%	86,9%	56 024	85,2%	86,0%	3 643	31,4%	8,8%
Ecart Type	12810	18,9%	21,6%	13626	25,9%	21,4%	1007	12,2%	4,5%
CV	102,57%	70,43%	86,92%	99,74%	85,46%	88,09%	85,91%	351,19%	-769,35%

La participation

Entre 2003 et 2013, le taux brut de préscolarisation (TBPS) est passé de 3,1% à 12,1%. Pour la même période celui des filles s'est accru de 9,4 points de pourcentage en passant de 3,3% à 12,7%. Chez les garçons le TBPS a gagné 8,5 points en évoluant de 2,9% à 11,4%. Sur toute la période, le TBPS des filles est supérieur à celui des garçons.

En 2013, quatre régions : Ziguinchor (22,4%), Louga (22,4%), Dakar (20,3%), Sédhiou (13,3%) et Thiès (12,1%) ont un TBPS au moins

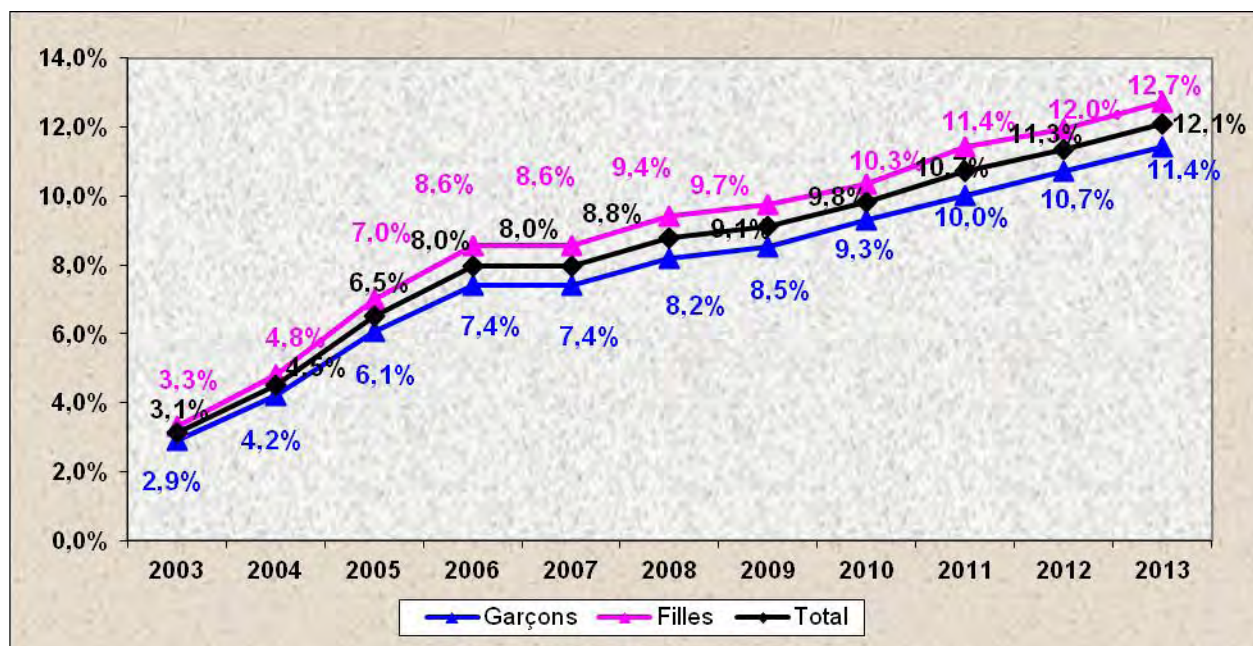
égal à celui du niveau national (12,1%). En termes de genre, le TBPS des filles et des garçons de ces régions est aussi au-dessus de celui du niveau national. Le TBPS le plus faible se retrouve à Kaffrine (3,8%).

Mis à part Fatick et Kolda, les régions ont un TBPS des filles supérieur à celui des garçons en 2013. La région de Kaffrine enregistre le plus faible taux chez les garçons (3,2%) comme chez les filles (4,5%).

Taux Brut de préscolarisation (TBPS) en 2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	19,2%	21,5%	20,3%
Diourbel	4,4%	5,7%	5,0%
Fatick	7,0%	6,9%	6,9%
Kaffrine	3,2%	4,5%	3,8%
Kaolack	7,9%	9,6%	8,8%
Kédougou	11,4%	12,0%	11,7%
Kolda	6,8%	6,8%	6,8%
Louga	21,0%	23,8%	22,4%
Matam	6,6%	8,3%	7,4%
Sédhiou	13,0%	13,5%	13,3%
St Louis	8,0%	9,2%	8,6%
Tamba	8,3%	8,7%	8,5%
Thiès	11,4%	12,8%	12,1%
Ziguinchor	21,9%	22,9%	22,4%
SENEGAL	11,4%	12,7%	12,1%

Evolution du taux brut de préscolarisation entre 2003 et 2013



Les conditions d'enseignement-apprentissage

Le ratio élèves/groupe pédagogique par région en 2013 est inférieur à la norme (30) sauf à Louga (49), à Sédhiou (36) et à Tamba (31).

Le ratio national est à 27 avec des variations allant d'un minimum de 23, relevé à Dakar à 49 noté à Louga. Dans le Privé, le maximum est enregistré à Matam avec 62 élèves par groupe pédagogique. Dans le Public, il est à 36 (Sédhiou) et pour le communautaire, Louga atteint le pic à 56.

Entre 2012 et 2013, le ratio moyen d'élèves/groupe pédagogique au niveau national est resté constant à 27. Au cours de cette période les ratios élèves/groupe pédagogique par région,

ont connu une baisse dans les régions d'un point à Dakar, Kaffrine, Kolda et Ziguinchor. L'augmentation a été notée à Fatick (3), Tamba (4) et un pic de 5 à Louga.

Dans le Privé, seules les régions de Matam (62) Tamba (33) et Kolda (31) dépassent le ratio objectif. Le plus faible ratio de 20 enfants par groupe pédagogique est enregistré par les régions de Kaffrine, Kédougou et Sédhiou.

Concernant le Communautaire, deux régions dépassent encore le ratio cible de 30 enfants par groupe pédagogique ; il s'agit de Louga (56), et Sédhiou (40) et le plus faible ratio (17) est enregistré par St-Louis.

Ratio élèves/ groupe pédagogique en 2013

IA	Commun. & assoc.	Privé	Public	Total
Dakar	25	23	26	23
Diourbel	22	29	29	25
Fatick	26	25	28	27
Kaffrine	25	20	28	25
Kaolack	26	27	27	27
Kédougou	24	20	30	29
Kolda		31	29	29
Louga	56	27	31	49
Matam		62	27	28
Sédhiou	40	20	36	36
St Louis	17	29	24	24
Tamba	30	33	31	31
Thiès	21	26	27	24
Ziguinchor	25	27	30	27
SENEGAL	31	24	28	27
Moyenne	28	29	29	29
Min	17	20	24	23
Max	56	62	36	49
Ecart Type	10	10	3	6
CV	35,41%	35,31%	9,44%	22,09%

Le personnel enseignant du Public selon le diplôme académique

Le niveau de qualification est apprécié à partir des diplômes académiques et professionnels obtenus. Au Sénégal, le niveau académique exigé des enseignants du préscolaire est le BAC. La formation professionnelle des enseignants du Préscolaire est sanctionnée par un Certificat d’Aptitude Pédagogique (CAP).

Au plan national, parmi les enseignants du public, au moins les 24,3% possèdent le diplôme académique requis, contre 72,4% titulaires du BFEM. Ce pourcentage encore

important résulte du fait que le relèvement du niveau de recrutement du BFEM au BAC est récent.

Au niveau des régions, le pourcentage des titulaires du BAC est plus important dans les académies de Kaffrine (42,1%), Louga (37,9%) Ziguinchor (35,4%). Dans ce sous secteur, on dénombre peu d’enseignants ayant des diplômes académiques supérieurs au BAC (0,9%). Ces diplômés sont surtout localisés à Diourbel (2,9%) et Dakar (2,5%).

Personnel du Public selon le diplôme académique en 2013

IA	CFEE	BFEM	BAC	plus du BAC	Autre & sans diplôme	Total
Dakar	0,5%	66,2%	29,8%	2,5%	1,0%	100,0%
Diourbel	0,0%	64,3%	30,0%	2,9%	2,9%	100,0%
Fatick	3,3%	73,7%	20,4%	1,3%	1,3%	100,0%
Kaffrine	0,0%	57,9%	42,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Kaolack	1,7%	76,7%	18,5%	0,4%	2,6%	100,0%
Kédougou	0,0%	77,3%	21,2%	1,5%	0,0%	100,0%
Kolda	2,4%	78,0%	15,5%	0,6%	3,6%	100,0%
Louga	2,3%	58,6%	37,9%	1,1%	0,0%	100,0%
Matam	0,0%	75,8%	24,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Sédhiou	0,0%	73,9%	23,2%	1,4%	1,4%	100,0%
St Louis	1,4%	80,0%	17,6%	0,5%	0,5%	100,0%
Tamba	0,0%	78,2%	20,5%	0,0%	1,3%	100,0%
Thiès	0,7%	73,9%	23,5%	0,7%	1,1%	100,0%
Ziguinchor	0,4%	62,9%	35,4%	0,4%	0,8%	100,0%
SENEGAL	1,1%	72,4%	24,3%	0,9%	1,3%	100,0%
Moyenne	0,9%	71,2%	25,7%	1,0%	1,2%	100,0%
Min	0,0%	57,9%	15,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Max	3,3%	80,0%	42,1%	2,9%	3,6%	100,0%
Ecart Type	1,1%	7,4%	7,8%	0,9%	1,1%	0,0%
CV	117,34%	10,34%	30,46%	90,01%	93,02%	0,00%

Le personnel enseignant du Public selon le diplôme professionnel

Pour le diplôme professionnel, 25,9% des enseignants ont obtenu le CAP alors que plus de la moitié (57,6%) a réussi au CEAP. Comme pour le diplôme académique, ce pourcentage élevé des titulaires résulte du fait qu'il y'a un stock important d'enseignants recrutés à partir du BFEM avant 2011.

Le pourcentage le plus élevé des enseignants recensés dans « sans diplôme » serait dû à un mauvais renseignement des outils de collecte pour le diplôme professionnel.

Au plan régional, pour le CAP, c'est à Louga (49,4%, Dakar (42,9%) et Diourbel (41,4%) qu'on trouve le taux de qualification le plus élevé des enseignants. Le plus faible est enregistré à Fatick (13,8%).

Pour le CEAP, les titulaires de ce diplôme sont plus importants à Matam (76,9%), Sédhiou (68,1%), Kolda (63,1%) et St- Louis (61,9%).

La part la plus faible est enregistrée à Dakar (41,4%).

Personnel du Public selon le diplôme professionnel en 2013

IA	CAP	CEAP	Autre	sans diplôme	Total
Dakar	42,9%	41,4%	3,5%	12,1%	100,0%
Diourbel	41,4%	51,4%	0,0%	7,1%	100,0%
Fatick	13,8%	59,2%	0,0%	27,0%	100,0%
Kaffrine	21,1%	47,4%	0,0%	31,6%	100,0%
Kaolack	14,7%	58,2%	1,7%	25,4%	100,0%
Kédougou	22,7%	57,6%	0,0%	19,7%	100,0%
Kolda	16,1%	63,1%	0,6%	20,2%	100,0%
Louga	49,4%	44,8%	0,0%	5,7%	100,0%
Matam	17,0%	76,9%	0,0%	6,0%	100,0%
Sédhiou	23,2%	68,1%	0,0%	8,7%	100,0%
St Louis	27,1%	61,9%	1,4%	9,5%	100,0%
Tamba	23,1%	50,0%	0,0%	26,9%	100,0%
Thiès	29,1%	56,7%	1,5%	12,7%	100,0%
Ziguinchor	29,6%	55,0%	0,4%	15,0%	100,0%
SENEGAL	25,9%	57,6%	1,0%	15,4%	100,0%
Moyenne	26,5%	56,6%	0,7%	16,3%	100,0%
Min	13,8%	41,4%	0,0%	5,7%	100,0%
Max	49,4%	76,9%	3,5%	31,6%	100,0%
Ecart Type	10,7%	9,1%	1,0%	8,5%	0,0%
CV	40,33%	16,05%	153,55%	52,12%	0,00%

Le personnel enseignant du communautaire selon le diplôme académique

Comme dans le Public, au niveau du Communautaire, on rencontre un nombre important d'enseignants n'ayant pas le diplôme académique requis (le BAC). Ce phénomène s'explique par le stock d'enseignants ayant été recrutés avec le BFEM. En 2013, au niveau national, au moins 15,0% du personnel possèdent au moins le BAC. Les 9,7% des enseignants ont le CFEE comme le diplôme le plus élevé alors que les 68,5% sont titulaires du BFEM. Pour les « autres & sans diplôme », ils posent un problème de mauvais renseignement des documents de collecte. Leur

pourcentage est plus important à Louga (26,6%), Kaolack (12,8%) et Dakar (5,8%).

Pour les enseignants ayant le niveau requis (titulaires du BAC et plus), c'est au niveau des régions de Diourbel, Saint-Louis et Dakar qu'on retrouve le plus fort pourcentage avec respectivement 27,1% ; 24,0% et 20,2%.

Le pourcentage est plus faible à Tamba (4,8%) alors qu'il est nul à Fatick. Le communautaire est inexistant à Kolda et Matam.

Les titulaires de BFEM représentent plus de 90% des enseignants dans les académies de Kédougou et Sédhiou.

Personnel du communautaire selon le diplôme académique en 2013

IA	CFEE	BFEM	BAC	plus du BAC	Autre & sans diplôme	Total
Dakar	16,6%	57,4%	16,1%	4,0%	5,8%	100,0%
Diourbel	3,3%	66,2%	21,0%	6,2%	3,3%	100,0%
Fatick	25,0%	70,8%	0,0%	0,0%	4,2%	100,0%
Kaffrine	4,0%	84,0%	10,0%	0,0%	2,0%	100,0%
Kaolack	12,8%	64,1%	10,3%	0,0%	12,8%	100,0%
Kédougou	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Kolda						
Louga	2,8%	54,1%	14,7%	1,8%	26,6%	100,0%
Matam						
Sédhiou	0,0%	94,4%	5,6%	0,0%	0,0%	100,0%
St Louis	6,0%	66,0%	24,0%	0,0%	4,0%	100,0%
Tamba	5,8%	89,4%	4,8%	0,0%	0,0%	100,0%
Thiès	20,4%	59,1%	13,6%	1,4%	5,4%	100,0%
Ziguinchor	8,7%	83,7%	7,1%	0,0%	0,5%	100,0%
SENEGAL	9,7%	68,5%	13,0%	2,0%	6,9%	100,0%
Moyenne	8,8%	74,1%	10,6%	1,1%	5,4%	100,0%
Min	0,0%	54,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Max	25,0%	100,0%	24,0%	6,2%	26,6%	100,0%
Ecart Type	7,8%	14,9%	7,3%	1,9%	7,3%	0,0%
CV	89,17%	20,04%	68,90%	171,92%	135,00%	0,00%

Le personnel enseignant du communautaire selon le diplôme professionnel

S'agissant des diplômes professionnels, ils n'ont pu être identifiés que pour 45,7% des enseignants. Les 54,3% des enseignants n'ont pas de diplôme professionnel ou celui-ci n'est pas renseigné. Ce pourcentage varie entre 91,7% à Fatick et 16,7% à Kédougou. Les titulaires du CEAP (32,5%) sont de loin supérieurs à ceux du CAP (6,3%). L'écart

entre ces types de diplômés est plus élevé à Tamba (58,7 points) et Kédougou (83,3 points). Cette situation recommande, pour une amélioration des enseignements-apprentissages, au niveau du communautaire, la mise en place d'une politique de formation envers les éducateurs.

Personnel du Communautaire selon le diplôme professionnel en 2013

IA	CAP	CEAP	Autre	sans diplôme	Total
Dakar	8,5%	21,1%	13,9%	56,5%	100,0%
Diourbel	11,0%	37,1%	2,4%	49,5%	100,0%
Fatick	0,0%	8,3%	0,0%	91,7%	100,0%
Kaffrine	6,0%	42,0%	0,0%	52,0%	100,0%
Kaolack	2,6%	2,6%	20,5%	74,4%	100,0%
Kédougou	0,0%	83,3%	0,0%	16,7%	100,0%
Kolda					
Louga	9,2%	34,9%	1,8%	54,1%	100,0%
Matam					
Sédhiou	2,8%	28,0%	0,0%	69,2%	100,0%
St Louis	10,0%	48,0%	6,0%	36,0%	100,0%
Tamba	1,9%	60,6%	3,8%	33,7%	100,0%
Thiès	5,4%	27,2%	13,6%	53,8%	100,0%
Ziguinchor	1,6%	32,6%	5,4%	60,3%	100,0%
SÉNÉGAL	6,3%	32,5%	6,9%	54,3%	100,0%
Moyenne	4,9%	35,5%	5,6%	54,0%	100,0%
Min	0,0%	2,6%	0,0%	16,7%	100,0%
Max	11,0%	83,3%	20,5%	91,7%	100,0%
CV	3,8%	21,0%	6,5%	18,9%	0,0%

Le personnel enseignant du Privé selon le diplôme académique

Au niveau du Privé, on rencontre des enseignants n'ayant pas le diplôme académique requis (le BAC).

Au plan national, le pourcentage d'enseignants dont le diplôme académique a pu être identifié est de 92,9%. Les 7,1% des enseignants recensés ont un diplôme autre que ceux répertoriés ou n'ont aucun diplôme académique.

Ces pourcentages sont plus élevés dans les académies de Fatick et Saint-Louis ayant tout deux enregistré 12,7%.

Le pourcentage de personnel ayant au moins le BAC a connu une légère hausse (de 2,4 points), passant de 16,3% à 18,7%. Les régions de Louga, Kaolack, Diourbel, Dakar et Tamba enregistrent les taux les plus élevés d'enseignants ayant au moins le BAC.

Les régions de Kédougou et Matam ne disposent pas d'enseignants titulaires du BAC ou d'un diplôme supérieur.

Personnel du privé selon le diplôme académique en 2013

IA	CFEE	BFEM	BAC	plus du BAC	Autre & sans diplôme	Total
Dakar	9,3%	63,0%	16,8%	3,4%	7,5%	100,0%
Diourbel	2,3%	67,4%	18,9%	3,8%	7,6%	100,0%
Fatick	22,8%	54,4%	8,9%	1,3%	12,7%	100,0%
Kaffrine	0,0%	90,9%	9,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Kaolack	8,6%	62,9%	21,4%	2,9%	4,3%	100,0%
Kédougou	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Kolda	31,8%	63,6%	4,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Louga	6,8%	64,1%	25,2%	3,9%	0,0%	100,0%
Matam	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Sédhiou	4,5%	86,4%	9,1%	0,0%	0,0%	100,0%
St Louis	6,3%	77,2%	3,2%	0,6%	12,7%	100,0%
Tamba	16,7%	61,1%	16,7%	0,0%	5,6%	100,0%
Thiès	16,7%	59,7%	13,7%	2,5%	7,5%	100,0%
Ziguinchor	10,3%	75,9%	11,5%	0,6%	1,7%	100,0%
SENEGAL	10,1%	64,1%	15,8%	2,9%	7,1%	100,0%
Moyenne	14,5%	68,6%	11,4%	1,3%	4,2%	100,0%
Min	0,0%	33,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Max	66,7%	100,0%	25,2%	3,9%	12,7%	100,0%
Ecart Type	16,8%	16,1%	7,6%	1,5%	4,6%	0,0%
CV	116,36%	23,44%	66,68%	112,36%	107,17%	0,00%

Le personnel enseignant du Privé selon le diplôme professionnel

Pour le diplôme professionnel, il n'a été identifié que pour 32,5% des enseignants dont plus de la moitié (19,6%) ont un diplôme professionnel différent du CEAP et du CAP. Les titulaires du CEAP dépassent de 3,1 points les détenteurs du CAP, situation similaire à celle du Public et du communautaire.

Pour les titulaires du CAP, au plan régional, le pourcentage le plus élevé est enregistré à

Kaffrine (9,1%), Tamba (8,3%) et Thiès (8,2%). Le plus bas (1,3) est noté à Fatick et St Louis. Par ailleurs, il est nul à Kédougou, Matam et Sédhiou. S'agissant du CEAP, le pourcentage le plus élevé est noté à Tamba 22,2% et le plus bas est enregistré à St Louis. Le pourcentage d'enseignants titulaires du CAP est nul à Kédougou, Sédhiou et Matam.

Personnel du privé selon le diplôme professionnel en 2013

IA	CAP	CEAP	Autre	sans diplôme	Total
Dakar	4,7%	7,1%	19,6%	68,6%	100,0%
Diourbel	4,5%	6,1%	3,8%	85,6%	100,0%
Fatick	1,3%	3,8%	2,5%	92,4%	100,0%
Kaffrine	9,1%	9,1%	0,0%	81,8%	100,0%
Kaolack	6,4%	5,0%	10,0%	78,6%	100,0%
Kédougou	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
Kolda	4,5%	18,2%	0,0%	77,3%	100,0%
Louga	4,9%	8,7%	1,0%	85,4%	100,0%
Matam	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
Sédhiou	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
St Louis	1,3%	1,9%	82,3%	14,6%	100,0%
Tamba	8,3%	22,2%	5,6%	63,9%	100,0%
Thiès	8,2%	10,2%	22,6%	59,0%	100,0%
Ziguinchor	4,6%	21,8%	4,0%	69,5%	100,0%
SENEGAL	4,9%	8,0%	19,6%	67,5%	100,0%
Moyenne	4,1%	8,2%	10,8%	76,9%	100,0%
Min	0,0%	0,0%	0,0%	14,6%	100,0%
Max	9,1%	22,2%	82,3%	100,0%	100,0%
Ecart Type	3,1%	7,4%	21,0%	21,6%	0,0%
CV	74,65%	90,61%	194,63%	28,06%	0,00%

Le personnel de la Petite Enfance selon la langue d'enseignement

Sur les 7157 enseignants recensés au niveau des structures de prise en charge de la petite enfance, en 2013, les 73,4% utilisent le français comme langue d'enseignement. Les arabisants représentent 8,9% de l'effectif des éducateurs, les utilisateurs des langues nationales sont au nombre de 189, soit 2,6% du personnel.

Sur les 5 255 éducateurs qui ont le français comme langue d'enseignement les 47,0% sont dans le privé, 31,0% au niveau du public et 22,0% dans le communautaire.

S'agissant des utilisateurs de la langue arabe qui sont au nombre de 639, ceux du privé représentent 70,3%. Les parts des éducateurs du public et du communautaire sont respectivement 15,3% et 14,4%.

Le français reste la langue la plus utilisée au niveau des structures de prise en charge de la petite enfance aussi bien au niveau national que dans les régions. Pour le Public, dans toutes les

régions, le pourcentage est supérieur à 70% sauf à Kolda.

On note l'absence d'enseignants en langue arabe, dans le public, au niveau des régions de Kaffrine, Kédougou et Ziguinchor. Dans le privé, en dehors de Kaffrine, Kédougou, les enseignants en langue Arabe n'ont pas été recensés à Matam et Sédhiou.

La situation des langues nationales doit être prise avec plus de vigueur. Leur utilisation au niveau des premières années d'enseignement doit être effective comme le préconise la politique. C'est tout l'intérêt du projet ELAN (Ecole et Langue Nationale) qui envisage l'expérimentation des supports élaborés en 2014. Les enseignants devraient être formés dans les langues nationales au niveau des Centres Régionaux de Formation des Personnels Enseignants (CRFPE).

Répartition du personnel selon la langue d'enseignement en 2013

IA	Communautaire			Privé			Public		
	Total	% Français	%Arabe	Total	% Français	%Arabe	Total	% Français	%Arabe
Dakar	223	81,6%	8,5%	2332	69,9%	11,2%	198	79,8%	7,1%
Diourbel	210	70,5%	12,9%	132	31,8%	26,5%	70	82,9%	12,9%
Fatick	24	70,8%	0,0%	79	63,3%	6,3%	152	71,7%	3,3%
Kaffrine	50	84,0%	6,0%	11	72,7%	0,0%	19	94,7%	0,0%
Kaolack	39	82,1%	5,1%	140	54,3%	20,7%	232	79,7%	7,3%
Kédougou	12	100,0%	0,0%	4	25,0%	0,0%	66	100,0%	0,0%
Kolda				22	90,9%	4,5%	168	69,0%	2,4%
Louga	218	54,6%	6,9%	103	37,9%	45,6%	87	71,3%	16,1%
Matam				3	100,0%	0,0%	182	87,4%	3,8%
Sédhiou	107	99,1%	0,9%	22	90,9%	0,0%	69	88,4%	4,3%
St Louis	50	92,0%	0,0%	158	72,8%	8,9%	210	87,6%	3,3%
Tamba	104	78,8%	1,0%	36	91,7%	5,6%	78	69,2%	1,3%
Thiès	279	74,2%	8,6%	402	70,9%	11,7%	268	78,0%	6,3%
Ziguinchor	184	89,7%	0,0%	174	83,3%	4,6%	240	79,2%	0,0%
SENEGAL	1500	77,2%	6,1%	3618	68,2%	12,4%	2039	79,9%	4,8%
Moyenne	125	81,4%	4,2%	258	68,2%	10,4%	146	81,4%	4,9%
Min	12	54,6%	0,0%	3	25,0%	0,0%	19	69,0%	0,0%
Max	279	100,0%	12,9%	2332	100,0%	45,6%	268	100,0%	16,1%
Ecart Type	89	12,4%	4,2%	584	22,7%	12,4%	77	9,1%	4,6%
CV	71,20%	15,26%	102,05%	226,02%	33,23%	119,20%	52,57%	11,23%	94,94%

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE



Photo : Ecole élémentaire (PEBD)

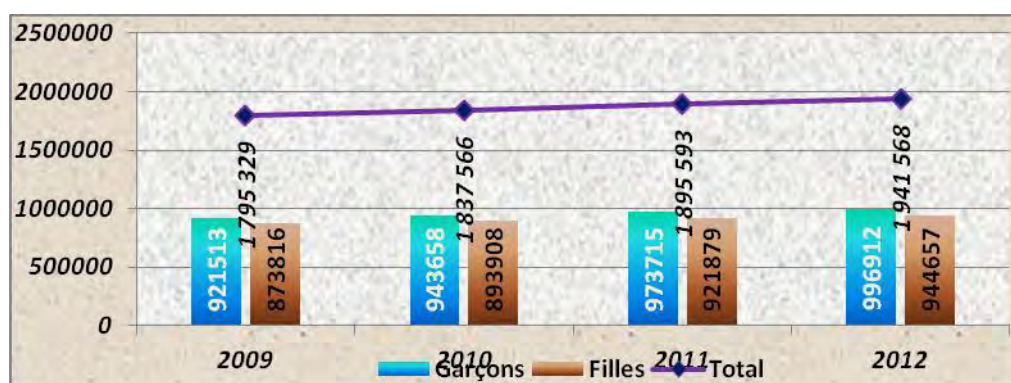
La demande potentielle d'éducation

Concernant l'enseignement élémentaire, c'est la tranche d'âge 7- 12 ans qui est considérée. Elle représente une population de 1 795 329 individus en 2009, soit 14,8 % de la population totale. En 2012, cette tranche d'âge regroupe une population de 1 941 568 enfants, soit 14,3 % de la population totale. En termes de proportion par rapport à la population totale, l'indicateur a baissé de 1,6 point de pourcentage.

Entre 2009 et 2012, la population scolarisable a connu un taux d'accroissement naturel de l'ordre

de 2,6% en moyenne par an. Du point de vue de la composition de la population en 2012, celle-ci est dominée par la composante masculine qui représente 51,3 % de la population totale. Vu le taux d'accroissement des garçons (2,7%) légèrement supérieur à celui des filles (2,6%) l'écart va progressivement augmenter puis se réduire pour tendre vers une parité. La proportion de garçons représentait 50,3% en 2009 et 51,3% en 2012.

Evolution de la population âgée de 7 à 12 ans entre 2009 et 2012



Entre 2011 et 2012, on a relevé le plus fort taux d'accroissement de la population âgée de 7 à 12 ans dans la région de Fatick (3,3%). Un taux de 3,0% a été enregistré dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam, Sédhiou, Saint-Louis, Tamba. Par contre, on a enregistré les plus faibles taux à Dakar (1,0%) et à Diourbel (1,7%). La part des filles dans la population en âge de fréquenter le cycle

primaire a connu une chute dans une seule région (Diourbel) avec un taux d'accroissement de 1,4%. Au niveau national, la part des filles est presque constante, juste un retrait de 0,1 point.

Sur le plan national, il convient de souligner qu'il en résulte une progression de la demande d'éducation pour ce niveau d'enseignement avec un taux d'accroissement de 2,4%.

Répartition de la population âgée de 7 à 12 ans en 2011 et en 2012

IA	2011		2012		TAMA	
	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles
Dakar	331 981	46,3%	335 197	46,8%	1,0%	1,1%
Diourbel	207 085	50,0%	210 593	49,3%	1,7%	-1,4%
Fatick	125 541	49,7%	129 632	49,7%	3,3%	0,0%
Kaffrine	91 065	49,7%	93 717	49,7%	2,9%	0,0%
Kaolack	126 613	49,7%	130 299	49,7%	2,9%	0,0%
Kédougou	25 224	49,2%	25 985	49,2%	3,0%	0,0%
Kolda	94 242	49,3%	97 024	49,3%	3,0%	0,0%
Louga	130 311	49,3%	134 083	49,3%	2,9%	0,0%
Matam	82 973	49,7%	85 436	49,7%	3,0%	0,0%
Sédhiou	67 290	49,3%	69 277	49,3%	3,0%	0,0%
St-Louis	136 112	48,3%	140 220	48,3%	3,0%	0,0%
Tamba	126 404	49,2%	130 216	49,2%	3,0%	0,0%
Thiès	247 968	48,6%	254 581	48,6%	2,7%	0,0%
Ziguinchor	102 784	46,8%	105 307	46,8%	2,5%	0,0%
SENEGAL	1 895 593	48,6%	1 941 568	48,7%	2,4%	0,0%
C V	56,17%	2,20%	55,42%	1,95%	22,22%	-2588,40%

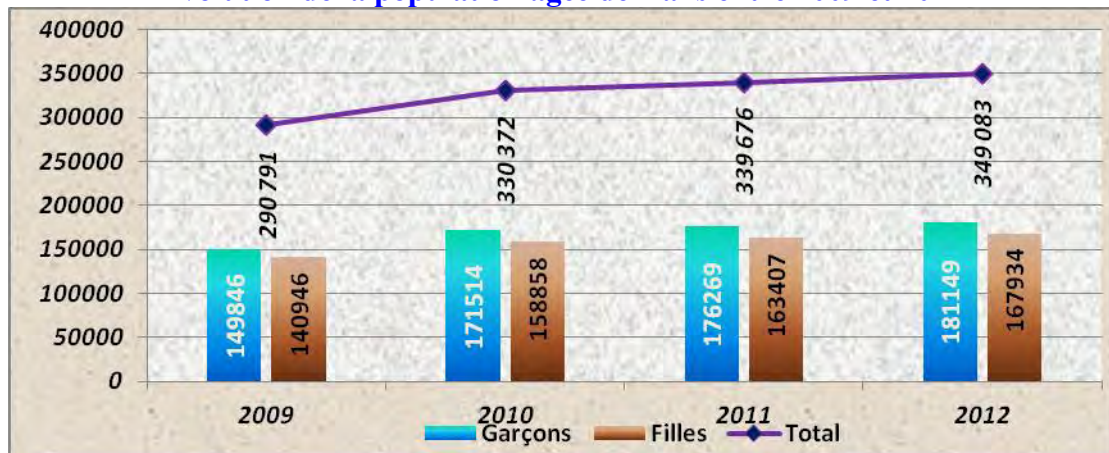
Entre 2009 et 2012, la population en âge d'entrer à l'école est passée de 290 791 enfants à 349 083, soit un taux d'accroissement de 6,3%. Par rapport à la population totale, la part des enfants âgés de 7 ans est de 2,7%.

Pour la même période, la population des garçons a connu un TAMA de 6,5% en passant de

149846 à 181149. Les filles, quant à elles, ont vu leur nombre passer de 140946 à 167934, soit un TAMA de 6,0%.

Du point de vue de la composition de la population, celle-ci est dominée par la composante masculine aussi bien en 2009 qu'en 2012. La part des garçons dans la population de 7 ans se stagne autour de 51,9%.

Evolution de la population âgée de 7 ans entre 2009 et 2012



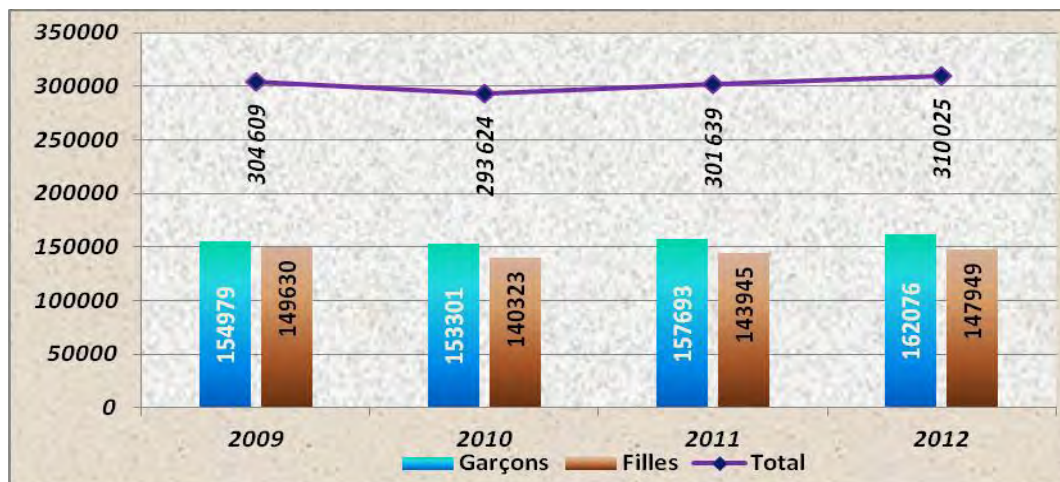
Le taux d'achèvement du primaire est un indicateur extrêmement important pour l'atteinte de la scolarisation universelle. En concertation avec certains partenaires, l'option du Sénégal est de le calculer, en prenant en compte la population âgée seulement de 12 ans.

Entre 2009 et 2012, la population âgée de 12 ans est passée de 304 609 à 310 025 soit un taux d'accroissement moyen annuel de 0,6%. Sur la

même période, le nombre de garçons a connu un TAMA de 1,5% et celui des filles de -0,4%.

Entre 2011 et 2012, la population de 12 ans s'est accrue dans toutes les régions. Les croissances les plus élevées sont enregistrées à Fatick (3,3%), et à Diourbel (3,1%). La région de Dakar a le TA le plus faible (2,1%). En 2011 comme en 2012, la part des garçons est supérieure à celle des filles dans toutes les régions.

Evolution de la population âgée de 12 ans entre 2009 et 2012

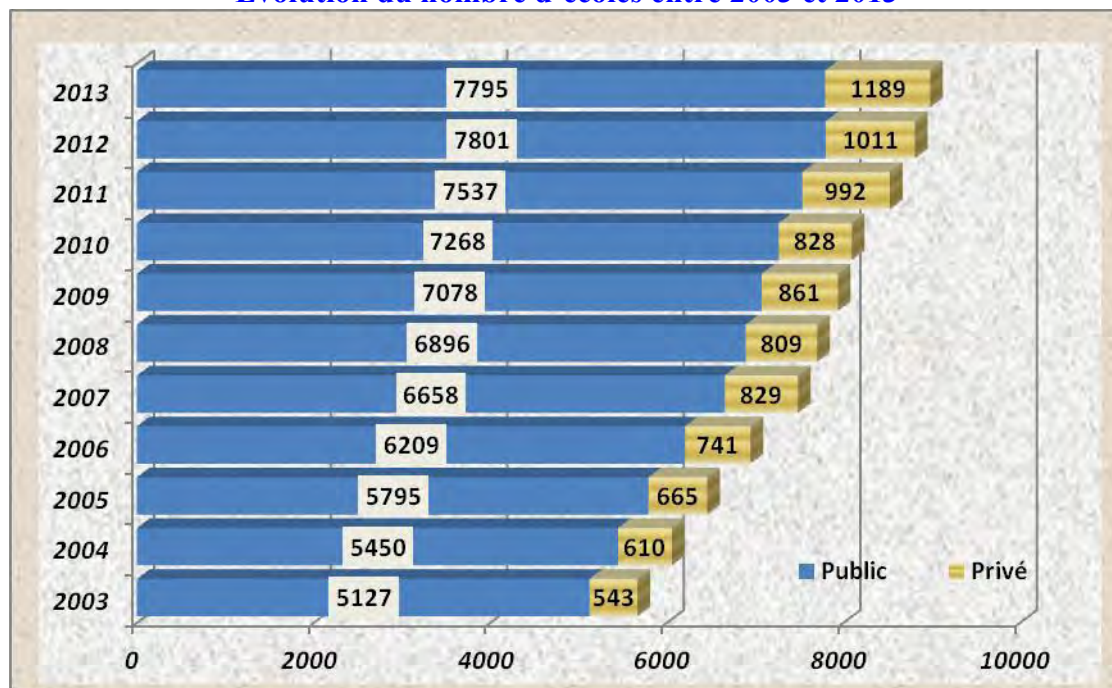


Evolution du réseau scolaire

La caractéristique la plus remarquable de l'enseignement élémentaire, au cours de ces dernières années, est, sans doute, le dynamisme de son réseau scolaire. Le nombre d'écoles fonctionnelles a progressé de façon spectaculaire en passant de 5670 établissements en 2003 à 8984 en 2013, soit un accroissement global de 58,4%. La part du public représente 86,8% des

écoles contre 13,2% pour le privé. L'écart entre le public et le privé s'est considérablement réduit entre 2003 et 2013, mais reste important. Entre 2012 et 2013, l'augmentation globale des écoles se chiffre à 172, soit une baisse de 8 dans le Public et une augmentation de 178 dans le Privé.

Evolution du nombre d'écoles entre 2003 et 2013



Toutefois, le rythme d'augmentation est variable d'une région à une autre. Les hausses les plus importantes sont constatées dans les régions de Dakar et Thiès avec respectivement des évolutions de 95 et 58 entre 2013 et 2012, pendant que, Kolda (-19), Matam (-13), Diourbel (-4), de Kédougou (-2), e Tamba (-2) et de Kaffrine, (-1), sont à la baisse. Cependant, il faut signaler que la hausse globale constatée (172), entre 2012-2013, est plus importante à Dakar (95). Cette hausse est due à l'évolution du privé. Toutes les régions, à l'exception de Kaolack et Kédougou, ont vu leur

nombre d'écoles publiques diminuer ou se stagner entre 2013-2012. On constate en 2013 une légère hausse des performances globales du privé en matière de développement du réseau. En effet, le réseau du privé passe de 11,5% en 2012 à 13,2% en 2013. Cette tendance à la hausse suscite de la satisfaction au regard des objectifs planifiés relativement à la contribution du secteur privé dans le développement du réseau.

La part du privé est particulièrement importante à Dakar où elle constitue plus de la moitié du réseau scolaire (65,9%).

Dynamique du réseau d'établissements publics et privés

IA	2012			2013			Accroissement 2012/2013		
	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé
Dakar	1120	38,2%	61,8%	1215	34,1%	65,9%	95	-4,1%	4,1%
Diourbel	562	85,4%	14,6%	558	85,1%	14,9%	-4	-0,3%	0,3%
Fatick	633	96,5%	3,5%	651	95,1%	4,9%	18	-1,4%	1,4%
Kaffrine	430	99,5%	0,5%	429	99,3%	0,7%	-1	-0,2%	0,2%
Kaolack	697	94,0%	6,0%	709	94,9%	5,1%	12	0,9%	-0,9%
Kédougou	257	98,1%	1,9%	255	99,2%	0,8%	-2	1,2%	-1,2%
Kolda	654	99,1%	0,9%	635	98,9%	1,1%	-19	-0,2%	0,2%
Louga	850	98,0%	2,0%	865	97,2%	2,8%	15	-0,8%	0,8%
Matam	409	98,0%	2,0%	396	98,0%	2,0%	-13	-0,1%	0,1%
Sédhiou	439	98,6%	1,4%	449	97,8%	2,2%	10	-0,9%	0,9%
St Louis	705	98,9%	1,1%	708	97,6%	2,4%	3	-1,3%	1,3%
Tamba	695	97,6%	2,4%	693	96,7%	3,3%	-2	-0,9%	0,9%
Thiès	923	92,0%	8,0%	981	88,8%	11,2%	58	-3,2%	3,2%
Ziguinchor	438	93,2%	6,8%	440	92,5%	7,5%	2	-0,7%	0,7%
Sénégal	8812	88,5%	11,5%	8984	86,8%	13,2%	172	-1,8%	1,8%
Moyenne	629	91,9%	8,1%	642	91,1%	8,9%	12	-0,8%	0,8%
Minimum	257	38,2%	0,5%	255	34,1%	0,7%	-19	-4,1%	-1,2%
Maximum	1120	99,5%	61,8%	1215	99,3%	65,9%	95	1,2%	4,1%
Ecart-Type	223	15,4%	15,4%	246	16,3%	16,3%	29	1,4%	1,4%
CV	35,40%	16,70%	190,26%	38,29%	17,90%	182,86%	2	-160,68%	160,68%

La diversification de l'offre éducative

Dans l'optique de réaliser la scolarisation universelle en 2015 le Sénégal a opté, parmi ses stratégies d'élargissement de l'accès, la diversification de l'offre scolaire pour répondre aux besoins éducatifs des différentes communautés. C'est dans ce sens qu'une attention particulière a été accordée aux structures dispensant outre le programme français, un enseignement en arabe voire religieux.

L'examen de la composition du réseau scolaire, entre 2003 et 2013, révèle des efforts d'adaptation de la carte scolaire au contexte

socio culturel. Ce phénomène se traduit principalement par le développement des écoles franco arabes publiques qui sont passées de 9, soit 0,2% du réseau en 2003 à 266, soit 3,4 % en valeur relative en 2013. Ce type d'école qui répond mieux à la demande sociale de certains groupes de population se développe davantage en zone rurale. Les écoles privées de type confessionnel, notamment les franco arabes privées ont également connu un essor remarquable (9,1 points entre 2003 et 2013) aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine.

Répartition géographique des écoles selon le statut en 2013

Année	Zone	Public		Privé	
		Total	%Franco-arabe	Total	%Franco-arabe
2003	Rural	4315	0,0%	55	34,5%
	Urbain	811	1,0%	488	16,8%
	Total	5126	0,2%	543	18,6%
2013	Rural	6534	3,4%	184	51,1%
	Urbain	1261	3,7%	1005	23,4%
	Total	7795	3,4%	1189	27,7%
Accroissement global	Rural	2219	3,4%	129	16,5%
	Urbain	450	2,7%	517	6,6%
	Total	2669	3,2%	646	9,1%

La carte scolaire reste dans l'ensemble, toujours dominée par le public classique avec 96,6% des structures. Le public franco arabe demeure encore très faible (3,4%) et il est inexistant dans les régions de Dakar et Kédougou.

Le privé, dans son ensemble, couvre les 13,2% des structures. Il demeure prépondérant dans la région de Dakar où il représente les 65,9%. Le privé catholique a la plus grande représentativité dans les régions de Fatick (71,9%), Sédhiou (70,0%), Kaffrine (66,7%), Kolda (57,1%) et Kédougou (50,0%). Les plus faibles taux sont enregistrés au niveau de Matam (0,0%), Dakar

(3,7%), Diourbel (7,2%) et Louga (8,3%). Cependant, il convient de souligner le dynamisme du privé franco-arabe qui connaît un essor dans les régions de Matam et Diourbel où elles représentent respectivement 100% et 85,5% des écoles privées, contrairement à certaines régions comme Kaffrine (0,0%), Kédougou (0,0%) où elles sont quasiment inexistantes.

Ce type d'offre éducative devra certainement être promu dans le cadre du développement du réseau scolaire afin de booster le niveau de scolarisation des régions où des obstacles d'ordre socioculturel se posent.

Répartition régionale en pourcentage des écoles selon le statut en 2013

IA	Pubic			Privé					
	Total	% Classique	%Franco-arabe	Total	%Catholique	%Laïc	%Fr.-arabe	Protestant	Comm. & assoc.
Dakar	414	100,0%	0,0%	801	3,7%	72,9%	19,1%	0,6%	3,6%
Diourbel	475	81,3%	18,7%	83	7,2%	7,2%	85,5%	0,0%	0,0%
Fatick	619	98,9%	1,1%	32	71,9%	15,6%	12,5%	0,0%	0,0%
Kaffrine	426	92,5%	7,5%	3	66,7%	0,0%	0,0%	33,3%	0,0%
Kaolack	673	94,5%	5,5%	36	25,0%	25,0%	47,2%	0,0%	2,8%
Kédougou	253	100,0%	0,0%	2	50,0%	0,0%	0,0%	0,0%	50,0%
Kolda	628	99,8%	0,2%	7	57,1%	14,3%	28,6%	0,0%	0,0%
Louga	841	92,7%	7,3%	24	8,3%	12,5%	79,2%	0,0%	0,0%
Matam	388	98,7%	1,3%	8	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
Sédhiou	439	99,1%	0,9%	10	70,0%	20,0%	10,0%	0,0%	0,0%
St Louis	691	99,0%	1,0%	17	29,4%	41,2%	29,4%	0,0%	0,0%
Tamba	670	99,7%	0,3%	23	13,0%	8,7%	78,3%	0,0%	0,0%
Thiès	871	98,5%	1,5%	110	26,4%	51,8%	20,9%	0,9%	0,0%
Ziguinchor	407	98,0%	2,0%	33	36,4%	39,4%	24,2%	0,0%	0,0%
SENEGAL	7795	96,6%	3,4%	1189	11,2%	57,9%	27,7%	0,6%	2,6%
Moyenne	557	96,6%	3,4%	85	33,2%	22,0%	38,2%	2,5%	4,0%
Minimum	253	81,3%	0,0%	2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Maximum	871	100,0%	18,7%	801	71,9%	72,9%	100,0%	33,3%	50,0%
Ecart-Type	176	4,9%	4,9%	201	24,8%	21,0%	32,5%	8,6%	12,8%
CV	31,62%	5,11%	146,37%	236,47%	74,73%	95,47%	85,17%	343,65%	317,73%

La présence de latrines dans les écoles publiques

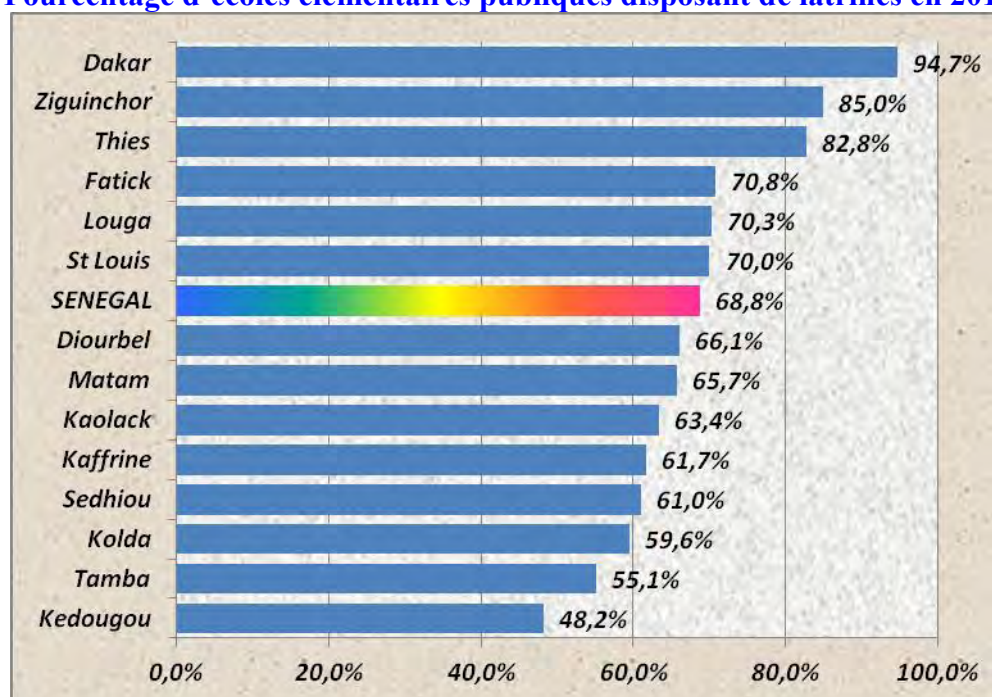
L'environnement physique des écoles est marqué par l'insuffisance d'ouvrages annexes : tels les latrines, les blocs administratifs, les murs de clôture. Cette situation est liée au fait que la priorité était donnée à l'extension de la capacité d'accueil afin de scolariser le maximum d'enfants. Aujourd'hui que ce défi est en voie d'être relevé, le nouveau programme en l'occurrence le PAQUET-EF devrait davantage intégrer parmi ses initiatives l'amélioration du confort et de la sécurité des établissements. C'est pourquoi, l'option est de mettre le focus sur l'environnement scolaire afin d'avoir la situation réelle des écoles disposant de ces ouvrages

annexes pour pouvoir agir en les mettant à niveau.

Au niveau national, 68,8% des écoles, disposent de latrines (toilettes), par contre huit des 14 régions, ont un pourcentage d'écoles disposant de latrines, inférieur à la moyenne nationale.

Les régions de Dakar, Ziguinchor, Thiès, Louga, Fatick et Saint Louis enregistrent les plus forts taux de présence de latrines avec respectivement 94,7%, 85,0%, 82,8%, 70,8%, 70,3% et 70,0%. L'académie où le taux de présence de latrines est plus faible est celle de Kédougou (48,2%).

Pourcentage d'écoles élémentaires publiques disposant de latrines en 2013



La présence de latrines dans les écoles publiques en zone urbaine est en moyenne de l'ordre de 91,8% (contre 88,2% en 2012) avec des pointes à Matam (100,0%), Dakar (97,0%), Louga (96,7%) et Thiès (93,1%), tandis que la zone rurale n'en compte, en moyenne, que 64,4% avec une grande disparité. Le pourcentage le plus élevé est noté à Ziguinchor (83,5%) et le plus bas à Kédougou (46,4%). Pour mettre en sécurité les élèves, qui,

pour satisfaire leurs besoins naturels partent dans le voisinage, l'installation de latrines séparées et distantes garçons/filles devient pressante dans le système éducatif là où il n'en existe pas.

L'obligation pour le système de construire des latrines en nombre suffisant, partout où le besoin existe, est impérieuse dans le but de l'amélioration des conditions de vie des élèves dans les écoles.

Pourcentage d'écoles ayant des latrines en 2013

IA	Rural		Urbain		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Dakar	41	78,8%	351	97,0%	392	94,7%
Diourbel	256	61,8%	58	95,1%	314	66,1%
Fatick	399	69,9%	39	81,3%	438	70,8%
Kaffrine	233	59,4%	30	88,2%	263	61,7%
Kaolack	348	59,7%	79	87,8%	427	63,4%
Kédougou	108	46,4%	14	70,0%	122	48,2%
Kolda	327	57,4%	47	81,0%	374	59,6%
Louga	532	68,2%	59	96,7%	591	70,3%
Matam	222	62,5%	33	100,0%	255	65,7%
Sédhiou	241	59,7%	27	77,1%	268	61,0%
St Louis	361	65,0%	123	90,4%	484	70,0%
Tamba	325	52,5%	44	86,3%	369	55,1%
Thiès	531	79,6%	190	93,1%	721	82,8%
Ziguinchor	283	83,5%	63	92,6%	346	85,0%
SENEGAL	4207	64,4%	1157	91,8%	5364	68,8%
Moyenne	301	64,6%	83	88,3%	383	68,2%
Minimum	41	46,4%	14	70,0%	122	48,2%
Maximum	532	83,5%	351	100,0%	721	94,7%
Ecart-Type	132	10,2%	86	8,2%	144	11,9%
CV	43,99%	15,72%	104,52%	9,29%	37,65%	17,46%

La présence de clôtures dans les écoles publiques en 2013

Le pourcentage d'écoles élémentaires publiques clôturées est de 36,4% dont seulement 77,2% sont en mur. L'examen de la situation régionale met en évidence une disparité nette selon la zone géographique. Les 96,2% des écoles urbaines clôturées sont dotées de murs contre seulement 66,9% en zone rurale.

Les écoles des régions de Kaffrine, Sédhiou, Kolda et Tamba se signalent par le nombre faible d'écoles clôturées en mur (moins de 100 écoles). La région de Louga se signale par la prépondérance des clôtures en haie vive (103) constituées de troncs d'arbres et d'arbustes qui sont utilisés pour border l'enceinte des écoles. Ce sont d'ailleurs les mêmes matériaux qui sont utilisés comme clôture des maisons dans ces zones.

Cet élément de l'environnement a été très peu pris en charge par les programmes de construction financés tant par l'Etat que par ses partenaires. La clôture de l'école a toujours été considérée comme une contribution de la communauté. Il se trouve qu'en raison de leur coût, les collectivités n'ont pas souvent les moyens d'assurer cette part contributive. C'est ainsi que des programmes (Fast Track, BAD 4, CARES, etc.) ont intégré cette exigence dans le cadre de l'approche école qui consiste à doter l'établissement du service minimum requis. Ceci est un défi très important pour le PAQUET-EF, afin d'assurer la sécurité des élèves, du personnel enseignant et des écoles en vue d'une éducation de qualité.

Pourcentage d'écoles élémentaires publiques par type de clôture en 2013

IA	Autres	Haies vives	Murs	Palissades	Sans clôture	Total	% écoles clôturées
Dakar	1	0	379	0	34	414	91,8%
Diourbel	3	4	142	1	325	475	31,6%
Fatick	11	6	178	3	421	619	32,0%
Kaffrine	4	0	98	4	320	426	24,9%
Kaolack	2	3	159	4	505	673	25,0%
Kédougou	15	1	21	43	173	253	31,6%
Kolda	10	6	94	10	508	628	19,1%
Louga	22	103	239	11	466	841	44,6%
Matam	25	6	135	1	221	388	43,0%
Sédhiou	13	13	33	76	304	439	30,8%
St Louis	52	44	182	11	402	691	41,8%
Tamba	25	11	80	7	547	670	18,4%
Thiès	9	12	342	4	504	871	42,1%
Ziguinchor	15	13	108	44	227	407	44,2%
SENEGAL	207	222	2190	219	4957	7795	36,4%
CV	87,22%	166,52%	64,30%	138,65%	41,28%	31,62%	46,99%

L'eau et l'électricité dans les écoles publiques

L'école constitue le cadre de vie où les enfants passent la majorité de leur temps.

Elle doit par conséquent offrir à ces derniers des conditions d'existence favorables à leur épanouissement. Dans cette optique, la disponibilité d'eau et d'électricité est d'une importance capitale.

L'eau existe dans la plupart des écoles urbaines. Le pourcentage d'écoles disposant de points d'eau en zone urbaine est de 86,6%, contre seulement 53,7% en zone rurale. En milieu urbain, seules les régions de Dakar (96,1%), Ziguinchor (92,6%) et Matam (90,9%) sont au-dessus des 90%. En milieu rural, les académies de Tamba (27,6%) et Kédougou (38,2%) sont

de très loin inférieur au niveau national, établi à 53,7% pour cette zone contre 86,6% pour celle urbaine. Un investissement conséquent est nécessaire pour équiper toutes les écoles du pays de points d'eau fonctionnels surtout en milieu rural pour la préservation de la santé des enfants. L'eau des écoles provient généralement du réseau de la SDE, des forages et des puits aménagés. La source réseau domine de très loin dans les académies de Dakar, Diourbel, Kaffrine, Matam, Kaolack, Louga, Thiès et St Louis. Les forages sont plus présents à Kédougou et dans une moindre mesure à Diourbel. Quant aux puits, ils prédominent dans les régions de Kolda et Sédhiou.

Pourcentage d'écoles publiques par zone disposant de points d'eau en 2013

IA	Rural		Urbain		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Dakar	36	69,2%	348	96,1%	384	92,8%
Diourbel	274	66,2%	50	82,0%	324	68,2%
Fatick	394	69,0%	41	85,4%	435	70,3%
Kaffrine	176	44,9%	28	82,4%	204	47,9%
Kaolack	360	61,7%	72	80,0%	432	64,2%
Kédougou	89	38,2%	12	60,0%	101	39,9%
Kolda	280	49,1%	41	70,7%	321	51,1%
Louga	391	50,1%	49	80,3%	440	52,3%
Matam	169	47,6%	30	90,9%	199	51,3%
Sédhiou	198	49,0%	27	77,1%	225	51,3%
St Louis	279	50,3%	113	83,1%	392	56,7%
Tamba	173	27,9%	42	82,4%	215	32,1%
Thiès	440	66,0%	176	86,3%	616	70,7%
Ziguinchor	251	74,0%	63	92,6%	314	77,1%
SENEGAL	3510	53,7%	1092	86,6%	4602	59,0%
Moyenne	251	54,5%	78	82,1%	329	59,0%
Minimum	36	27,9%	12	60,0%	101	32,1%
Maximum	440	74,0%	348	96,1%	616	92,8%
Ecart-Type	114	12,9%	85	8,7%	129	15,3%
CV	45,67%	23,69%	109,11%	10,63%	39,18%	25,98%

L'électricité est peu présente dans les écoles publiques. En 2013, 23,2% des écoles élémentaires publiques disposent d'électricité contre 22,0% en 2012. A l'exception de Dakar qui est à 87,4%, toutes les autres régions se situent à moins de 31%, En raison de la politique des Technologies de l'Information et de la Communication en Education (TICE) envisagée par le Gouvernement, il s'avère nécessaire de régler ce problème préalable et en priorité dans les écoles de grande taille situées dans des localités disposant d'électricité.

La disparité s'est beaucoup accrue dans les zones géographiques.

En zone rurale, 14,3% seulement des écoles disposent d'électricité. Les régions de Dakar, Fatick, et Saint Louis avec respectivement 50,0%, 23,1% et 22,7 ont les pourcentages les plus élevés d'écoles ayant de l'électricité dans

cette zone. Les proportions les plus faibles sont enregistrées à Kaffrine (4,1%), Tamba (7,4%) et Kédougou (8,6%).

En dehors de Kaffrine, Kolda, Matam et Sédhiou, partout ailleurs le taux d'électrification des écoles est supérieur à 50%.

L'électricité alimentant les écoles provient essentiellement du réseau de la SENELEC, des groupes électrogènes et des panneaux solaires. La deuxième source est rarement utilisée, Kédougou qui affiche un pourcentage d'écoles (6,5%) faisant appel à celle-ci est en tête. Le réseau de la SENELEC est la source la plus utilisée, plus de 50% des écoles électrifiées ont recours à cette source, avec une très forte présence à Dakar, Diourbel, Louga, Thiès et Kaolack. Quant au scolaire, sa présence est plus notée à Sédhiou, Kolda et Kédougou.

Pourcentage d'écoles publiques par zone disposant d'électricité en 2013

IA	Rural		Urbain		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Dakar	26	50,0%	336	92,8%	362	87,4%
Diourbel	47	11,4%	32	52,5%	79	16,6%
Fatick	132	23,1%	33	68,8%	165	26,7%
Kaffrine	16	4,1%	14	41,2%	30	7,0%
Kaolack	67	11,5%	64	71,1%	131	19,5%
Kédougou	20	8,6%	11	55,0%	31	12,3%
Kolda	67	11,8%	22	37,9%	89	14,2%
Louga	71	9,1%	38	62,3%	109	13,0%
Matam	63	17,7%	14	42,4%	77	19,8%
Sédhiou	65	16,1%	15	42,9%	80	18,2%
St Louis	126	22,7%	83	61,0%	209	30,2%
Tamba	46	7,4%	26	51,0%	72	10,7%
Thiès	126	18,9%	143	70,1%	269	30,9%
Ziguinchor	65	19,2%	39	57,4%	104	25,6%
SENEGAL	937	14,3%	870	69,0%	1807	23,2%
Moyenne	67	16,5%	62	57,6%	129	23,7%
Minimum	16	4,1%	11	37,9%	30	7,0%
Maximum	132	50,0%	336	92,8%	362	87,4%
Ecart-Type	36	10,8%	83	14,4%	90	19,0%
CV	54,40%	65,59%	134,11%	25,07%	70,06%	80,18%

Les cantines dans les écoles publiques

Les cantines scolaires constituent un élément fondamental de la stratégie d'élargissement de l'accès et d'amélioration de la qualité de l'éducation. Elles permettent aux enfants habitant des localités éloignées des écoles de parcourir moins de distance en faisant moins d'effort journalier. Egalement, les cantines contribuent à l'amélioration de la valeur nutritionnelle, de l'alimentation des élèves, et par conséquent de leur santé. Fort de ce constat, le Gouvernement s'est engagé, avec l'appui de des partenaires, à doter progressivement les écoles de cantines fonctionnelles.

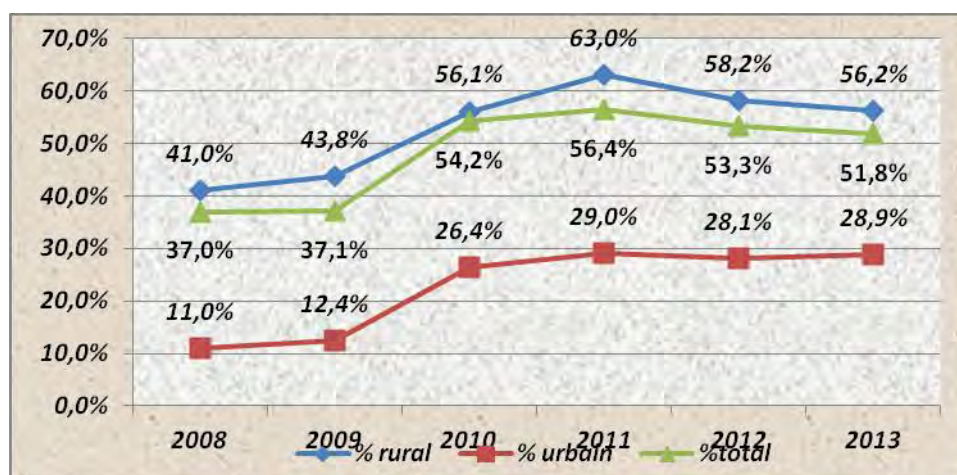
De 2012 à 2013, le développement des cantines, toutes zones confondues, a enregistré une baisse de 1,5% en passant de 53,3% en 2012 à 51,8% en 2013. Bien que la couverture en cantine se soit légèrement améliorée en milieu urbain, traduite par un gain de 0,8% et la baisse de 2 points en zone rurale l'a emporté.

Dans une moindre mesure, on peut constater les progrès importants enregistrés par Ziguinchor qui passe de 77,0% à 86,2%.

Entre 2012 et 2013, les dynamiques les plus importantes sont notées dans les régions de Ziguinchor (+9,2%), Dakar (+8,3%), Kédougou (+7,2%), Sédhiou (+5,1) et Kaffrine (+4%), par contre les baisses les plus significatives sont enregistrées dans les régions de Diourbel (-9,1%), Louga (-8,7%) et Saint-Louis(-7,5%).

Si la répartition reste encore marquée par d'importantes disparités régionales, il reste la couverture de zones reconnues comme zones d'extension de la pauvreté telles que les régions de Thiès, Fatick, Diourbel et Louga. La moitié sud du pays reste encore une zone de forte concentration du fait de la présence du Programme Alimentaire Mondial (PAM) dont le Programme Education et Développement de l'Enfant couvre les régions de Fatick, Kaolack, Tamba tandis que l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) intéresse Kolda et Ziguinchor. Au nord du pays, le département de Podor est relativement bien couvert grâce à l'intervention de Counter Part International (CPI).

Evolution de la proportion d'écoles publiques abritant une cantine scolaire



Proportion d'écoles publiques abritant une cantine scolaire en 2013

IA	Rural		Urbain		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Dakar	0	0,0%	43	11,9%	43	10,4%
Diourbel	170	41,1%	17	27,9%	187	39,4%
Fatick	228	39,9%	1	2,1%	229	37,0%
Kaffrine	372	94,9%	27	79,4%	399	93,7%
Kaolack	484	83,0%	50	55,6%	534	79,3%
Kédougou	220	94,4%	17	85,0%	237	93,7%
Kolda	334	58,6%	27	46,6%	361	57,5%
Louga	239	30,6%	16	26,2%	255	30,3%
Matam	251	70,7%	16	48,5%	267	68,8%
Sédhiou	283	70,0%	22	62,9%	305	69,5%
St Louis	51	9,2%	11	8,1%	62	9,0%
Tamba	518	83,7%	23	45,1%	541	80,7%
Thiès	229	34,3%	36	17,6%	265	30,4%
Ziguinchor	292	86,1%	59	86,8%	351	86,2%
SENEGAL	3671	56,2%	365	28,9%	4036	51,8%
Moyenne	262	57%	26	43,1%	288	56,1%
Minimum	0	0%	1	2,1%	43	9,0%
Maximum	518	95%	59	86,8%	541	93,7%
Ecart-Type	136	30%	15	27,5%	140	28,7%
CV	51,94%	52,98%	58,83%	63,89%	48,69%	51,06%

La capacité d'accueil des écoles élémentaires

La capacité d'accueil du réseau scolaire est évaluée sur la base du nombre de classes disponibles.

Entre 2012 et 2013, le nombre de salles de classe a connu une augmentation de 3656 unités. L'accroissement du nombre de salles au niveau du public est de 2 234 alors qu'il est de 1 422 dans le privé.

La part du privé a connu une hausse de 1,8 point de pourcentage en passant de 14,7% en 2012 à 16,5% en 2013.

Les régions qui ont enregistré les plus fortes augmentations dans le public sont Thiès (457), Fatick (247), Kaolack (233), Dakar (213), et Saint-Louis(212). Seule La région de Kédougou a connu une diminution de salles de classes.

La part du privé dans le nombre de salles de classe a connu une augmentation dans les

régions sauf celles de Kédougou, Kaolack et Ziguinchor où on a enregistré respectivement une baisse de 1,4 ; 1,2 et 0,1 point de pourcentage entre 2012 et 2013.

Rapporté à la population en âge scolaire, on mesure à l'échelle nationale l'effort qui a été fourni pour satisfaire la demande éducative. En effet si on comptait une classe pour 76 enfants scolarisables en 2000, ce ratio a été ramené à une classe pour 46 enfants en 2008 et à 40 en 2013. L'examen régional de ce ratio montre qu'il y'a encore des efforts à faire en matière de construction dans les académies de Diourbel, Kaffrine et Tamba où le ratio est encore supérieur à 50. Ces régions se caractérisent par la faible demande d'écoles classiques. Toutefois c'est dans celles-ci que les plus gros efforts ont été faits en termes d'offre alternative, notamment les écoles franco arabes.

Evolution du nombre de salles de classe entre 2012 et 2013

IA	2012				2013				Ecart Public
	Public	Privé	Total	% Privé	Public	Privé	Total	% Privé	
Dakar	4527	4695	9222	50,9%	4740	5517	10257	53,8%	213
Diourbel	2535	488	3023	16,1%	2691	583	3274	17,8%	156
Fatick	3364	114	3478	3,3%	3611	176	3787	4,6%	247
Kaffrine	1546	9	1555	0,6%	1684	16	1700	0,9%	138
Kaolack	3624	270	3894	6,9%	3857	234	4091	5,7%	233
Kédougou	853	28	881	3,2%	826	15	841	1,8%	-27
Kolda	2491	64	2555	2,5%	2546	75	2621	2,9%	55
Louga	3348	132	3480	3,8%	3420	208	3628	5,7%	72
Matam	2095	39	2134	1,8%	2245	59	2304	2,6%	150
Sédhiou	1932	56	1988	2,8%	1994	65	2059	3,2%	62
St Louis	3620	88	3708	2,4%	3832	130	3962	3,3%	212
Tamba	2101	90	2191	4,1%	2291	135	2426	5,6%	190
Thiès	5268	592	5860	10,1%	5725	869	6594	13,2%	457
Ziguinchor	2665	237	2902	8,2%	2741	242	2983	8,1%	76
SENEGAL	39969	6902	46871	14,7%	42203	8324	50527	16,5%	2234
Moyenne	2855	493	3348	8,3%	3015	595	3609	9,2%	160
Min	853	9	881	0,6%	826	15	841	0,9%	-27
Max	5268	4695	9222	50,9%	5725	5517	10257	53,8%	457
EcartType	1143	1178	2003	12,4%	1235	1384	2264	13,1%	113
C V	40,03%	238,86%	59,83%	149,35%	40,95%	232,79%	62,74%	142,42%	70,77%

Etat et utilisation des salles de classe du public

Les salles de classe du primaire public sont passées de 39 969 à 42 203, soit une augmentation de 2 234.

En 2013, les salles de classe recensées dans le public sont utilisées à 89,3%.

Le nombre de salles de classe utilisé en moyenne par région est de 2 693, avec un pic de 5249 à Thiès. Par ailleurs ce nombre reste élevé à Dakar (4 519) et Saint-Louis (3 466). L'académie de Kédougou (781) est à moins de 1000 salles de classe utilisées.

Au plan national, il y a 2 851 salles de classe non utilisées. Ces salles sont plus présentes dans les académies de Louga (402) et Kaolack (294) contrairement aux académies de Kédougou (41)

et de Sédhiou (36). Cette situation s'explique le plus souvent par la non réception de nouveaux locaux ou la non utilisation des anciens locaux à cause de leur vétusté.

Sur les 42 203 salles, les 11,5% sont déclarés être dans un mauvais état, ce qui ravive la question de la réhabilitation des infrastructures scolaires, particulièrement dans ce sous secteur

Au niveau régional, ce pourcentage varie entre 5,5% à Diourbel et 28,7% à Sédhiou.

A l'exception de la région de Sédhiou, la situation des salles en mauvais état est aigüe dans les régions de Kaffrine, St Louis, Kaolack, Ziguinchor, Matam et Fatick.

Etat des salles de classe des écoles publiques en 2013

IA	Utilisé		Non Utilisé		Indéterminé		Total	
	Nbre	% M. etat	Nbre	% M. etat	Nbre	% M. etat	Nbre	% M. etat
Dakar	4519	5,0%	117	36,8%	104	1,0%	4740	5,7%
Diourbel	2298	5,4%	168	10,7%	225	2,7%	2691	5,5%
Fatick	3132	11,6%	262	28,2%	217	11,5%	3611	12,8%
Kaffrine	1435	15,1%	203	18,7%	46	8,7%	1684	15,3%
Kaolack	3418	12,0%	294	31,6%	145	11,0%	3857	13,4%
Kédougou	781	11,7%	41	17,1%	4	50,0%	826	12,1%
Kolda	2261	11,5%	215	10,7%	70	37,1%	2546	12,2%
Louga	2925	6,9%	402	10,0%	93	6,5%	3420	7,3%
Matam	1881	12,9%	269	18,2%	95	10,5%	2245	13,4%
Sédhiou	1937	29,3%	36	2,8%	21	19,0%	1994	28,7%
St Louis	3466	13,8%	167	29,3%	199	8,5%	3832	14,2%
Tamba	1967	10,0%	221	18,1%	103	4,9%	2291	10,5%
Thiès	5249	8,4%	274	27,0%	202	5,9%	5725	9,2%
Ziguinchor	2429	13,1%	182	20,9%	130	8,5%	2741	13,4%
SENEGAL	37698	11,0%	2851	20,6%	1654	8,8%	42203	11,5%
Moyenne	2693	11,9%	204	20,0%	118	13,3%	3015	12,4%
Min	781	5,0%	36	2,8%	4	1,0%	826	5,5%
Max	5249	29,3%	402	36,8%	225	50,0%	5725	28,7%
EcartType	1154	5,7%	95	9,3%	69	13,3%	1235	5,4%
C V	42,86%	47,66%	46,53%	46,44%	58,65%	100,05%	40,95%	43,83%

L'abri provisoire désigne au sens le plus large, toute forme d'occupation de salle de classe à titre provisoire et précaire.

Le caractère provisoire est lié au titre même de l'occupation (exemple l'emprunt, la location ou le bail etc.), la non-conformité des bâtiments à usage de salle de classe peut être liée aux matériaux de fabrication locaux comme la paille ou le banco. Les abris provisoires sont passés de 16,3% en 2012 à 11,4% en 2013

Les plus importants pourcentages sont enregistrés à Sédhiou (34,7%), Kédougou (27,4%) et Ziguinchor (18,4%). Le programme Fast Track, à travers son volet construction de salles de classe au titre de remplacement d'abris

dans les écoles élémentaires, a permis d'atténuer la forte évolution du taux d'abris provisoires.

Il existe d'autres programmes de construction pour le remplacement d'abris provisoires comme le Projet d' Amélioration des écoles Primaires (PAEP) de la coopération allemande qui couvre les régions de Kaolack, Kaffrine et Fatick.

En 2013, l'éducation inclusive a bénéficié de l'aménagement de 5 244 salles de classes pour les adapter aux handicapés. Dans ce lot de salles de classe, les plus importants pourcentages sont revenus aux académies de Ziguinchor avec 30,9% et Kaffrine 20,0%. Les académies de Thiès et Diourbel ont enregistré les plus faibles parts avec respectivement 4,5% et 5,4%.

Poids des abris provisoires et locaux aménagés dans le patrimoine en 2013

IA	Aménagé		Abris provisoires	
	Nbre	%	Nbre	%
Dakar	586	12,4%	110	2,3%
Diourbel	146	5,4%	184	6,8%
Fatick	420	11,6%	422	11,7%
Kaffrine	337	20,0%	257	15,3%
Kaolack	610	15,8%	429	11,1%
Kédougou	50	6,1%	226	27,4%
Kolda	447	17,6%	436	17,1%
Louga	550	16,1%	139	4,1%
Matam	235	10,5%	226	10,1%
Sédhiou	144	7,2%	692	34,7%
St Louis	354	9,2%	472	12,3%
Tamba	262	11,4%	256	11,2%
Thiès	256	4,5%	462	8,1%
Ziguinchor	847	30,9%	504	18,4%
SENEGAL	5244	12,4%	4815	11,4%
Moyenne	375	12,8%	344	13,6%
Min	50	4,5%	110	2,3%
Max	847	30,9%	692	34,7%
EcartType	210	6,8%	161	8,4%
C V	56,19%	53,15%	46,90%	62,02%

Les tables- bancs

Un des indicateurs pour mesurer l'amélioration des conditions de travail des élèves est le ratio place assise par élève. Les tables-bancs disponibles dans les écoles sont principalement de deux types : les tables-bancs à deux places et ceux à trois places. Dans la composition, les tables-bancs de deux places s'imposent avec plus 91,3% loin devant le deuxième type avec seulement 8,4%. Par ailleurs, on peut signaler l'existence d'un troisième dont la forme est très variable. En créant la Direction des Equipements Scolaires (DEqS), le Ministère de l'Education nationale s'engageait ainsi à fournir suffisamment de tables- bancs aux écoles.

En 2013, on note un déficit de tables-bancs au niveau national, traduit par un ratio place assises par élève (0,9) inférieur à 1.

En d'autres termes, il n'existe que 90 places assises pour 100 élèves, soit une surcharge sur les tables-bancs. Ce ratio qui était de 0,9 en 2012 n'a pas évolué en 2013. Cependant, cette situation globale ne devrait pas masquer les disparités.

Au niveau du public, seules les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou et Louga ne connaissent pas de déficit de tables bancs.

Ratio place assise/élève

IA	Privé	Public	Total
Dakar	1,0	0,9	0,9
Diourbel	0,5	1,1	0,9
Fatick	1,1	1,1	1,1
Kaffrine	1,1	1,2	1,2
Kaolack	0,9	1,1	1,0
Kédougou	1,1	1,1	1,1
Kolda	0,9	0,9	0,9
Louga	0,7	1,2	1,2
Matam	0,3	0,9	0,9
Sédhiou	1,0	0,8	0,8
St Louis	0,7	0,9	0,9
Tamba	0,5	0,8	0,8
Thiès	1,0	0,9	0,9
Ziguinchor	0,9	0,8	0,8
SENEGAL	0,9	1,0	0,9
Moyenne	0,8	1,0	1,0
Min	0,3	0,8	0,8
Max	1,1	1,2	1,2
Ecart Type	0,2	0,1	0,1
CV	28,98%	13,09%	12,43%

L'organisation pédagogique des classes au niveau du Public

Pour répondre à la demande d'éducation, le Gouvernement a mis en place divers modes d'organisation dont les Classes à Double Flux (CDF) et les Classes Multigrades (CMG). Le premier type de regroupement constitue la principale stratégie pour répondre à la demande croissante d'éducation dans les zones à forte concentration de population. Le deuxième type permet d'offrir un service éducatif complet dans les régions peu peuplées où la structure classique de l'école (un niveau d'études par classe physique) ne permet pas de rationaliser les ressources matérielles et humaines.

Ces stratégies ont fortement contribué à l'élargissement de l'accès durant le PDEF. Ce PAQUET-EF qui s'inscrit dans une dynamique d'amélioration de la qualité des apprentissages a opté pour une réduction progressive des classes à double flux considérées comme un obstacle à un enseignement de qualité, compte tenu de la réduction des heures d'apprentissage qu'elles généraient.

L'objectif simulé réparti ainsi en 2013 le fonctionnement des classes : 79,8% en flux unique, 6,4% en double flux et 13,8% en multigrade.

Le tableau ci-dessous montre une augmentation de 0,1 point de pourcentage du nombre de classes fonctionnant en double flux, de 1,9 point du pourcentage des CMG entre 2012 et 2013. Le résultat est qu'on est encore loin de l'objectif puisque la part du flux unique est de 14 points inférieur à ce qui était attendu.

Entre 2012 et 2013, les CDF se sont accrues à Dakar (1,0), Diourbel (1,4), Fatick (1,0), Kaolack (2,5), Louga (0,1), Matam (0,4), Sédhiou (2,4) et Ziguinchor (0,2).

Des efforts de réduction sont constatés dans les autres régions avec un pic de 2,4 points à Kolda.

Kaffrine (47,7%), Kédougou (42,3%), Kolda (37,0%), Louga (39,2%) et Tamba (39,5%) comptent les plus fortes proportions de CMG.

Répartition des groupes pédagogiques du Public selon le mode de fonctionnement en 2012 et en 2013

IA	Double flux		Flux unique		Multigrade	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Dakar	14,5%	15,5%	84,2%	83,3%	1,3%	1,2%
Diourbel	2,6%	4,0%	69,5%	66,1%	27,9%	29,9%
Fatick	2,3%	3,3%	68,6%	65,7%	29,1%	31,0%
Kaffrine	1,5%	0,8%	50,8%	49,1%	47,7%	50,2%
Kaolack	6,3%	8,8%	65,1%	61,4%	28,5%	29,8%
Kédougou	0,1%	0,0%	57,6%	51,0%	42,3%	49,0%
Kolda	8,6%	6,2%	54,4%	49,4%	37,0%	44,4%
Louga	0,0%	0,1%	60,8%	57,3%	39,2%	42,6%
Matam	1,9%	2,3%	64,1%	59,6%	34,0%	38,1%
Sédhiou	4,2%	6,6%	76,1%	69,1%	19,7%	24,4%
St Louis	3,4%	3,4%	66,6%	63,9%	30,0%	32,7%
Tamba	10,3%	8,2%	50,3%	49,2%	39,5%	42,6%
Thiès	14,6%	13,2%	68,9%	72,2%	16,5%	14,6%
Ziguinchor	2,6%	2,8%	86,8%	88,7%	10,6%	8,6%
SENEGAL	6,5%	6,6%	67,4%	65,4%	26,1%	28,0%
Moyenne	5,2%	5,4%	66,0%	63,3%	28,8%	31,4%
Min	0,0%	0,0%	50,3%	49,1%	1,3%	1,2%
Max	14,6%	15,5%	86,8%	88,7%	47,7%	50,2%
Ecart Type	4,8%	4,5%	10,7%	11,8%	12,5%	14,4%
CV	91,45%	84,88%	16,24%	18,72%	43,32%	45,85%

La taille moyenne des classes pédagogiques dans le public

Pour la situation de 2013, il ressort que les classes à double flux ne répondent pas aux normes (40-55). La taille moyenne (58) est à 3 élèves de plus que la limite maximale fixée (55). Dans les régions de Kolda (83), Matam (82), Diourbel (66), Saint-Louis(59), Dakar (58), Fatick et Kaolack (57), l'effectif moyen des CDF reste très important.

Quant à l'effectif moyen des classes multigrades (21), il est inférieur à la norme (45). C'est particulièrement à Matam (16), Saint-Louis (17), Louga (18) et Kaffrine (19) que l'on a enregistré les niveaux les plus faibles d'effectifs moyens des classes multigrades. Sédhiou se particularise par les plus gros effectifs moyens de CMG (37). Ce phénomène de classes multigrades à grande taille est assez souvent lié au manque d'enseignants obligeant les

Directeurs d'écoles à confier deux classes pédagogiques à un seul maître.

L'organisation pédagogique est rompue dès que le besoin en maître est satisfait.

Pour les classes à flux unique, excepté la région de Dakar (50), l'effectif moyen par groupe pédagogique est inférieur à la norme de 48. La région de Kédougou enregistre le plus faible effectif par classe avec 31 élèves. La faiblesse de la taille moyenne des groupes pédagogiques est en partie liée à celle des effectifs de certaines écoles rurales où le potentiel d'enfants à scolariser annuellement est faible. Cependant ces moyennes cachent d'énormes disparités. Une analyse plus fine, menée au niveau des collectivités locales de base et des écoles, permettrait de déterminer les classes où les effectifs sont inférieurs ou supérieurs à la norme. Dans les deux cas, des actions correctrices devront être apportées.

Taille moyenne des GP dans le public selon le mode de fonctionnement

IA	Double flux	Flux unique	Multigrade	Total
Dakar	58	50	27	51
Diourbel	66	43	23	37
Fatick	57	35	21	31
Kaffrine	46	34	19	26
Kaolack	57	34	21	32
Kédougou		31	20	26
Kolda	83	37	26	35
Louga		35	18	28
Matam	82	37	16	30
Sédhiou	54	40	37	40
St Louis	59	35	17	30
Tamba	49	40	24	34
Thiès	53	43	20	41
Ziguinchor	52	37	22	36
SENEGAL	58	39	21	35
Moyenne	55	38	22	34
Min	0	31	16	26
Max	83	50	37	51
Ecart Type	19	5	5	6
CV	34,86%	12,20%	22,83%	19,04%

La disponibilité des manuels scolaires dans le public

Les manuels scolaires sont considérés comme un intrant de qualité. Le Ministère de l'Éducation ambitionne de doter tous les élèves d'un livre pour chaque discipline fondamentale, soit deux manuels (Calcul et Lecture) pour les élèves de la première étape (CI-CP) et cinq manuels (Calcul, Lecture, Histoire, Géographie et Sciences d'Observation) pour les élèves des deuxième et troisième étapes (CE1- CE2 et CM1-CM2).

En 2013, le ratio livres/élève au niveau national est de 0,9 pour la première étape. On constate qu'aucune région n'a atteint l'objectif de deux (2) livres par élève. On observe également d'importantes disparités régionales à Kédougou (1,7), Matam (1,2) et Diourbel, Fatick, Kaolack et Ziguinchor (1,1) où le taux est plus élevé. Les

régions de Sédhiou, St Louis, Tamba, Kolda, Thiès, Dakar et Kaffrine enregistrent des ratios inférieurs à 1.

En lecture, au niveau de la première étape, six élèves sur dix disposent d'un livre. Les élèves des écoles de Kédougou et de Matam semblent être privilégiés quant à la dotation en manuels alors que ceux de Tamba, Saint-Louis et Dakar sont de loin les moins pourvus.

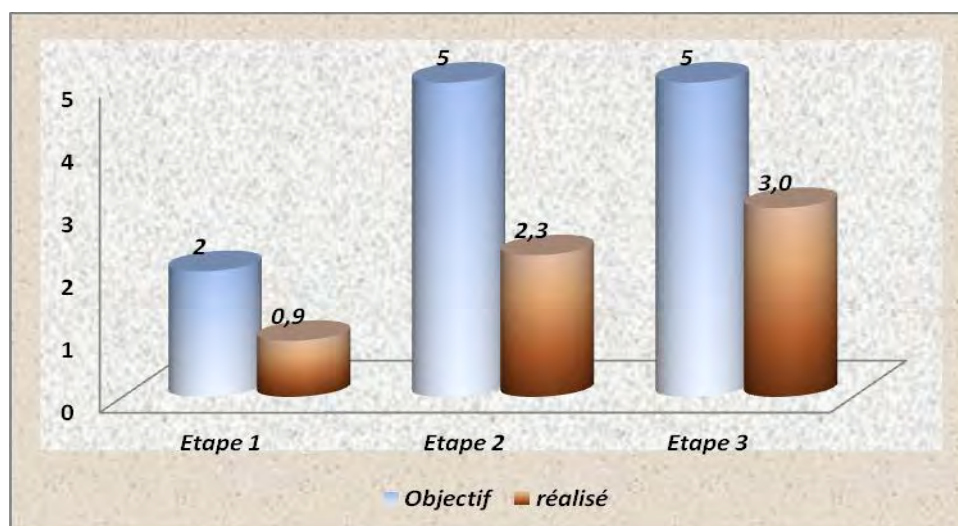
En Calcul, seuls trois élèves sur dix en disposent. Une situation extrême s'observe à Tamba et Thiès avec un ratio de 0,2 manuel de calcul par élève.

Ainsi, les ratios au niveau de la première étape sont encore en deçà des objectifs poursuivis.

Ratio manuels/élève par discipline en 2013 : Première étape (CI-CP)

IA	Calcul	Lecture	calcul et Lecture
Dakar	0,2	0,4	0,6
Diourbel	0,3	0,7	1,1
Fatick	0,5	0,6	1,1
Kaffrine	0,4	0,5	0,9
Kaolack	0,4	0,6	1,1
Kédougou	0,8	0,8	1,7
Kolda	0,3	0,5	0,8
Louga	0,4	0,7	1,1
Matam	0,5	0,8	1,2
Sédhiou	0,3	0,5	0,8
St Louis	0,4	0,4	0,8
Tamba	0,2	0,3	0,6
Thiès	0,2	0,5	0,7
Ziguinchor	0,4	0,7	1,1
SENEGAL	0,3	0,6	0,9
CV	37,24%	24,54%	27,93%

Ratio manuels/élève en 2013



Au niveau des deuxième et troisième étapes où les ratios moyens sont respectivement 2,3 et 3,0 : on est encore loin de l'objectif de 5 manuels par élève. La répartition des manuels montre des déficits encore plus importants pour les disciplines d'éveil (Géographie et Histoire). On notera aussi qu'en troisième étape, malgré la préparation des examens et concours, les élèves restent sous-équipés en manuels (3).

Globalement, malgré les immenses efforts fournis par le Gouvernement en termes d'acquisition de manuels scolaires, l'objectif en matière de fourniture de manuels scolaires n'est pas encore atteint. Toutefois le ratio semble être affaibli par le fait que certains Directeurs d'écoles n'auraient pris en considération que les livres fournis par l'Etat. L'évaluation de la situation est faite en rapportant le nombre de manuels recensés pour les disciplines fondamentales, au nombre d'élèves pour les années d'études concernées.

Ratio manuels/élève par discipline : deuxième étape en 2013 (CE1-CE2)

IA	Calcul	Géographie	Histoire	Lecture	Sciences Obs	Total
Dakar	0,5	0,2	0,4	0,4	0,6	2,1
Diourbel	0,8	0,1	0,4	0,6	0,7	2,6
Fatick	0,8	0,2	0,7	0,5	0,8	3,0
Kaffrine	0,7	0,2	0,4	0,6	0,5	2,5
Kaolack	0,8	0,2	0,4	0,6	0,7	2,7
Kédougou	0,8	0,2	0,3	0,6	0,5	2,4
Kolda	0,5	0,2	0,3	0,3	0,3	1,7
Louga	0,8	0,2	0,5	0,7	0,7	2,9
Matam	0,7	0,1	0,4	0,7	0,6	2,5
Sédhiou	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,4
St Louis	0,7	0,2	0,5	0,5	0,7	2,6
Tamba	0,4	0,1	0,3	0,3	0,4	1,5
Thiès	0,5	0,1	0,3	0,4	0,5	1,8
Ziguinchor	0,8	0,2	0,4	0,6	0,6	2,5
SENEGAL	0,6	0,2	0,4	0,5	0,6	2,3
Min	0,7	0,2	0,4	0,5	0,6	2,3
Max	0,4	0,1	0,2	0,3	0,2	1,4
Ecart Type	0,8	0,2	0,7	0,7	0,8	3,0
CV	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,5

Ratio manuels/élève par discipline : troisième en 2013 (CM1-CM2)

IA	Calcul	Géographie	Histoire	Lecture	Sciences Obs	Total
Dakar	0,7	0,2	0,5	0,9	0,7	3,0
Diourbel	1,0	0,2	0,6	1,1	0,9	3,7
Fatick	1,0	0,3	0,9	1,0	0,9	4,1
Kaffrine	0,9	0,3	0,6	1,1	0,7	3,7
Kaolack	0,8	0,2	0,5	0,9	0,8	3,2
Kédougou	0,8	0,3	0,4	0,8	0,6	2,8
Kolda	0,4	0,2	0,4	0,6	0,4	1,9
Louga	1,1	0,3	0,6	1,2	0,8	3,9
Matam	0,8	0,1	0,4	0,9	0,7	3,0
Sédhiou	0,6	0,2	0,2	0,6	0,2	1,9
St Louis	0,8	0,2	0,5	0,8	0,7	3,0
Tamba	0,4	0,1	0,4	0,4	0,4	1,8
Thiès	0,7	0,2	0,4	0,7	0,6	2,7
Ziguinchor	0,9	0,4	0,5	0,9	0,8	3,4
SENEGAL	0,8	0,2	0,5	0,8	0,7	3,0
Moyenne	0,8	0,2	0,5	0,9	0,7	3,0
Min	0,4	0,1	0,2	0,4	0,2	1,8
Max	1,1	0,4	0,9	1,2	0,9	4,1
Ecart Type	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,7
CV	25,52%	29,02%	30,45%	24,10%	28,60%	24,18%

Pourcentage de femmes dans le personnel enseignant

Pour répondre à la demande d'éducation de plus en plus importante et au développement fulgurant du sous secteur de l'enseignement élémentaire, le Gouvernement a opté pour le recrutement de contractuels afin de subvenir aux besoins en enseignants. Ainsi une importante évolution a été notée aussi bien en termes de nombre que de genre.

Entre 2010 et 2013, la part des femmes dans le personnel enseignant est passée de 30,6% à 31,5%. En 2013, pour le privé le pourcentage des enseignantes est de 37,4% alors qu'il n'est que de 30,2% pour le public.

Dans l'ensemble, le corps enseignant est plus féminisé dans le privé que dans le public mais on est encore loin de la parité recherchée. On peut constater une évolution constante du pourcentage de femmes dans le personnel enseignant depuis 2010.

La forte présence des femmes dans les écoles publiques et privées s'observe davantage dans les régions abritant de grands centres urbains telles Dakar, Thiès et Saint-Louis. Ce sont dans les régions méridionales de Sédhiou, Kolda et Kédougou que l'on enregistre le moins d'enseignantes

Pourcentage de femmes dans le personnel enseignant

IA	Public		Privé		Total	
	Total	% Femmes	Total	% Femmes	Total	% Femmes
Dakar	5584	53,8%	6942	40,2%	12526	46,3%
Diourbel	2930	31,5%	659	25,5%	3589	30,4%
Fatick	3664	25,9%	176	30,1%	3840	26,1%
Kaffrine	1726	24,7%	20	35,0%	1746	24,9%
Kaolack	4442	26,9%	345	35,9%	4787	27,5%
Kédougou	900	17,4%	29	24,1%	929	17,7%
Kolda	2576	17,4%	73	32,9%	2649	17,8%
Louga	3585	31,4%	230	23,5%	3815	30,9%
Matam	2189	21,7%	46	6,5%	2235	21,4%
Sédhiou	2101	13,0%	72	26,4%	2173	13,4%
St Louis	4042	34,9%	166	44,6%	4208	35,2%
Tamba	2132	19,8%	124	17,7%	2256	19,7%
Thiès	6527	35,8%	1045	39,4%	7572	36,3%
Ziguinchor	2888	18,2%	306	24,5%	3194	18,8%
SENEGAL	45286	30,2%	10233	37,4%	55519	31,5%
Moyenne	3235	26,6%	731	29,0%	3966	26,2%
Minimum	900	13,0%	20	6,5%	929	13,4%
Maximum	6527	53,8%	6942	44,6%	12526	46,3%
Ecart-Type	1482	10,1%	1744	9,6%	2839	8,7%
CV	45,81%	38,11%	238,63%	33,22%	71,58%	33,17%

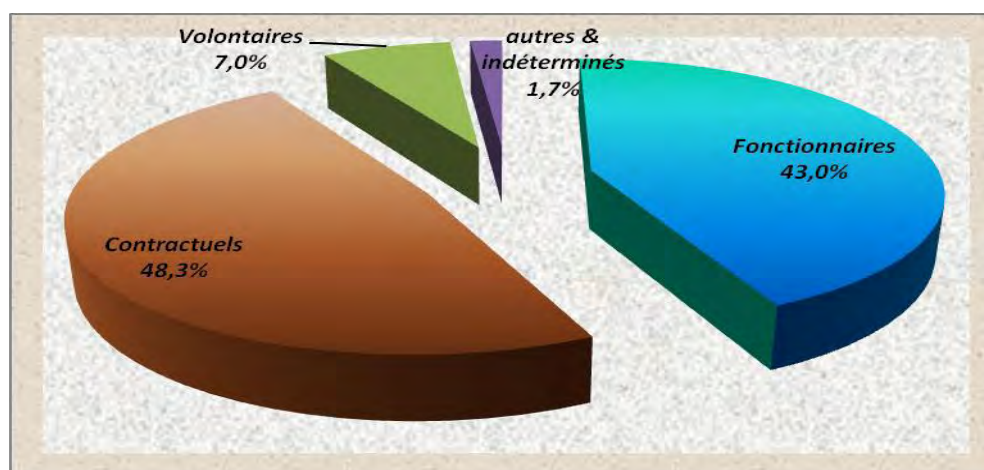
La répartition des enseignants selon le statut et le diplôme académique

En 2013, les maîtres contractuels et volontaires constituent la majorité des enseignants du Public avec 55,3% de l'effectif total. Ces derniers constituaient seulement 48% des enseignants de l'Elémentaire. Les fonctionnaires ne représentaient que 31,6% des enseignants contre 43,0% en 2013. Il convient d'examiner le niveau de qualification de ces enseignants. Au Sénégal, les qualifications exigées des enseignants de l'élémentaire sont spécifiées : une formation générale correspondant au niveau d'études du BAC (à partir de 2011) et une formation pédagogique d'un an débouchant sur l'obtention d'un Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP).

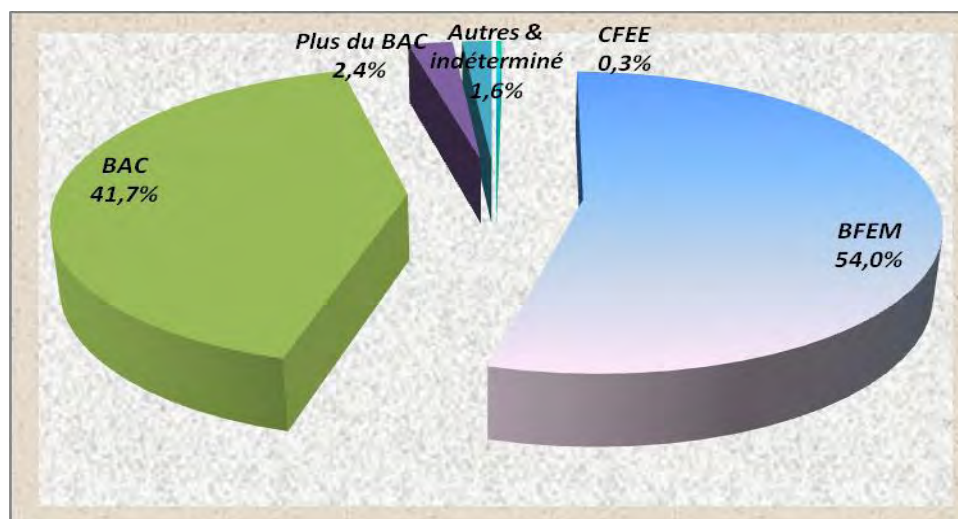
Les titulaires du BFEM du Public (recrutés avant 2011 avec ce diplôme) sont plus nombreux (54,0%) contre (41,7%) pour les bacheliers.

Aujourd'hui, beaucoup d'enseignants de l'élémentaire sont titulaires d'un diplôme académique de l'enseignement supérieur. Les titulaires d'un diplôme de 1^{ier} et 2nd cycles (DEUG2, Licence et Maîtrise/Master) représentent 2,4% des enseignants. Cette situation montre que le niveau académique des enseignants est en train de subir des mutations profondes qu'il importe d'accompagner par une formation professionnelle de qualité.

Répartition des enseignants des écoles publiques selon le statut en 2013



Répartition des enseignants du public selon le diplôme académique en 2013



La répartition des enseignants par région selon le diplôme professionnel

En 2013 le diplôme professionnel a pu être déterminé pour 74,5% des enseignants du primaire. Au niveau du Public, il a pu être identifié pour 86,3% d'entre eux et pour le Privé 22,1%. Au niveau national, parmi les diplômés identifiés, les 42,3% possèdent le CEAP et les 32,2% le CAP. Pour le Public ils sont 49,2% à avoir le CEAP et 37,1% le CAP. Dans le Privé 11,6% ont le CEAP et 10,4% le CAP.

Au niveau national, toutes les régions ont le pourcentage de titulaires du CAP ou du CEAP qui dépasse 50%. Les parts les plus faibles se retrouvent à Dakar et Kaffrine avec respectivement 52,0% et 59,6%.

Au niveau du Public, à Kédougou, les titulaires du CAP ou du CEAP représentent 94,0% des enseignants (le diplôme n'est pas identifié que pour 6,0%). Kédougou est suivie par Ziguinchor, Matam et Dakar avec respectivement 93,4%, 92,8% et 91,9%.

Globalement, aussi bien au niveau du Public que du Privé le nombre d'« indéterminé » reste très élevé. Il se pose un problème d'amélioration du système de contrôle des questionnaires remplis par les Directeurs d'écoles et planificateurs.

Des efforts doivent être faits pour la formation professionnelle des enseignants surtout ceux du privé dont la plupart n'a pas reçu une formation initiale.

Répartition des enseignants selon le diplôme professionnel en 2013

IA	Privé			Public			Total		
	CAP	CEAP	Ind. & autres	CAP	CEAP	Ind. & autres	CAP	CEAP	Ind. & autres
Dakar	8,8%	11,2%	80,0%	51,0%	40,9%	8,1%	27,6%	24,4%	48,0%
Diourbel	4,6%	8,5%	86,9%	38,0%	46,4%	15,7%	31,8%	39,4%	28,8%
Fatick	7,4%	10,2%	82,4%	34,7%	44,1%	21,3%	33,4%	42,5%	24,1%
Kaffrine	30,0%	5,0%	65,0%	20,1%	39,7%	40,2%	20,2%	39,3%	40,4%
Kaolack	21,7%	12,2%	66,1%	32,8%	51,7%	15,5%	32,0%	48,8%	19,2%
Kédougou	27,6%	13,8%	58,6%	26,3%	67,7%	6,0%	26,4%	66,0%	7,6%
Kolda	20,5%	20,5%	58,9%	33,9%	57,5%	8,6%	33,6%	56,4%	10,0%
Louga	16,5%	12,6%	70,9%	29,6%	44,7%	25,7%	28,8%	42,8%	28,4%
Matam	0,0%	4,3%	95,7%	22,0%	70,8%	7,2%	21,6%	69,4%	9,0%
Sédhiou	4,2%	13,9%	81,9%	35,4%	51,9%	12,8%	34,3%	50,6%	15,0%
St-Louis	2,4%	2,4%	95,2%	36,5%	53,9%	9,6%	35,2%	51,9%	13,0%
Tamba	5,6%	12,1%	82,3%	26,5%	62,1%	11,4%	25,4%	59,4%	15,3%
Thiès	18,5%	15,0%	66,5%	47,0%	42,6%	10,4%	43,1%	38,8%	18,1%
Ziguinchor	20,9%	20,3%	58,8%	43,5%	49,9%	6,6%	41,4%	47,1%	11,6%
Sénégal	10,4%	11,6%	77,9%	37,1%	49,2%	13,7%	32,2%	42,3%	25,5%
Moyenne	13,5%	11,6%	74,9%	34,1%	51,7%	14,2%	31,0%	48,4%	20,6%
Min	0,0%	2,4%	58,6%	20,1%	39,7%	6,0%	20,2%	24,4%	7,6%
Max	30,0%	20,5%	95,7%	51,0%	70,8%	40,2%	43,1%	69,4%	48,0%
Ecart Type	9,5%	5,1%	12,6%	8,6%	9,4%	9,1%	6,4%	11,5%	11,7%
CV	70,66%	44,46%	16,78%	25,33%	18,25%	63,71%	20,55%	23,77%	56,58%

Les nouveaux inscrits au cours d'initiation (CI)

L'effectif des élèves nouvellement inscrits est calculé à partir des effectifs totaux du cours d'initiation (CI) moins les redoublants. Les résultats du recensement scolaire montrent qu'en 2013, les nouveaux inscrits se chiffrent à 380 325 élèves.

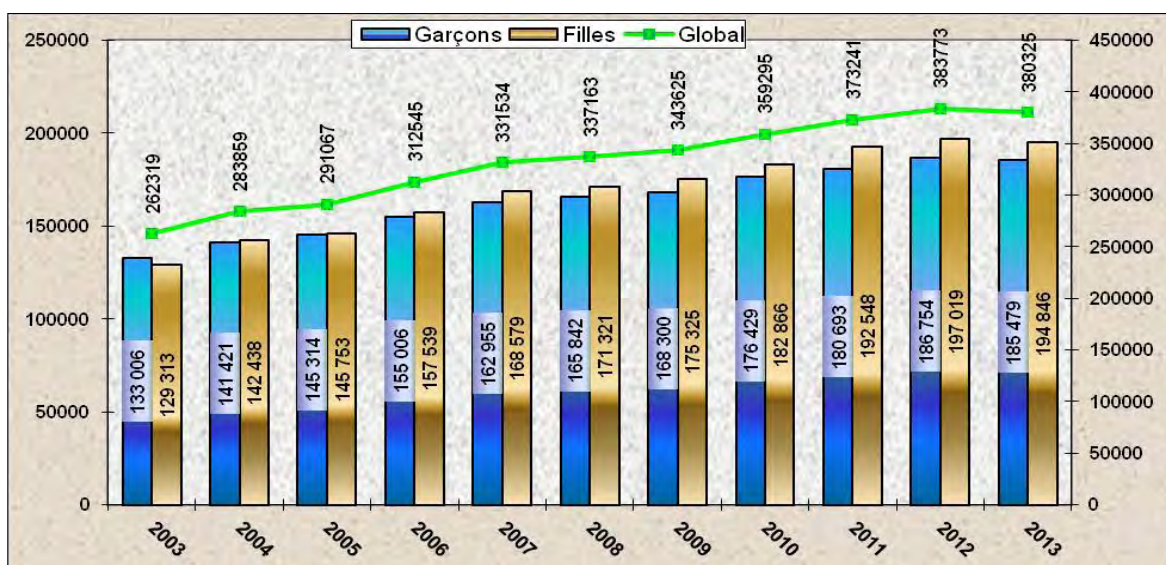
L'examen de l'évolution des nouveaux inscrits, au cours de la période 2003-2013, montre une tendance à l'accroissement avec un TAMA de 3,8%. Entre 2012 et 2013 l'effectif des nouveaux inscrits a baissé de 0,9%.

La part des filles dans les effectifs nouvellement inscrits au CI est passée de 51,3% en 2012 à 51,2% en 2013 soit une diminution de 0,1%. Dans huit régions le

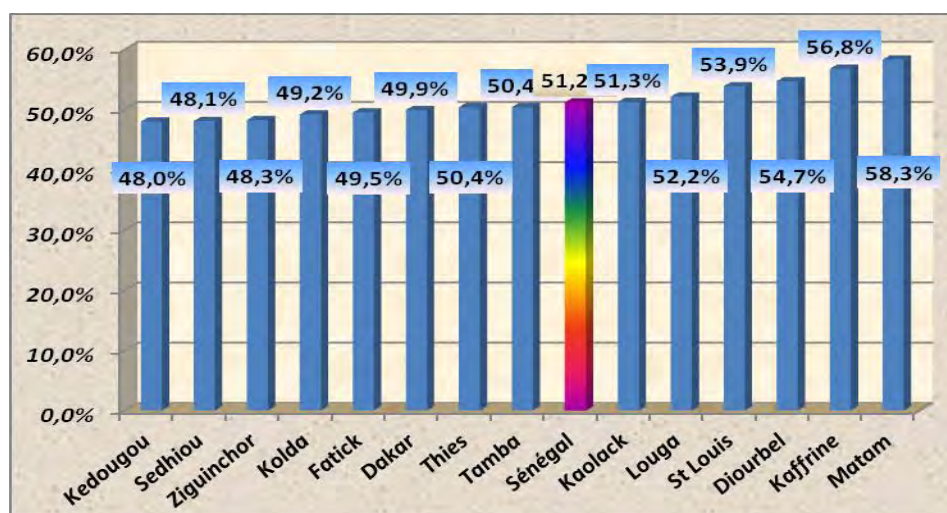
pourcentage de filles est supérieur à 50%. La région de Matam avec 58,3% de filles parmi les nouveaux inscrits au CI arrive en tête. Elle est suivie par celle de Kaffrine avec 56,8%. Le plus faible pourcentage est enregistré dans l'académie de Kédougou avec 48,0%.

Il est à noter que la plus importante part des filles dans les effectifs se trouve dans les régions les moins scolarisées, où la communauté est encore réticente à l'école classique, notamment dans les régions de Diourbel, Kaffrine et Matam. Une frange importante des garçons étant envoyée dans les écoles coraniques.

Evolution des nouveaux inscrits (Public et Privé)



Pourcentage de filles parmi les nouveaux inscrits en 2013



L'évolution des effectifs scolaires

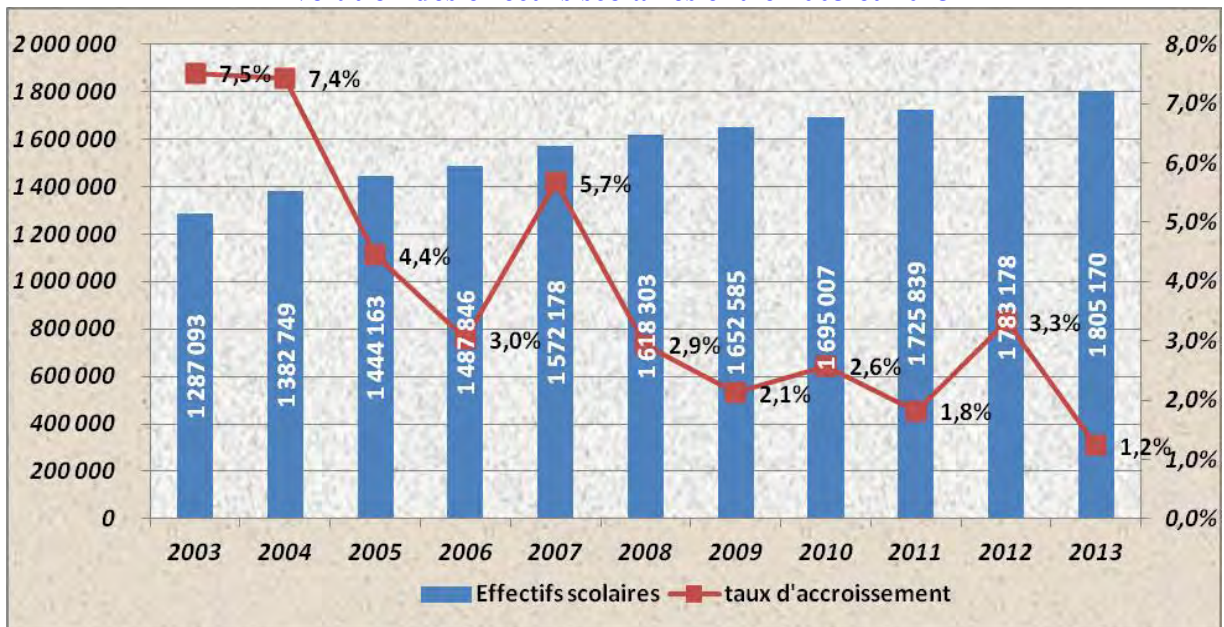
Les effectifs ont régulièrement augmenté entre 2003 et 2013 comme le montre bien le graphique. Les taux de croissance annuels les plus élevés ont été observés en 2003, 2004, 2005 et 2007. Cette situation est due, en partie à une couverture plus exhaustive de la campagne statistique, mais surtout au fait que la période 2003 et 2004 coïncident avec la première phase du PDEF qui avait pour objectif l'élargissement de l'accès. On note une importante baisse du taux d'accroissement entre 2004 et 2005 qui correspond à la première année de la phase deux du PDEF. La tendance baissière constatée à la fin de la

première phase s'est poursuivie au début de la deuxième phase (2005-2007) avant de connaître une hausse de 2,7 points de pourcentage l'année suivante.

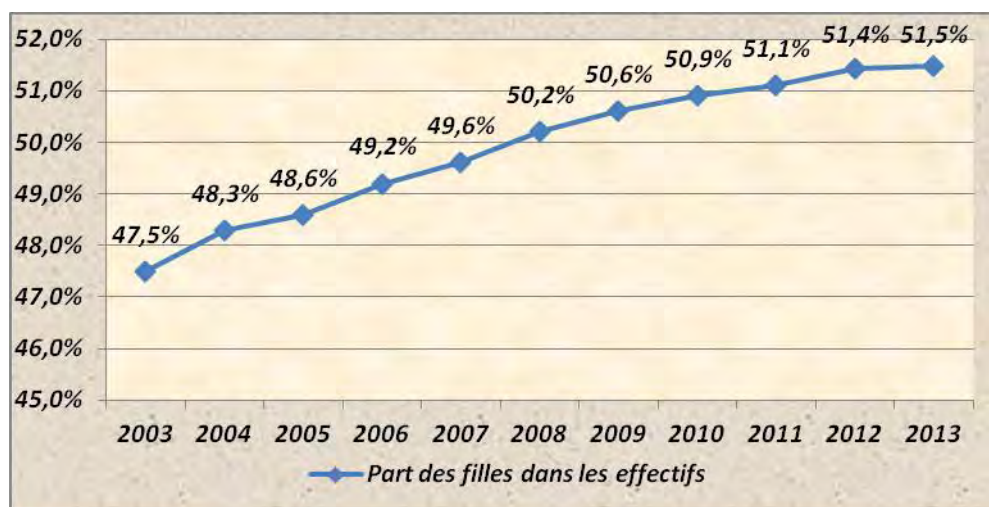
Entre 2007 et 2012, le taux d'accroissement a perdu 2,4 points, passant de 5,7 à 3,3%, par contre, entre 2012 et 2013 le taux a non seulement baissé mais a atteint son niveau le plus bas (1,2%) durant la période 2003-2013.

Entre 2003 et 2013, la part des filles, dans les effectifs a connu une croissance globale de 4,7% en passant de 47,5% à 51,5%.

Evolution des effectifs scolaires entre 2003 et 2013



Evolution de la part des filles dans les effectifs de 2003 à 2013



La participation du Privé à l'effort de scolarisation

Dans le cadre de la libéralisation de l'offre d'éducation adoptée par le gouvernement, il est attendu une participation importante du secteur privé pour l'atteinte de l'objectif de la scolarisation pour tous à l'horizon 2015.

En 2013, les élèves inscrits dans les écoles privées représentent 14,7% du total alors qu'ils représentaient 10,9% en 2003. Cette performance est l'aboutissement d'un processus qui a été enclenché depuis 2004 et qui s'est maintenu au cours des dernières années. Il convient de souligner l'importante contribution apportée par l'ouverture d'écoles franco arabes notamment dans les zones où l'école classique avait du mal à s'implanter.

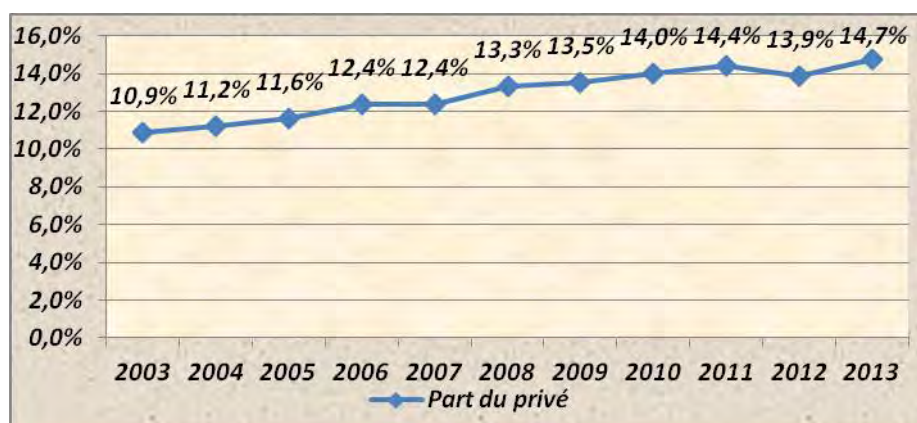
De 2003 à 2013, la part du secteur privé a progressé de 3,8 points.

Au niveau régional, Kédougou (1,2%) connaît le plus faible taux de participation du Privé suivie de Kaffrine (1,3%) et de Sédhiou (2,4%). Les régions de Dakar (40%) et de Diourbel (23,3%) ont enregistré les taux les plus élevés.

Le cas de Diourbel peut s'expliquer par le dynamisme des écoles privées franco arabe qui constituent le moteur du développement du sous-secteur. La région de Dakar, classée première du point de vue de la participation du Privé, doit ce rang principalement au dynamisme des écoles privées laïques qui ont pu s'implanter à proximité des populations, dans les zones où le manque de terrain disponible n'a pas permis la construction d'écoles publiques.

En zone urbaine, le privé accueille 25,2% des effectifs alors que pour le public, le taux est de 5,1%.

Evolution de la part du Privé de 2003 à 2013



Les disparités régionales de la participation du Privé en 2013

IA	Rural	Urbain	Total
Dakar	12,0%	42,2%	40,4%
Diourbel	28,7%	11,1%	23,3%
Fatick	3,7%	10,0%	4,7%
Kaffrine	0,0%	4,8%	1,3%
Kaolack	1,7%	13,1%	6,2%
Kédougou	0,7%	2,9%	1,2%
Kolda	0,2%	9,4%	2,9%
Louga	1,8%	16,6%	6,5%
Matam	1,8%	4,8%	2,5%
Sédhiou	0,6%	10,0%	2,4%
St Louis	0,5%	7,5%	3,9%
Tamba	4,2%	10,2%	6,1%
Thiès	5,3%	16,8%	11,2%
Ziguinchor	1,6%	18,4%	8,7%
SENEGAL	5,1%	25,2%	14,7%
CV	163,50%	73,45%	119,77%

Les élèves inscrits dans les écoles publiques à cycle complet

En raison de l'impact négatif de la discontinuité de l'offre d'éducation sur l'accès et le maintien des élèves à l'école, le gouvernement ambitionne de fournir un service éducatif complet à tous les enfants en âge scolaire.

Les écoles à cycle incomplet présentent l'inconvénient de ne pas permettre le recrutement annuel des enfants en âge scolaire et n'autorisent pas non plus le redoublement pour les élèves de niveau faible. Cette situation montre l'importance à développer les classes multigrades et les écoles à classe unique notamment dans les régions vastes et peu peuplées où l'offre éducative devra davantage s'adapter aux conditions démographiques.

Ainsi, l'examen de la structure des écoles montre que celle-ci est marquée par une prolifération d'écoles à cycle incomplet (4257 en 2013). Parmi les 1 539 159 élèves du Public recensés en 2013, seules 1 194 840 soit 77,6% ont été accueillis dans des écoles à cycle complet offrant les six années d'étude. Les écoles à cycle incomplet constituent ainsi 54,6% du total.

En zone urbaine, les écoles à cycle complet représentent 83,4% du réseau, par contre en zone rurale, la particularité est la prépondérance des écoles à cycle incomplet (62,1%).

Nonobstant, les efforts fournis pour compléter les cycles, notamment en termes de construction de classes additionnelles et de réorganisation pédagogique à travers la politique des classes multigrades et des écoles à classe unique, il n'en demeure pas moins que des efforts soutenus devront encore être faits pour atteindre les objectifs fixés dans ce domaine.

Dans le public, au niveau national, 22,4% des élèves fréquentent des écoles à cycle complet

En zone urbaine, 94,1% des enfants sont inscrits dans des écoles à cycle complet offrant les six niveaux. Cette proportion est beaucoup moins importante en zone rurale où elle se situe à 65,7%.

Les régions qui comptent le moins d'enfants inscrits dans les écoles à cycle incomplet sont Dakar et Ziguinchor où les pourcentages sont respectivement de 4,6% et 13,7%.

Effectifs inscrits dans les écoles selon le cycle (complet/incomplet) en 2013

Zone	Ecole à cycle complet		Ecole à cycle Incomplet		Total	
	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves
Rurale	2474	585933	4060	306177	6534	892110
Urbaine	1064	608907	197	38142	1261	647049
Total	3538	1194840	4257	344319	7795	1539159

Proportion d'élèves inscrits dans des écoles à cycle incomplet en 2013

IA	Urbain	Rural	Total
Dakar	4,7%	3,6%	4,6%
Diourbel	11,1%	35,4%	26,8%
Fatick	14,3%	19,9%	19,1%
Kaffrine	13,1%	58,2%	46,8%
Kaolack	6,0%	25,7%	18,5%
Kédougou	13,2%	56,8%	47,3%
Kolda	9,7%	54,5%	42,3%
Louga	2,4%	48,7%	35,5%
Matam	3,6%	18,1%	14,9%
Sédhiou	9,6%	47,2%	40,8%
St Louis	5,3%	27,7%	17,2%
Tamba	3,8%	60,4%	43,5%
Thiès	5,6%	22,4%	14,4%
Ziguinchor	2,8%	20,3%	13,7%
SENEGAL	5,9%	34,3%	22,4%
CV	53,90%	49,64%	51,27%

L'accès à l'école élémentaire

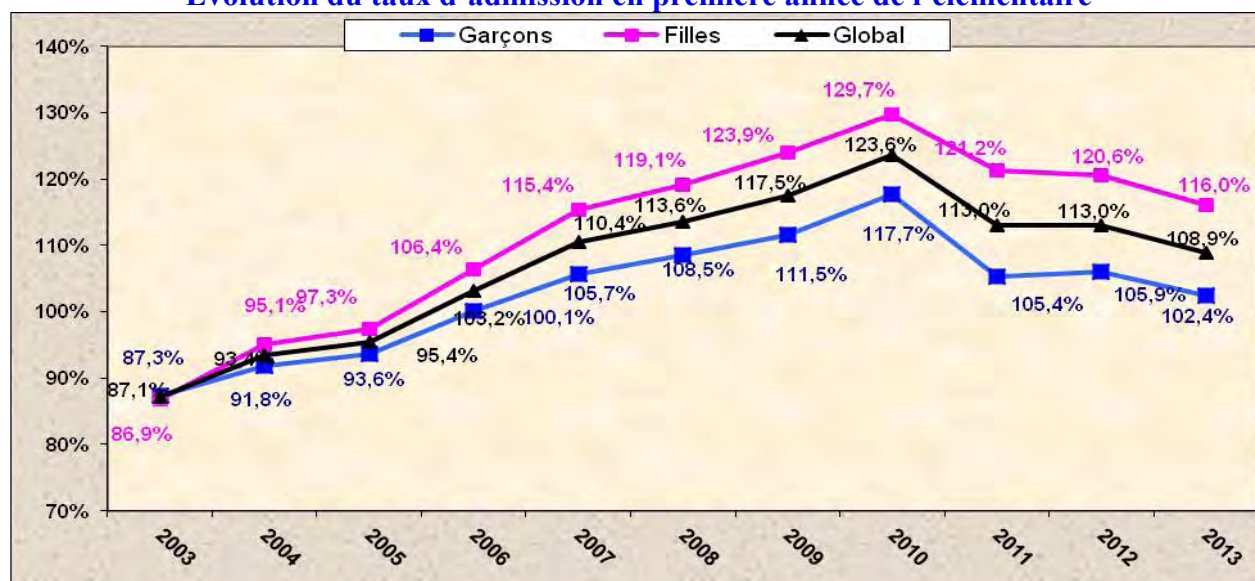
L'accès à l'école élémentaire est mesuré à partir du taux brut d'admission (TBA) qui indique le nombre d'enfants nouvellement admis au CI, rapporté à la population ayant l'âge légal de fréquenter la première année de l'élémentaire.

Durant la période 2003 à 2013, le taux brut global d'admission a connu une hausse allant de 87,1% à 108,9%. Cependant, l'année 2010

constitue une rupture dans cette progression avec un taux de 123,6% à partir duquel la tendance a été inversée.

Entre 2012 et 2013, le TBA est passé de 113,0% à 108,9%. Cette contre performance se traduit à la fois par une baisse des nouveaux inscrits mais aussi par une hausse des populations de 7ans de qui est supérieure de loin à celle des nouveaux inscrits.

Evolution du taux d'admission en première année de l'élémentaire



Au niveau des régions, les taux bruts d'admission au CI les plus élevés sont enregistrés à Sédhiou (145,8%), Kaolack (133,0%), Kolda (133,0%) et Kédougou (124,3%). Les forts taux enregistrés dans ces régions pourraient s'expliquer par le recrutement massif d'enfants n'ayant pas l'âge légal d'entrer

au CI. Le problème de l'état civil se pose encore avec acuité. La région de Kaffrine a le plus faible taux d'admission au CI avec 81,1%.

En 2013, à l'exception des régions de Kédougou et de Sédhiou, les taux d'admission des filles au CI sont supérieurs à celui des garçons.

Disparités régionales dans l'accès au CI en 2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	115,0%	125,0%	119,8%
Diourbel	71,4%	93,5%	82,0%
Fatick	106,0%	111,4%	108,6%
Kaffrine	67,6%	95,7%	81,1%
Kaolack	124,0%	142,8%	133,0%
Kédougou	125,4%	123,1%	124,3%
Kolda	130,1%	136,2%	133,0%
Louga	86,3%	101,3%	93,5%
Matam	76,8%	115,7%	95,5%
Sédhiou	146,3%	145,3%	145,8%
St-Louis	91,8%	115,2%	103,0%
Tamba	87,9%	94,9%	91,3%
Thies	112,6%	123,3%	117,7%
Ziguinchor	106,0%	107,5%	106,7%
Sénégal	102,4%	116,0%	108,9%
CV	22,20%	14,22%	17,59%

L'intensité de la scolarisation

L'intensité de la scolarisation est mesurée par le Taux Brut de Scolarisation (TBS) qui est le rapport entre les effectifs inscrits (Public et Privé) et la population en âge scolaire. Cet indicateur mesure la capacité du système éducatif à accueillir les enfants scolarisables.

En 2013, le TBS au niveau national est de 93,0%. Durant la période 2003-2013, le TBS a régulièrement augmenté jusqu'en 2010.

Depuis cette année, il oscille entre 94 et 93% prouvant la difficulté de dépasser ce niveau.

Cette tendance observée révèle la nécessité de développer encore des stratégies alternatives pour élargir l'accès. Les études faites dans ce domaine ont montré que le dernier quintile constitué par les 20% restants sont les plus difficiles à scolariser en raison des obstacles d'ordre géographique, socioculturel ou économique. Mais l'atteinte de cet objectif requiert également une couverture plus

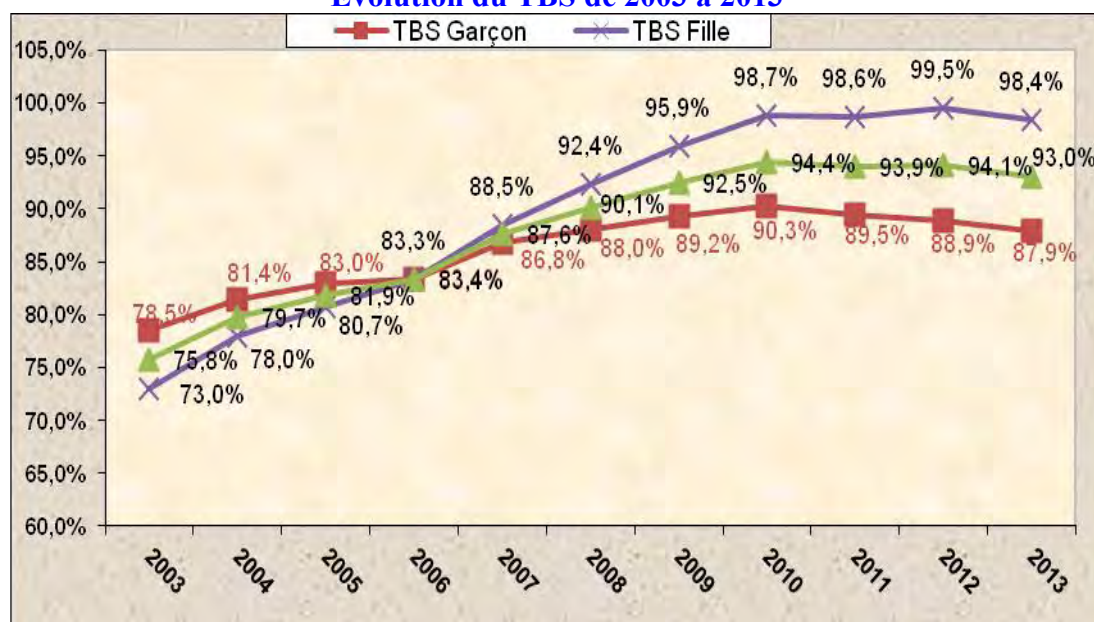
exhaustive du recensement scolaire afin de ne plus laisser en rade des enfants qui sont réellement inscrits. On note d'abord un recul de 0,5 point entre 2010 et 2011 puis de 1,1 de 2012 à 2013 et enfin une légère hausse de 0,1 point entre 2011 et 2012.

Sur la période 2003-2013, le TBS a connu globalement un TAMA de 2,1% dont 1,1% pour les garçons et 3,0% pour les filles. L'accélération de la scolarisation des filles est le résultat des différentes campagnes de sensibilisation et d'incitation pour la scolarisation des filles.

Les faibles taux d'accroissement enregistrés dans la deuxième phase du PDEF découleraient de l'objectif d'amélioration de la qualité.

Quelle que soit la phase considérée, le TAMA du TBS des filles est supérieur à celui des garçons.

Evolution du TBS de 2003 à 2013



En 2013, le système éducatif a enregistré une couverture scolaire de 93,0%. Ce taux élevé est dû en grande partie aux efforts déployés en termes de scolarisation dans les régions de Sédhiou (126,4%), Dakar (115,9%), Thiès (107,5%) et Kaolack (106,5%). Parmi les quatorze (14) régions, douze ont un TBS au moins égal à 70%. Les plus faibles taux sont notés dans les académies de Kaffrine (53,0%), Diourbel (61,9%) et Tamba (70,0%).

Le recul du TBS entre 2012 et 2013 est dû au taux d'accroissement des effectifs scolaires (1,2%) représentant la moitié de celui de la population scolarisable (2,4%).

La baisse des effectifs dans sept (07) académies : (Fatick, Kaffrine, Kédougou, Kolda,

Matam, Saint- Louis et Ziguinchor) sur les quatorze y ont également contribué. Ceci est dû à l'inadéquation entre l'offre éducative et la spécificité culturelle et religieuse de ces régions. Pour booster cette offre, l'Etat pourrait accélérer l'implantation des écoles franco-arabes.

En 2013, le TBS des filles est supérieur à celui des garçons de 10,5 points.

Au niveau régional, Dakar vient en tête pour les filles avec 126,5%, suivie de Sédhiou (120,8%), de Thiès (112,6%) et de Kaolack (110,4%). En ce qui concerne les garçons, on note 131,9% à Sédhiou ; 106,6% à Dakar ; 105,2% à Kolda et 104,4% à Kédougou.

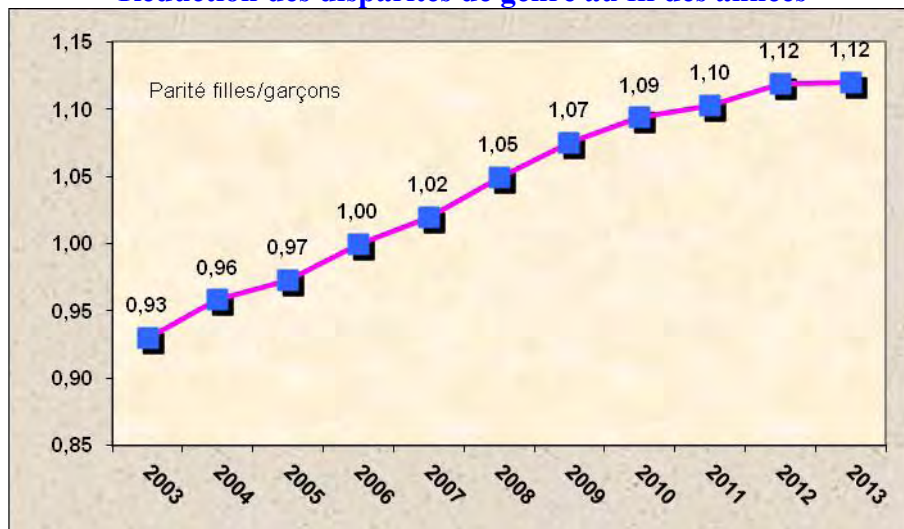
Taux brut de scolarisation par région en 2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	106,6%	126,5%	115,9%
Diourbel	55,2%	68,8%	61,9%
Fatick	89,5%	92,4%	90,9%
Kaffrine	46,1%	59,9%	53,0%
Kaolack	102,7%	110,4%	106,5%
Kédougou	104,4%	97,1%	100,8%
Kolda	105,2%	104,0%	104,6%
Louga	72,7%	79,6%	76,1%
Matam	65,3%	97,0%	81,1%
Sédhiou	131,9%	120,8%	126,4%
St-Louis	79,2%	100,7%	89,6%
Tamba	68,3%	71,7%	70,0%
Thies	102,6%	112,6%	107,5%
Ziguinchor	95,4%	100,9%	98,0%
Sénégal	87,9%	98,4%	93,0%
Moyenne	87,5%	95,9%	91,6%
Min	46,1%	59,9%	53,0%
Max	131,9%	126,5%	126,4%
Ecart Type	22,9%	19,0%	20,3%
CV	26,21%	19,82%	22,16%

Concernant l'objectif de la parité des sexes, d'importants progrès ont été réalisés : l'indice de parité qui de tout temps était en faveur des garçons a subi un changement en 2007 pour être en faveur des filles avec 1,02. En

2013, il s'est maintenu à sa valeur de 2012 (1,12). Ce changement est lié à l'enrôlement de plus en plus important de filles au CI comme le montre le taux brut d'admission des filles qui depuis 2004 dépasse celui des garçons.

Réduction des disparités de genre au fil des années



L'efficacité interne du système éducatif

L'efficacité interne permet de savoir ce que sont devenus les élèves qui étaient inscrits dans le système éducatif de l'année précédente. Trois possibilités sont considérées :

- soit ils sont promus en classe supérieure,
- soit ils ont redoublé la classe,
- ou alors ils ont abandonné.

Ces trois cas sont étudiés à partir des indicateurs de flux que sont les taux de promotion, de redoublement et d'abandon. L'application de ces taux à une cohorte théorique permet de calculer le nombre de survivants de cette cohorte sans redoublement,

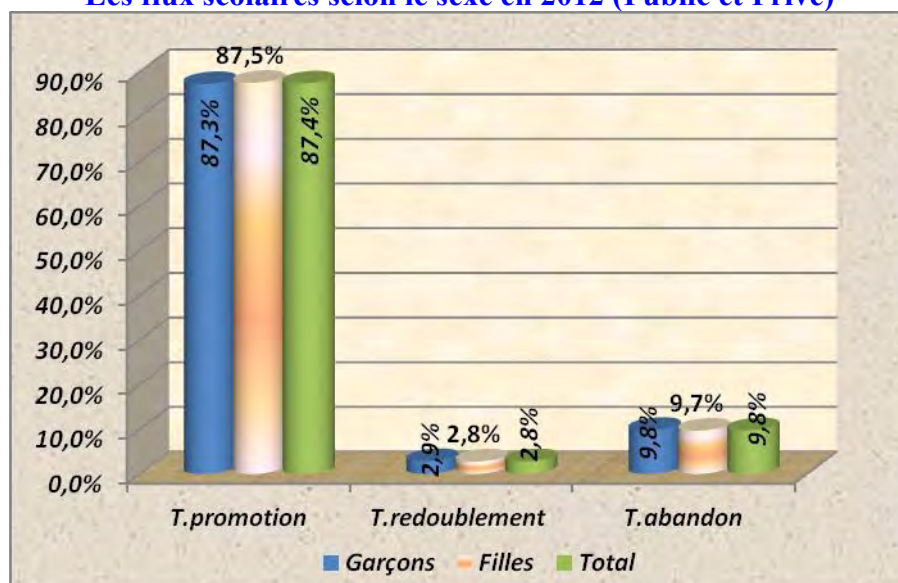
après un ou deux redoublements et par conséquent de déterminer la capacité de rétention du système.

Le graphique montre que le système éducatif demeure marqué par le taux encore élevé des abandons.

Sur 100 enfants scolarisés en 2012, les données du recensement montrent qu'environ 2,8% redoublent et 9,8% sont sortis du système.

Ces contreperformances montrent qu'on est encore loin des objectifs fixés dans le cadre du PAQUET-EF relatifs aux abandons.

Les flux scolaires selon le sexe en 2012 (Public et Privé)



L'analyse de la situation par année d'étude montre que les taux de redoublement ont été fortement maîtrisés comparés à leur valeur en 2000. Ils passent d'environ 1,1% au CI à 4,8% au CE2. Il est plus faible à l'intérieur qu'à la fin des étapes.

Le taux le plus élevé est celui du CE2 avec 4,8%. Il ressort de cette analyse des flux par année d'étude que la directive ministérielle concernant la suppression du redoublement à l'intérieur d'une étape a été appliquée avec plus de rigueur. Des redoublements sont

encore enregistrés dans les classes de CI, CE1 et CM1. Au niveau du CM1, le taux encore élevé pourrait être une conséquence du caractère sélectif du concours d'entrée en sixième.

Les plus forts taux d'abandon sont notés en classe de CM1, CE1 et CI. Les abandons précoces sont en partie favorisés par l'éloignement des écoles en zone rurale ainsi que les cycles incomplets qui ne permettent pas aux élèves faibles de reprendre la classe.

Les flux scolaires par année d'études en 2012

TAUX	GENRE	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	Global
de promotion	Garçons	86,4%	90,0%	87,7%	89,1%	80,0%	90,0%	87,3%
	Filles	86,4%	89,7%	88,1%	90,9%	81,9%	87,6%	87,5%
	Total	86,4%	89,9%	87,9%	90,0%	81,0%	88,8%	87,4%
de redoublement	Garçons	1,2%	4,5%	1,9%	4,9%	1,9%	3,3%	2,9%
	Filles	1,1%	4,3%	1,8%	4,6%	1,8%	3,6%	2,8%
	Total	1,1%	4,4%	1,9%	4,8%	1,8%	3,5%	2,8%
d'abandon	Garçons	12,4%	5,4%	10,4%	6,0%	18,1%	6,7%	9,8%
	Filles	12,5%	6,0%	10,1%	4,5%	16,3%	8,8%	9,7%
	Total	12,4%	5,7%	10,2%	5,2%	17,2%	7,8%	9,8%

L'analyse régionale met en évidence l'ampleur du redoublement dans les régions de Sédhiou (3,5%), Diourbel et Thiès (3,3%), Dakar (3,2%), Louga (3,0%), Ziguinchor et Kaolack (2,9%). Ces régions ont un taux de redoublement supérieur à celui du niveau national (2,8%). Pour le taux d'abandon, il s'est établi à 9,8% au niveau national. Seules trois (03) régions sur les quatorze (14) ont un taux

d'abandon inférieur à celui du niveau national. Il s'agit des régions Ziguinchor (7,9%), Thiès (6,4%) et Dakar (6,1%).

Le niveau élevé du taux d'abandon est préoccupant dans les régions de Kaffrine, Kolda, Kédougou et Tambacounda où il atteint respectivement 19,5%, 16,1%, 14,6% et 14,2%.

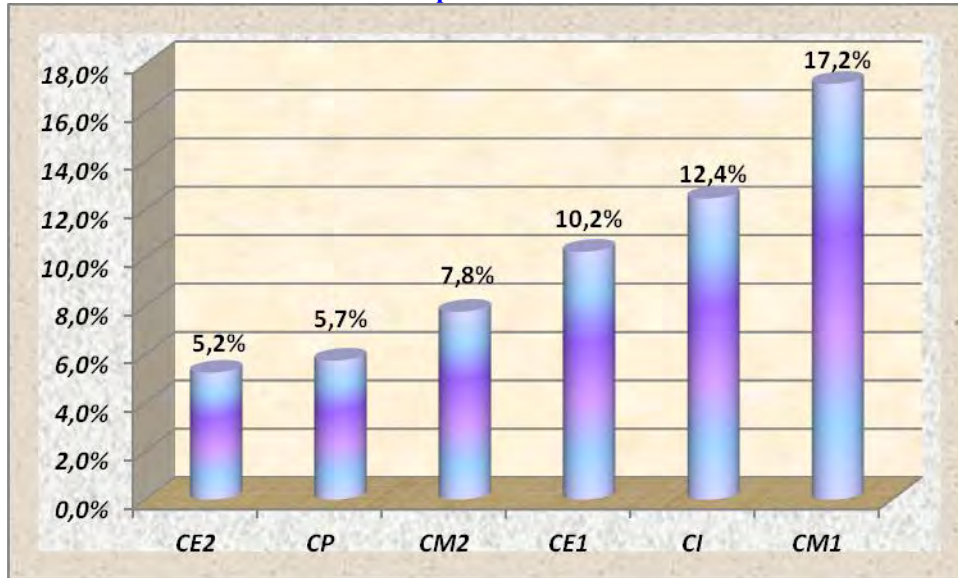
Les flux scolaires par région en 2012

IA	Taux de promotion			Taux de redoublement			Taux d'abandon		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	89,5%	91,8%	90,7%	3,4%	3,0%	3,2%	7,1%	5,2%	6,1%
Diourbel	86,4%	84,2%	85,2%	3,3%	3,3%	3,3%	10,3%	12,5%	11,5%
Fatick	87,0%	88,1%	87,6%	2,2%	2,0%	2,1%	10,8%	9,9%	10,3%
Kaffrine	78,5%	78,6%	78,5%	2,0%	1,9%	1,9%	19,5%	19,5%	19,5%
Kaolack	86,9%	85,7%	86,3%	2,9%	2,9%	2,9%	10,2%	11,4%	10,8%
Kédougou	85,8%	81,3%	83,6%	1,5%	2,1%	1,8%	12,7%	16,6%	14,6%
Kolda	82,0%	80,7%	81,4%	2,4%	2,5%	2,5%	15,6%	16,7%	16,1%
Louga	86,9%	85,9%	86,3%	3,0%	3,0%	3,0%	10,2%	11,2%	10,7%
Matam	84,4%	85,4%	85,0%	2,2%	2,0%	2,0%	13,4%	12,6%	12,9%
Sédhiou	87,1%	85,8%	86,5%	3,3%	3,6%	3,5%	9,6%	10,5%	10,0%
St-Louis	87,4%	87,8%	87,6%	2,3%	2,2%	2,3%	10,3%	10,1%	10,2%
Tamba	84,0%	84,0%	84,0%	1,9%	1,8%	1,9%	14,2%	14,2%	14,2%
Thies	89,8%	90,8%	90,3%	3,4%	3,2%	3,3%	6,8%	6,0%	6,4%
Ziguinchor	88,5%	90,1%	89,2%	2,9%	3,0%	2,9%	8,7%	6,9%	7,9%
Sénégal	87,3%	87,5%	87,4%	2,9%	2,8%	2,8%	9,8%	9,7%	9,8%
Moyenne	86,0%	85,7%	85,9%	2,6%	2,6%	2,6%	11,4%	11,7%	11,5%
Minimum	78,5%	78,6%	78,5%	1,5%	1,8%	1,8%	6,8%	5,2%	6,1%
Maximum	89,8%	91,8%	90,7%	3,4%	3,6%	3,5%	19,5%	19,5%	19,5%
Ecart-Type	2,9%	3,7%	3,2%	0,6%	0,6%	0,6%	3,3%	4,0%	3,6%
CV	3,37%	4,33%	3,74%	23,39%	22,03%	22,36%	29,08%	34,23%	31,07%

Avec les taux actuels de promotion, de redoublement et d'abandon, pour une promotion de 100 élèves inscrits au CI, seuls 87 atteignent la dernière année d'études. Il montre aussi que les garçons sont aussi performantes que les filles avec comme taux 87,5%. Cependant les séries de ce taux sont plus

homogènes (CV inférieur à 5%) que celles des taux de redoublement et d'abandon (CV supérieur à 22%). La réalisation de la scolarisation universelle impliquant une utilisation efficiente des ressources, des mesures hardies doivent être prises, dans le sens d'une réduction drastique de la déperdition scolaire.

Taux d'abandon par année d'étude en 2012



L'achèvement du cycle élémentaire

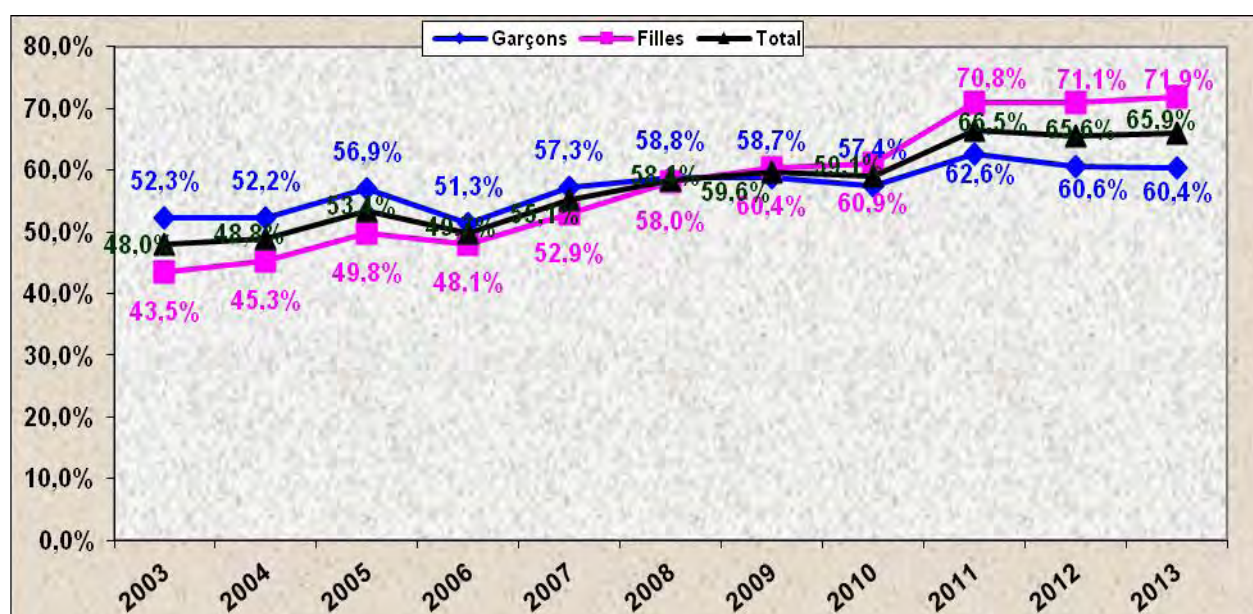
La scolarisation universelle telle que définie dans la nouvelle lettre de politique sectorielle vise l'achèvement de cycle élémentaire. Le Sénégal s'est fixé comme objectif à l'horizon 2020 l'atteinte d'un taux d'achèvement de 100% dans sa Lettre de Politique Sectorielle actualisée.

Pour l'année scolaire 2013, l'effectif des nouveaux inscrits au CM2 est de 204 277. Cet effectif rapporté à la population de 12 ans en octobre 2012 (310 025), donne un taux d'achèvement de 65,9%.

Ainsi, le taux a enregistré seulement 0,3 point de pourcentage de plus que l'année précédente.

Cependant cela risque d'être insuffisant pour l'atteinte de l'objectif de scolarisation primaire universelle à l'horizon voulu (2020). Pour cela il faudrait alors s'appuyer sur deux leviers à savoir : l'augmentation de l'admission en première année d'études, mais surtout l'amélioration de la qualité des enseignements apprentissages afin de permettre aux élèves qui accèdent au système éducatif, de poursuivre leurs études jusqu'à termes. Il faudra également veiller sur la réduction des abandons constatés au niveau des premières années des étapes du cycle élémentaire, notamment au CI, CE1 et CM1.

Evolution du taux d'achèvement du primaire entre 2003 et 2013



Le tableau ci-dessous, montre que le taux d'achèvement global qui est de 65,9%, reste encore en-deçà de l'objectif de 68% visé en 2013. Néanmoins on remarque la forte hétérogénéité du taux d'achèvement selon les régions. En effet, seules les régions de Dakar (93,8%), Thiès (76,1%), Ziguinchor (76,1%), Kaolack (74,97), Kédougou (73,6%) et Kolda (73,6%) dépassent cet objectif. Les régions de

Kaffrine (29,1%), Diourbel (36,6%), Tamba (44,9%) et Louga (50,4%) en sont encore loin. L'écart s'avère ainsi significatif entre régions en termes de taux d'achèvement.

Au niveau des régions, les filles achèvent mieux que les garçons sauf à Kédougou où le taux d'achèvement des garçons dépasse de 10,1 points de pourcentage celui des filles.

Taux d'achèvement par région en 2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	83,6%	105,1%	93,8%
Diourbel	30,5%	43,3%	36,6%
Fatick	61,0%	71,4%	66,0%
Kaffrine	26,1%	32,4%	29,1%
Kaolack	69,9%	79,9%	74,7%
Kedougou	78,5%	68,4%	73,6%
Kolda	71,5%	75,8%	73,6%
Louga	48,3%	52,7%	50,4%
Matam	43,6%	71,8%	57,1%
Sedhiou	70,0%	71,2%	70,5%
St Louis	56,5%	76,6%	66,1%
Tamba	44,5%	45,2%	44,9%
Thies	69,3%	83,6%	76,1%
Ziguinchor	75,3%	76,9%	76,1%
Senegal	60,4%	71,9%	65,9%
Moyenne	59,2%	68,2%	63,5%
Min	26,1%	32,4%	29,1%
Max	83,6%	105,1%	93,8%
Ecart type	17,4%	18,2%	17,1%
C V	29,34%	26,72%	26,94%

Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires (CFEE)

Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Moyennes Elémentaires, entre 2003 et 2013, montrent d'importantes variations dans le temps comme l'illustre l'allure en dents de scie de la courbe. La courbe qui, croît entre 2004 et 2006, après un repli, culmine à 69,4% en 2006 avant de tomber à 55,9% en 2007.

L'année 2013 se caractérise par une baisse importante (d'environ 20 points) du taux de réussite par rapport à l'année précédente. Le taux de 33,9% est le niveau le plus faible depuis 2000. Cette contreperformance résulte du fait que cette année les évaluations ont été basées pour la première fois sur l'APC. Néanmoins le taux de réussite est supérieur à celui du niveau

national dans cinq régions sur les quatorze. Le meilleur score est obtenu à Sédhiou avec un taux de 51,2%. Le taux le plus faible est enregistré dans la région de Kolda (19,4%) suivi de très près par Matam (19,6%). L'écart du taux de réussite entre garçons et filles est en moyenne de 4,4 points, mais très prononcé à Kaffrine (9,5 points) et Thiès (6,0 points). Les autres régions connaissent un écart modéré s'il n'est quasi inexistant.

Le taux de réussite des filles est partout inférieur à celui des garçons. Cette situation atteste la nécessité de l'adoption de mesures pour corriger ce déséquilibre.

Evolution du taux de réussite au CFEE



Source : DEXCO

Répartition du taux de réussite au CFEE en 2013

IA	Présents			Admis			Taux de réussite		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	23791	27 209	51 000	10 285	11587	21 872	43,2%	42,6%	42,9%
Diourbel	4978	6 245	11 223	1 340	1340	2 680	26,9%	21,5%	23,9%
Fatick	7137	8 243	15 380	2 424	2496	4 920	34,0%	30,3%	32,0%
Kaffrine	2216	2 597	4 813	782	671	1 453	35,3%	25,8%	30,2%
Kaolack	8764	10 073	18 837	2 521	2317	4 838	28,8%	23,0%	25,7%
Kédougou	1696	1 436	3 132	477	330	807	28,1%	23,0%	25,8%
Kolda	6811	6 559	13 370	1 471	1127	2 598	21,6%	17,2%	19,4%
Louga	5189	6 173	11 362	1 435	1405	2 840	27,7%	22,8%	25,0%
Matam	2995	4 628	7 623	657	840	1 497	21,9%	18,2%	19,6%
Sédhiou	5408	4 349	9 757	2 898	2097	4 995	53,6%	48,2%	51,2%
St Louis	6633	8 597	15 230	1 719	1890	3 609	25,9%	22,0%	23,7%
Tamba	4219	4 106	8 325	1 818	1576	3 394	43,1%	38,4%	40,8%
Thiès	15669	18 667	34 336	6 154	6216	12 370	39,3%	33,3%	36,0%
Ziguinchor	7485	7 147	14 632	3 311	3031	6 342	44,2%	42,4%	43,3%
Sénégal	102 991	116 029	219 020	37292	36923	74 215	36,2%	31,8%	33,9%

Source : DEXCO

ENSEIGNEMENT MOYEN



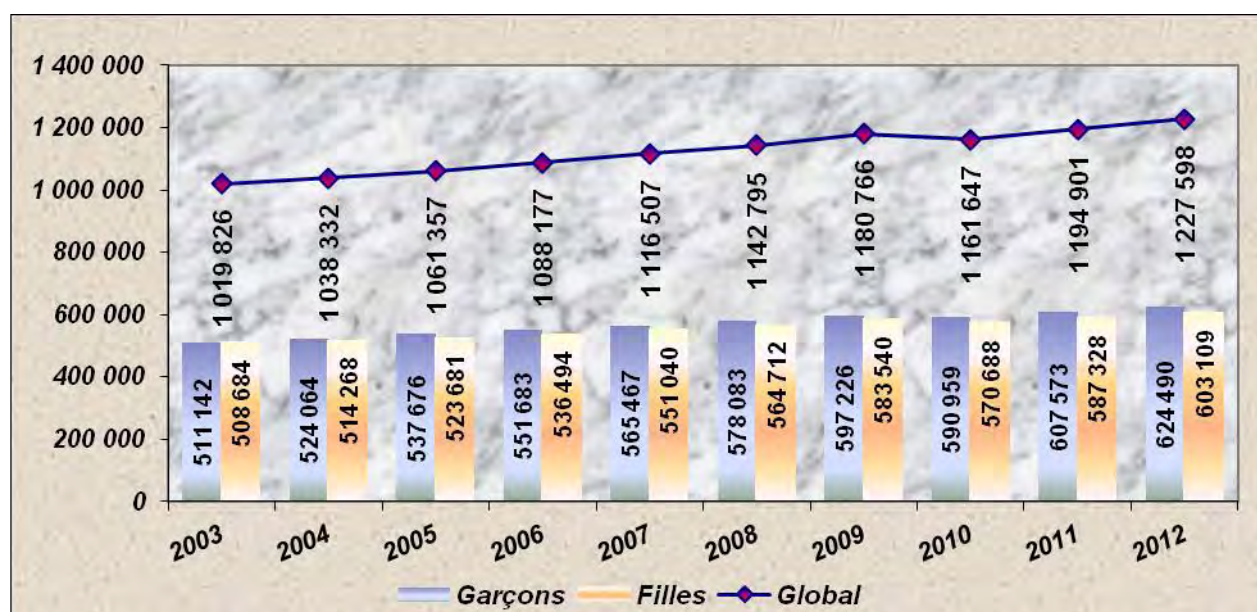
Collège PAEM/classe

La demande potentielle d'éducation

La demande potentielle est constituée de la tranche d'âge de la population globale âgée de 13 à 16 ans. L'effectif de ce groupe d'âge a connu un taux d'accroissement moyen annuel de 1,3% entre 2009 et 2012, en passant de 1 180 766

à 1 227 598. Durant la même période, la part des filles dans la population scolarisable est passée de 49,4% en 2009 à 49,1% en 2012, soit une légère baisse de 0,3%.

Evolution de la demande potentielle au niveau national entre 2003 et 2012



Population scolarisable par région en 2009 et 2012

IA	2009		2012		TAMA	
	Total	%Filles	Total	%Filles	Total	%Filles
Dakar	180944	50,9%	197 334	49,3%	2,9%	-1,0%
Diourbel	125906	50,6%	131 260	50,5%	1,4%	0,0%
Fatick	78846	49,0%	82 710	49,0%	1,6%	0,0%
Kafrine	58415	49,9%	59 531	49,5%	0,6%	-0,3%
Kaolack	83316	49,9%	84 905	49,5%	0,6%	-0,3%
Kédougou	16025	49,3%	16 498	49,2%	1,0%	-0,1%
Kolda	66367	49,0%	66 385	49,0%	0,0%	0,0%
Louga	84832	49,0%	86 973	49,0%	0,8%	0,0%
Matam	52997	49,2%	55 619	49,5%	1,6%	0,2%
Sédhiou	47387	49,0%	47 400	49,0%	0,0%	0,0%
St Louis	86673	49,5%	89 665	48,9%	1,1%	-0,4%
Tamba	80307	49,3%	82 677	49,2%	1,0%	-0,1%
Thies	152244	48,2%	158 677	48,4%	1,4%	0,1%
Ziguinchor	66507	47,0%	67 964	47,3%	0,7%	0,2%
SENEGAL	1 180 766	49,4%	1 227 598	49,1%	1,3%	-0,2%

L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Moyen

Le réseau d'établissements d'Enseignement Moyen s'est progressivement densifié entre 2009 (1096) et 2013 (1660) avec une augmentation globale de 564 établissements abritant un premier cycle du Secondaire, soit un accroissement global de 51,5%. Cette évolution positive est notée dans les deux zones rurale (290) et urbaine (273) avec une légère avance de 17 établissements en zone rurale par contre elle est plus marquée dans les établissements publics

qui ont connu une augmentation de 407 unités dont la plupart sont des collèges de proximité créés dans le cadre du PDEF.

On note une forte concentration de ces établissements dans la zone urbaine avec 54,1% en 2013. Cette part prépondérante est due à la forte poussée des établissements privés, particulièrement à Dakar. Cette dernière concentre avec Thiès 37,4% des établissements abritant le premier cycle du secondaire.

Evolution du nombre d'établissements abritant le premier cycle du Secondaire

Zone	Rurale			Urbaine			Ensemble		
	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total
Année 2009	28	444	472	373	251	625	401	695	1096
Année 2010	26	444	470	393	305	698	419	749	1168
Année 2011	76	495	571	385	417	802	461	912	1373
Année 2012	37	655	692	443	407	850	480	1062	1542
Année 2013	50	712	762	508	390	898	558	1102	1660
Ecart 2013- 2009	22	268	290	135	139	273	157	407	564

Répartition régionale des établissements abritant un premier cycle du Secondaire en 2013

IA	Rural		Urbain		Total	
	Total	%Public	Total	%Public	Total	%Public
Dakar	18	55,6%	382	27,7%	400	29,0%
Diourbel	40	77,5%	32	53,1%	72	66,7%
Fatick	93	84,9%	30	46,7%	123	75,6%
Kaffrine	21	100,0%	17	70,6%	38	86,8%
Kaolack	70	100,0%	57	54,4%	127	79,5%
Kédougou	23	100,0%	7	71,4%	30	93,3%
Kolda	54	100,0%	29	69,0%	83	89,2%
Louga	58	100,0%	39	53,8%	97	81,4%
Matam	60	100,0%	16	75,0%	76	94,7%
Sédhiou	55	94,5%	25	44,0%	80	78,8%
St-Louis	62	96,8%	48	83,3%	110	90,9%
Tamba	37	100,0%	30	63,3%	67	83,6%
Thiès	84	91,7%	137	43,1%	221	61,5%
Ziguinchor	87	92,0%	49	46,9%	136	75,7%
Sénégal	762	93,4%	898	43,4%	1660	66,4%
Moyenne	54	92,4%	64	57,3%	119	77,6%
Min	18	55,6%	7	27,7%	30	29,0%
Max	93	100,0%	382	83,3%	400	94,7%
Ecart Type	23	12,1%	93	14,8%	90	16,3%
CV	43,12%	13,15%	145,21%	25,76%	76,22%	21,05%

Evolution de l'accès à l'Enseignement Moyen

L'accès à l'Enseignement Moyen est déterminé sur la base du taux de transition qui détermine la proportion d'élèves de la classe de CM2 de l'année précédente qui passe en classe de sixième des collèges l'année suivante. Cette proportion a connu un accroissement progressif entre 2002/2003 et 2012/2013 en passant de 43,8% à 88,8% soit un accroissement de 45,0 points de pourcentage en dix ans et un TAMA de 7,3%. Le taux de transition a connu une légère progression de 0,4% entre 2011/2012 et 2012/2013. Il est noté en 2012/2003, l'écart filles-garçons en faveur des garçons de 3,8 points. Cet écart passe de 2,2 points de pourcentage en 2011/2012 à 2,4 en 2012/2013. Au niveau des régions, on constate des disparités marquées.

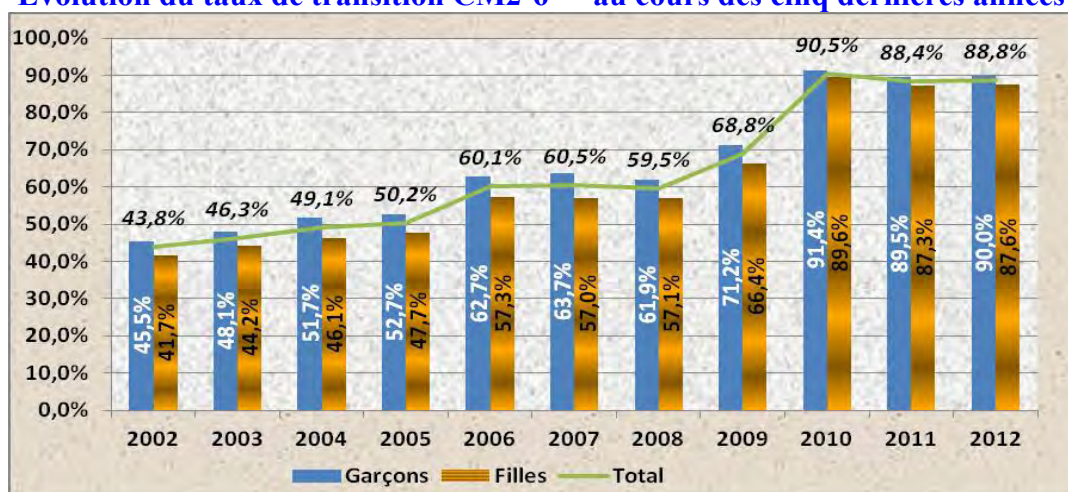
Les plus forts taux sont enregistrés à Dakar, Ziguinchor, Saint-Louis, Thiès, et Fatick avec respectivement 98,8%, 93,2%, 93,2%, 91,5% et 90,6%.

Les plus faibles taux se retrouvent dans les régions de Kédougou, Kaffrine, Tamba et Kolda avec dans l'ordre 77,6%, 77,3%, 70,3% et 69,2%.

Pour toutes les années le taux de transition des filles est inférieur à celui des garçons.

La faiblesse des taux de transition pourrait être liée soit au déficit de structures pouvant accueillir les sortants du Primaire soit au caractère sélectif du Concours d'Entrée en Sixième.

Evolution du taux de transition CM2-6^{ème} au cours des cinq dernières années



Les disparités régionales et de genre dans l'accès à l'Enseignement Moyen en 2012/2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	98,8%	98,7%	98,8%
Diourbel	90,6%	79,4%	84,3%
Fatick	91,4%	89,9%	90,6%
Kaffrine	82,1%	73,3%	77,3%
Kaolack	90,6%	87,3%	88,9%
Kédougou	85,6%	68,4%	77,6%
Kolda	76,1%	61,8%	69,2%
Louga	80,8%	83,4%	82,1%
Matam	79,9%	85,5%	83,2%
Sédhiou	82,5%	80,8%	81,7%
St-Louis	96,0%	90,9%	93,2%
Tamba	71,9%	68,6%	70,3%
Thiès	91,9%	91,1%	91,5%
Ziguinchor	93,6%	92,9%	93,2%
Sénégal	90,0%	87,6%	88,8%
CV	8,78%	12,66%	10,07%

Evolution des effectifs et de la participation féminine

L'effectif du moyen est passé de 186 138 à 531 805 élèves entre 2000 et 2010, représentant un taux d'accroissement moyen annuel de 11,1%. Il atteint 711 710 en 2013, soit un TAMA de 10,2% en trois ans. Cette importante augmentation des effectifs procède du flux croissant des élèves terminant avec succès l'élémentaire et de l'extension du réseau à travers les structures privées et les créations de collèges de proximité. Entre 2000 et 2013, le rythme d'accroissement des enfants scolarisés (10,9%) est de loin supérieur à celui de la population cible (2,3%). En conséquence, si la tendance actuelle est maintenue, le niveau de la scolarisation dans le cycle moyen sera rapidement relevé. Il est à noter que l'évolution des effectifs montre que les filles ont été les

principales bénéficiaires de l'effort de recrutement consenti par le système éducatif sénégalais. Leur proportion dans les effectifs est passée de 39,7% en 2000 à 50,1% en 2013, soit une progression de 10,4 points de pourcentage. Cette situation est corroborée par le TAMA des filles (12,4%) plus élevé que celui des garçons (9,3%).

Le rapprochement de l'offre et de la demande à travers les collèges de proximité particulièrement en milieu rural d'une part et d'autre part les résultats des actions de sensibilisation et d'appui pour le maintien des filles expliquent entre autres facteurs, les avancées dans l'accès des filles au cycle moyen.

Evolution des effectifs de l'Enseignement Moyen entre 2000 et 2013

Sexe	2000	2010	2011	2012	2013	TAMA 2000-2010	TAMA 2010-2013
Garçons	112230	280966	318930	341639	355373	9,6%	8,1%
Filles	73908	250839	298981	331922	356337	13,0%	12,4%
Total	186138	531805	617911	673561	711710	11,1%	10,2%
% filles	39,7%	47,2%	48,4%	49,3%	50,1%	1,7%	2,0%

La répartition des effectifs par région fait apparaître un poids important des élèves de la région de Dakar sur l'ensemble. Dakar représente le quart (24,8%) des effectifs, soit 26,1% des filles et 23,5% des garçons. La région de Thiès reste aussi importante dans les effectifs avec 15,9%. Elles sont suivies par Kaolack (8,1%), Ziguinchor (7,9%), Fatick (7,6%) et Saint-Louis(7,5%).

Les plus faibles parts se retrouvent à Kédougou (1,2%) et à Kaffrine (1,8%).

Les filles sont globalement majoritaires (50,1%) au Moyen. Cependant, dans les régions de Kaffrine (48,8%), Kaolack (49,6%),

Kédougou (37,1%), Kolda (41,9%), Sédhiou (38,9%), Tamba (44,9%) et Ziguinchor (47,3%) les filles sont minoritaires. Les efforts consentis ont permis de renverser la disparité qui n'est plus en faveur des garçons, mais des efforts restent encore à faire surtout dans les régions dernièrement citées où les filles sont minoritaires.

La part des régions dans les effectifs connaît une grande variabilité pour les deux sexes. On peut, cependant, retenir que cette hétérogénéité est plus forte chez les filles (CV de 90,01%) que chez les garçons (CV de 78,92%).

Effectif par région et pourcentage de filles en 2013

IA	Garçons	Filles	Total	%Filles
Dakar	83475	93106	176581	52,7%
Diourbel	19188	20359	39547	51,5%
Fatick	26998	27256	54254	50,2%
Kaffrine	6711	6393	13104	48,8%
Kaolack	29117	28619	57736	49,6%
Kédougou	5449	3219	8668	37,1%
Kolda	15898	11488	27386	41,9%
Louga	16919	17343	34262	50,6%
Matam	10074	12323	22397	55,0%
Sédhiou	18481	11757	30238	38,9%
St Louis	24912	28771	53683	53,6%
Tamba	13929	11346	25275	44,9%
Thiès	54521	57746	112267	51,4%
Ziguinchor	29701	26611	56312	47,3%
Sénégal	355373	356337	711710	50,1%
Moyenne	25384	25453	50836	48,1%
Minimum	5449	3219	8668	37,1%
Maximum	83475	93106	176581	55,0%
Ecart-Type	20033	22911	42865	5,3%
CV	78,92%	90,01%	84,32%	10,96%

Evolution de la part du Privé dans l'effort de scolarisation

L'objectif du Gouvernement de scolariser 70% des effectifs de l'Enseignement Moyen au niveau du Public est atteint depuis 2004. Entre 2008 et 2013, la part du Public est passée de 82,2% à 87,4%. En 2013, le pourcentage d'élèves inscrits dans ces collèges publics est supérieur ou égal à 90% dans onze régions contre dix en 2010. Ce n'est que dans l'Académie de Dakar, où on observe

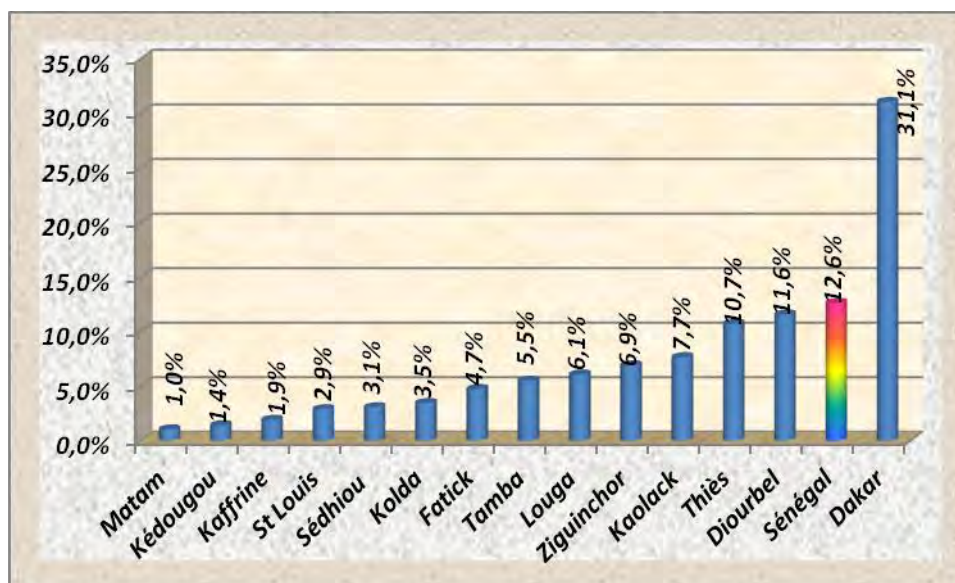
un dynamisme du Privé, que l'objectif national n'est pas atteint.

Cette part prépondérante du Public résulte du fait que les stratégies d'élargissement de l'accès consistent à créer des collèges de proximité aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. La faiblesse de l'appui au secteur privé n'a pas permis à ce dernier de se développer comme souhaité.

Evolution de la part du Privé dans les effectifs inscrits du Moyen



Part du Privé dans les effectifs par région en 2013



Le niveau de scolarisation dans l'Enseignement Moyen

D'une durée de quatre ans, le sous-secteur de l'Enseignement Moyen est destiné à la population âgée de 13 à 16 ans. En 2012, cette tranche d'âge compte un effectif égal à 1 227 598 dont 603 109 filles.

En 2013, le nombre d'enfants fréquentant les structures qui offrent l'Enseignement Moyen se chiffrent à 711 710, soit un taux brut de scolarisation (TBS) de 58,0%. Toutefois, près de quatre enfants sur dix de la tranche d'âge considérée sont exclus de l'Enseignement Moyen.

On note également une disparité de la couverture selon le sexe : les filles sont plus scolarisées que les garçons comme en témoigne le TBS qui est de 59,1% chez les premières contre 56,9% chez les seconds. L'indice de parité qui se situe à 1,04 a beaucoup évolué entre 2008 et 2013, et est encore en faveur des filles, montrant ainsi le fruit des efforts fournis pour combler le gap concernant l'équité en matière de scolarisation dans le Moyen.

Niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen en 2013

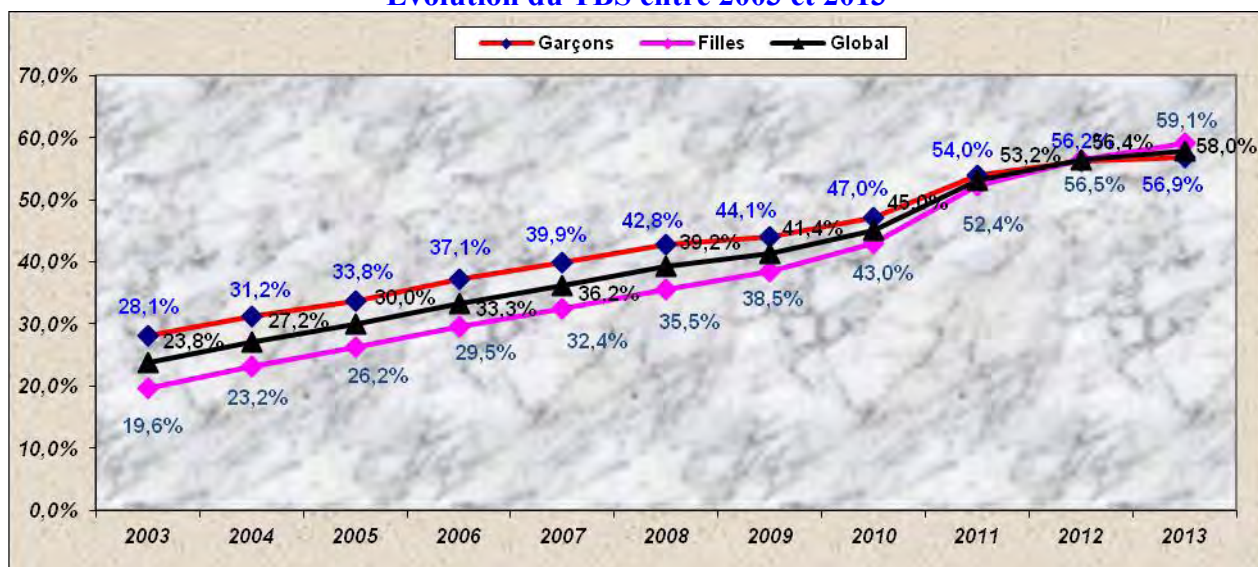
Genre	Population scolarisable 2012	Effectif scolarisé en 2013	Taux Brut de Scolarisation	Indice de parité fille/garçon
Garçons	624 490	355373	56,9%	1,04
Filles	603 109	356337	59,1%	
Total	1 227 598	711710	58,0%	

Un examen rétrospectif de la scolarisation au niveau du sous-secteur de l'Enseignement Moyen montre une croissance régulière du taux brut de scolarisation. Entre 2000 et 2004, le TBS global est passé de 19,6% à 27,2% soit un taux d'accroissement moyen annuel de 6,8%. Sur la période 2005-2008 le TAMA est de 6,9%. Et en fin sur la période 2008-2013 le TAMA est de 8,1%. Durant la première période le TBS des garçons a connu un TAMA de 5,4% et celui des filles, 8,5%. Au cours de la deuxième période, le TBS des garçons a enregistré un TAMA de 5,7% et celui des filles, 7,3%. Et concernant la troisième phase, le TBS de garçons a enregistré 56,7% et celui des filles laisse voir un taux de 58,8%. On constate, aussi bien durant la

première que la troisième phase en passant par la deuxième, qu'un accent particulier est mis sur la scolarisation des filles. Le rythme est plus soutenu à partir de 2003 qui correspondent à l'ouverture de plus en plus importante de collèges de proximité notamment en zone rurale.

Cette intensification de la scolarisation s'est traduite par une réduction des disparités de genre. En effet, l'indice de parité calculé en rapportant le TBS des filles au TBS des garçons est passé de 0,62 en 2000 à 0,78 en 2005 puis à 0,83 en 2008 et enfin à 1,04 en 2013. Cette dynamique, en marche, depuis 2000 pour combler les inégalités a fini par assurer l'égalité des chances d'accès et de participation aux différentes catégories de population ciblée.

Evolution du TBS entre 2003 et 2013



Au niveau des régions, le TBS a évolué de manière irrégulière. Entre 2012 et 2013, le TBS a gagné 1,6 point du fait de la hausse dans les 11 régions. Les hausses les plus importantes sont notées à Thiès (5,7 points) et Matam (5,0 points). L'augmentation est plus faible à Fatick (1,1 point) alors qu'à Tamba où le TBS a été constant.

Par contre, on note une baisse à Kédougou, Kolda et Ziguinchor. En 2013, les régions de

Tamba, Diourbel et Kaffrine avec respectivement 30,6%, 30,1% et 22,0% sont les moins scolarisées même si des efforts très importants ont été réalisés en 2013. Les régions où le niveau de scolarisation a été plus élevé sont celles de Dakar (89,5%) et Ziguinchor (82,9%), suivies de très près par Thiès (70,8%). Dans toutes les régions, à l'exception de Kaffrine, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tamba, le taux brut de scolarisation des filles dépasse celui des garçons.

Taux brut de scolarisation par région en 2013

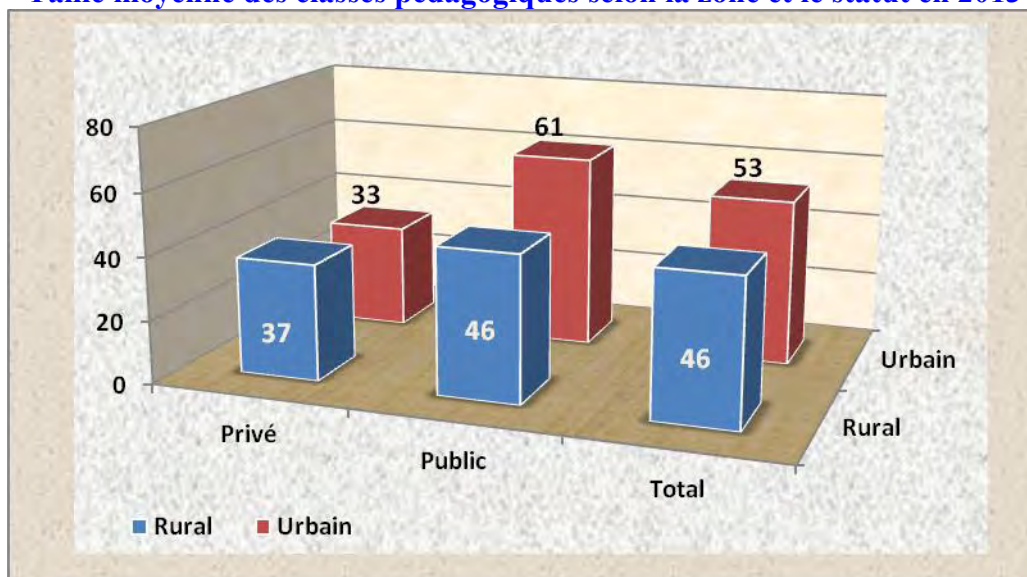
IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	83,5%	95,7%	89,5%
Diourbel	29,6%	30,7%	30,1%
Fatick	64,1%	67,2%	65,6%
Kaffrine	22,3%	21,7%	22,0%
Kaolack	67,9%	68,1%	68,0%
Kédougou	65,0%	39,7%	52,5%
Kolda	47,0%	35,3%	41,3%
Louga	38,1%	40,7%	39,4%
Matam	35,9%	44,8%	40,3%
Sédhiou	76,5%	50,6%	63,8%
St-Louis	54,4%	65,6%	59,9%
Tamba	33,1%	27,9%	30,6%
Thies	66,5%	75,3%	70,8%
Ziguinchor	82,8%	82,9%	82,9%
SENEGAL	56,9%	59,1%	58,0%
C V	35,99%	40,80%	36,82%

La taille des classes pédagogiques

Pour améliorer l'encadrement des élèves dans le moyen, le Sénégal s'est donné comme norme la taille standard de 45 élèves par classe pédagogique. En 2013, au niveau national, la taille moyenne des classes s'établit à 50, un peu plus de sa valeur. Au niveau du Public le ratio élèves par groupe pédagogique est

de 54 alors qu'il est de 33 pour le Privé. En zone urbaine, il atteint 61 dans le Public et 33 pour le Privé alors qu'en zone rurale, la taille moyenne des classes est de 46 dans le Public et 37 dans le Privé. Cette situation, au niveau du Public, reflète l'insuffisance de la capacité d'accueil en zone urbaine.

Taille moyenne des classes pédagogiques selon la zone et le statut en 2013



D'importantes disparités régionales se cachent derrière ces moyennes nationales. Dans cinq régions la taille moyenne par groupe pédagogique est supérieure ou égale à 50. Les classes pléthoriques se rencontrent principalement dans les collèges publics de Dakar (68), Diourbel (59), Thiès (59), Kaolack (54), Louga (54), Tamba (52), Fatick (51) et Kaffrine (50). A Dakar, l'indisponibilité de terrain pour la création de nouveaux collèges ne permet pas d'accueillir l'important flux d'élèves provenant des classes de CM2. De même, les

collèges franco-arabes de la région de Diourbel sont également surchargés compte tenu de la forte demande qui n'est pas toujours suivie par une offre conséquente en infrastructures. En zone rurale, dans le Public, c'est à Kolda qu'on enregistre le plus faible ratio (37). En milieu urbain du Public, le nombre d'élèves par groupe pédagogique est au moins de 50 dans toutes les régions à l'exception de Sédhiou (47). Aux disparités inter-régionales s'ajoutent donc celles entre les milieux rural et urbain.

Taille moyenne des classes pédagogiques selon la zone (urbaine/rurale) en 2013

IA	Rural			Urbain			Total		
	Prive	Public	Total	Prive	Public	Total	Prive	Public	Total
Dakar	21	69	59	32	68	50	32	68	51
Diourbel	58	51	52	37	68	63	46	59	57
Fatick	30	49	48	32	57	53	31	51	49
Kaffrine		44	44	23	56	53	23	50	49
Kaolack		48	48	47	63	60	47	54	53
Kédougou		39	39	21	61	57	21	46	46
Kolda		37	37	38	51	50	38	43	43
Louga		48	48	31	63	56	31	54	52
Matam		42	42	23	51	49	23	44	44
Sédhiou	24	42	41	31	47	46	29	43	43
St-Louis	39	46	46	28	50	49	29	48	47
Tamba		47	47	33	56	53	33	52	50
Thies	45	51	51	35	68	59	36	59	55
Ziguinchor	20	41	41	29	53	48	28	46	44
SENEGAL	37	46	46	33	61	53	33	54	50
Moyenne	34	47	46	31	58	53	32	51	49
Minimum	20	37	37	21	47	46	21	43	43
Maximum	58	69	59	47	68	63	47	68	57
Ecart-Type	13	7	5	7	7	5	7	7	4
CV	38,99%	15,66%	11,95%	20,74%	11,87%	9,26%	23,31%	13,44%	9,13%

La disponibilité des manuels scolaires dans le Public

L'objectif du Ministère de l'Éducation nationale est de doter chaque élève de l'Enseignement Moyen de cinq manuels. En 2013, Le ratio élèves/manuel au niveau national est en moyenne de 2,8 livres par élève en sixième, 3,6 en cinquième, 3,2 en quatrième et 4,8 pour la classe de troisième. Ce qui montre qu'il n'existe pas encore suffisamment de manuels dans le cartable de l'élève. Toutefois, on observe une légère amélioration en sixième, cinquième et quatrième par rapport à la situation de l'année précédente où les ratios étaient respectivement de 2,2 ; 3,6 et 2,5. En troisième le ratio a baissé de 0,3 point.

A la lecture de la situation générale sur la disponibilité des manuels selon le niveau d'études à travers le pays en 2013, nous remarquons malgré la baisse que les classes de troisième sont les mieux dotées en manuels avec 4,8 livres par élève.

L'analyse par niveau et par circonscription nous permet de dire que pour les classes de sixième et quatrième, aucune région n'a atteint l'objectif de 5 livres par élève. Les régions de St Louis, Diourbel, Kaffrine et Louga sont à mi-chemin tandis que Thiès

sont en phase d'atteindre l'objectif. Le plus faible ratio est à Kolda (1,2)

Au niveau de la classe de cinquième, les régions de Kolda, Sédhiou et Fatick sont les moins dotées en manuels, avec seulement 1 manuel sur un total désiré de 5. En revanche, les classes de cinquième des régions de Thiès (7,9), Diourbel (4,3), Kaffrine (4,2) et de Louga (4,2) sont assez bien dotées.

En quatrième, l'objectif n'est pas loin d'être réalisé à Kaolack, Kaffrine, Diourbel et à Louga. Les régions les moins performantes sont celles de Sédhiou et Kédougou avec dans l'ordre 1,8 et 1,9.

Pour la troisième, Sept régions (Ziguinchor, Matam, Tamba, Kaolack, Kaffrine, Diourbel et Louga) ont atteint l'objectif des cinq manuels par élève. Les sept régions restantes ont des ratios supérieurs à 3. Le plus faible est enregistré à Kolda 3,5.

Des efforts importants restent à faire, en termes d'acquisition et d'acheminement de manuels scolaires jusqu'au niveau de l'école, pour doter les élèves de manuels surtout dans les régions comme Kolda (elle affiche les ratios les plus faibles à tous les niveaux).

Les manuels selon le niveau d'études dans les établissements publics en 2013

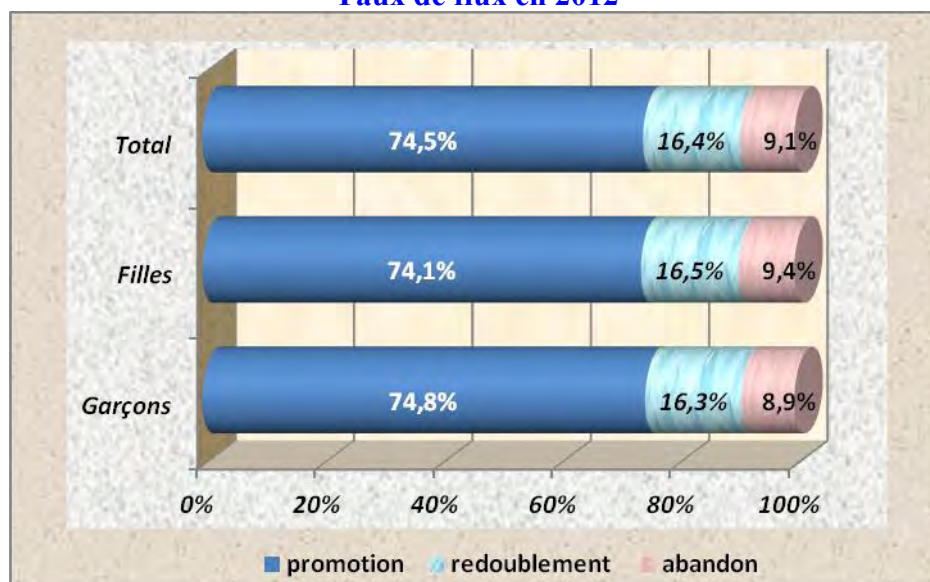
IA	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième	Total
Dakar	2,1	2,9	2,8	4,4	2,9
Diourbel	3,5	4,3	4,7	6,2	4,5
Fatick	1,7	1,6	2,6	4,0	2,3
Kaffrine	3,7	4,2	4,5	5,7	4,4
Kaolack	2,8	3,1	4,0	5,5	3,7
Kédougou	1,5	2,2	1,9	3,9	2,2
Kolda	1,2	0,9	2,9	3,5	1,8
Louga	4,1	4,2	4,7	6,4	4,7
Matam	2,7	3,1	3,4	5,2	3,4
Sédhiou	1,4	1,5	1,8	3,7	1,9
St Louis	3,6	2,9	3,0	4,9	3,5
Tamba	1,9	2,6	3,3	5,3	3,0
Thiès	4,8	7,9	3,2	4,7	5,3
Ziguinchor	2,0	2,0	3,5	5,0	3,0
Sénégal	2,8	3,6	3,2	4,8	3,5
CV	41,44%	53,80%	27,19%	17,78%	31,57%

L'efficacité interne du système éducatif au niveau de l'Enseignement Moyen

L'efficacité interne du système est analysée à partir des taux de flux (taux de promotion, de redoublement et d'abandon). Le taux de promotion qui indique la proportion d'une cohorte d'élèves qui passe en classe supérieure se situe à 74,5% pour le global, 74,8% pour les garçons et 74,1% pour les filles. Le taux de redoublement a baissé en 2012 (16,4 % contre 17,8% en 2011) mais reste élevé. Le taux d'abandon a augmenté de 1,1 point entre 2011 et 2012.

On constate de façon globale une augmentation du taux de redoublement au fur et à mesure que l'on monte en grade et atteint un pic en classe de troisième (20,6% en 2012). C'est à ce niveau que l'on observe également le taux d'abandon le plus élevé (14,4%). La combinaison de ces deux variables explique les fortes déperditions observées après la classe de cinquième. Toutefois, cette analyse ne prend pas en compte les élèves de troisième qui sont orientés dans les lycées techniques ou les structures de formation professionnelle.

Taux de flux en 2012



Répartition des taux de flux par année d'études en 2012

Taux de :	GENRE	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième	Global
promotion	Garçons	73,3%	80,0%	77,1%	67,6%	74,8%
	Filles	73,9%	81,1%	75,8%	62,2%	74,1%
	Total	73,6%	80,5%	76,5%	65,0%	74,5%
redoublement	Garçons	16,0%	14,0%	17,2%	19,0%	16,3%
	Filles	15,0%	13,8%	17,3%	22,3%	16,5%
	Total	15,5%	13,9%	17,2%	20,6%	16,4%
abandon	Garçons	10,7%	6,0%	5,7%	13,4%	8,9%
	Filles	11,0%	5,1%	6,9%	15,5%	9,4%
	Total	10,9%	5,5%	6,3%	14,4%	9,1%

Au niveau des régions, les plus forts taux de redoublement sont enregistrés à Fatick, Kaffrine et Kaolack avec respectivement 23,3%, 20,8%, 19,9%. Neuf régions ont un taux inférieur à celui du national (16,4). Le taux le plus faible se retrouve à Dakar (12,6%). Chez les filles, dans neuf régions, le taux de redoublement est supérieur à celui du niveau

national (16,5%). Le plus bas taux est à Dakar (12,0%)

Pour les abandons, les records sont enregistrés à Kolda et Kédougou avec respectivement 23,9% et 19,5%. Sept régions ont des taux supérieurs à 10%. La région de Matam, avec 2,5%, a le plus bas taux d'abandon en 2013.

Répartition des taux de flux par région en 2012

IA	Taux de promotion			Taux de redoublement			Taux d'abandon		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	75,1%	78,2%	76,7%	13,3%	12,0%	12,6%	11,6%	9,8%	10,7%
Diourbel	74,5%	72,2%	73,3%	18,6%	19,1%	18,9%	6,9%	8,7%	7,8%
Fatick	71,1%	60,9%	65,9%	20,8%	25,6%	23,3%	8,1%	13,5%	10,9%
Kaffrine	73,0%	67,5%	70,4%	19,0%	22,8%	20,8%	8,0%	9,7%	8,8%
Kaolack	75,6%	73,2%	74,5%	19,0%	20,8%	19,9%	5,4%	6,0%	5,7%
Kédougou	63,3%	62,1%	62,9%	17,5%	17,9%	17,6%	19,2%	20,0%	19,5%
Kolda	61,3%	53,7%	58,1%	17,7%	18,6%	18,0%	21,0%	27,7%	23,9%
Louga	79,5%	78,0%	78,7%	14,3%	14,0%	14,1%	6,2%	8,0%	7,1%
Matam	81,1%	81,1%	81,1%	16,9%	16,1%	16,5%	2,0%	2,9%	2,5%
Sédhiou	71,8%	69,5%	70,9%	18,2%	19,8%	18,8%	10,0%	10,7%	10,3%
St-Louis	73,8%	77,5%	75,7%	16,3%	15,5%	15,9%	9,9%	6,9%	8,4%
Tamba	72,7%	69,1%	71,1%	15,8%	16,6%	16,2%	11,5%	14,3%	12,7%
Thiès	83,8%	81,1%	82,4%	14,8%	14,7%	14,7%	1,5%	4,2%	2,9%
Ziguinchor	71,4%	70,0%	70,7%	18,0%	19,0%	18,5%	10,6%	11,0%	10,8%
SENEGAL	74,8%	74,1%	74,5%	16,3%	16,5%	16,4%	8,9%	9,4%	9,1%
Moyenne	73,4%	71,0%	72,3%	17,1%	18,0%	17,6%	9,4%	11,0%	10,1%
Minimum	61,3%	53,7%	58,1%	13,3%	12,0%	12,6%	1,5%	2,9%	2,5%
Maximum	83,8%	81,1%	82,4%	20,8%	25,6%	23,3%	21,0%	27,7%	23,9%
Ecart-Type	5,8%	7,8%	6,5%	2,0%	3,5%	2,7%	5,3%	6,3%	5,6%
CV	7,92%	10,98%	9,04%	11,65%	19,23%	15,40%	56,47%	57,12%	55,03%

Les résultats du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM)

Les résultats du BFEM, malgré des pics en 2003 (54,9%), en 2004 (55,4%) et en 2012 (59,6%) connaissent globalement une baisse de 13,7 points sur la période 2003-2013. Le taux de réussite a évolué en dents de scie avec une chute de 25,2 points entre 2004 et 2005, et une tendance haussière jusqu'en 2007. Entre 2007 et 2009, il baisse avant d'amorcer une augmentation qui se poursuivra jusqu'en 2012.

Entre 2012 et 2013, le taux de réussite au BFEM chute à 18,4 points et s'établit à 41,2%. Cette situation découle de la baisse

enregistrée des scores dans toutes les académies. Une baisse d'au moins de 20 points est enregistrée dans six académies avec un pic de 26,7 points à Kolda. Elle est comprise entre 10 et 20% dans sept académies. La plus faible baisse se chiffre à 7,6% à Kolda.

Globalement, ces résultats confirment ceux des différentes évaluations qui révèlent la faiblesse du rendement interne et la nécessité de développer au cours de la 3^{ème} phase des stratégies pertinentes mettant l'accent sur les processus en vue d'améliorer la qualité des apprentissages.

Evolution du taux de réussite au BFEM de 2003 à 2013



Le taux de réussite au BFEM par région en 2013

IA	PRESENTS			ADMIS			TAUX DE REUSSITE		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	20858	25964	46822	6665	7138	13803	32,0%	27,5%	29,5%
Diourbel	4138	4333	8471	1717	1317	3034	41,5%	30,4%	35,8%
Fatick	6279	6174	12453	2606	2035	4641	41,5%	33,0%	37,3%
Kaffrine	1382	1123	2505	823	477	1300	59,6%	42,5%	51,9%
Kaolack	6422	6302	12724	3045	2148	5193	47,4%	34,1%	40,8%
Kédougou	918	493	1411	484	222	706	52,7%	45,0%	50,0%
Kolda	3210	2137	5347	1656	948	2604	51,6%	44,4%	48,7%
Louga	3402	3735	7137	1679	1496	3175	49,4%	40,1%	44,5%
Matam	1970	2160	4130	998	1101	2099	50,7%	51,0%	50,8%
St-Louis	5676	6291	11967	2793	2516	5309	49,2%	40,0%	44,4%
Sédhiou	3222	1657	4879	2415	1085	3500	75,0%	65,5%	71,7%
Tamba	2936	2205	5141	1389	840	2229	47,3%	38,1%	43,4%
Thiès	11289	12918	24207	5125	4399	9524	45,4%	34,1%	39,3%
Ziguinchor	6125	5389	11514	4481	3725	8206	73,2%	69,1%	71,3%
SENEGAL	77827	80881	158708	35876	29447	65323	46,1%	36,4%	41,2%

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE



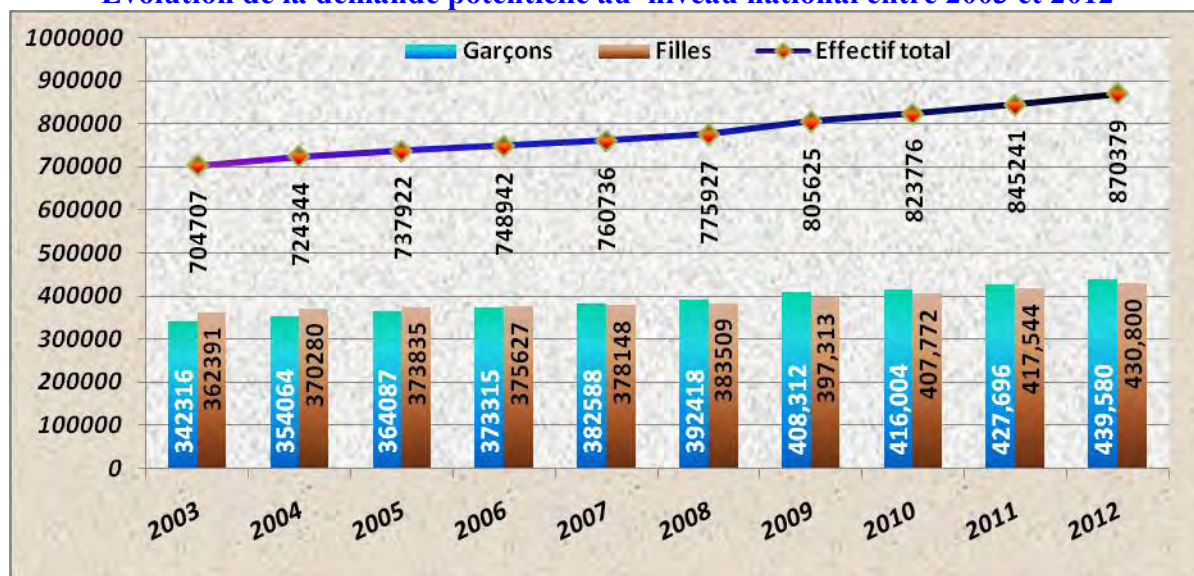
Le nouveau lycée de Dakar

La demande potentielle d'éducation

La demande potentielle pour le Secondaire se définit comme étant le nombre d'enfants âgés de 17 à 19 ans. Au niveau national, l'effectif de cette tranche d'âge a connu un taux d'accroissement moyen annuel de 2,1% entre 2003 et 2012 en passant ainsi de 704 707 à 870 379.

Du point de vue de l'accroissement d'une année à une autre, on constate que le plus grand taux est celui de 2009 correspondant à 3,8%, soit une augmentation des effectifs de 37 970. Le TAMA des garçons est supérieur à celui des filles sur toute la période 2003-2012.

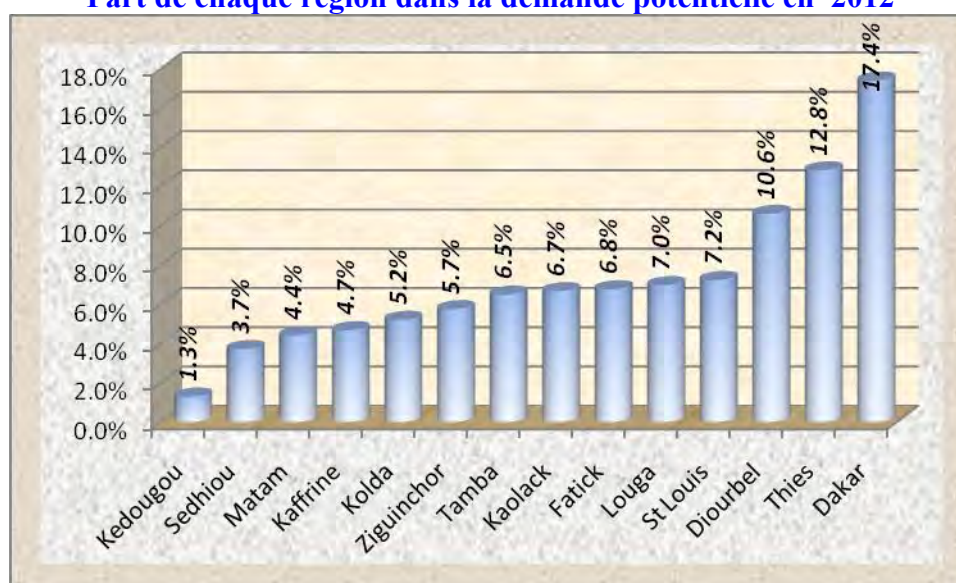
Evolution de la demande potentielle au niveau national entre 2003 et 2012



Du point de vue de la répartition de cette demande entre les différentes régions, Dakar se positionne en première place avec 17,4%, suivi de Thiès (12,8%), Diourbel (10,6%) et Saint-Louis (7,2%).

Toutes les autres régions ont un pourcentage inférieur ou égal à 7,0%. La plus faible part revient aux régions de Sédhiou et Kédougou avec respectivement 3,7% et 1,3%.

Part de chaque région dans la demande potentielle en 2012



L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Secondaire Général

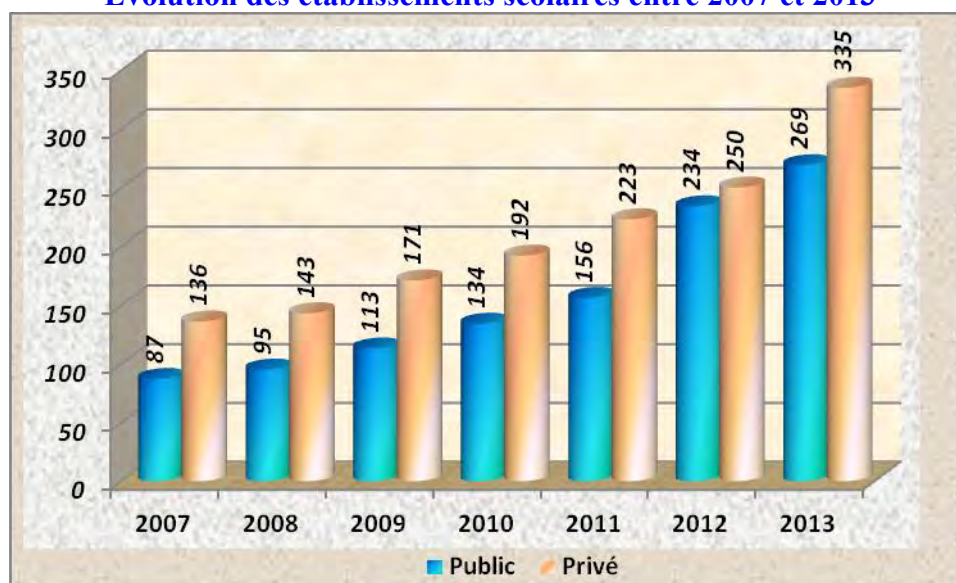
Le nombre de structures accueillant l'Enseignement Secondaire est passé de 484 en 2012 à 604 en 2013, ce qui correspond à un accroissement de 24,8% contre 27,7 en 2012. Ce qui traduit un ralentissement dans l'extension du réseau. Ces structures sont composées de collèges dotés d'un second cycle, de lycées avec un premier cycle ou comprenant uniquement un second cycle.

Entre 2007 et 2013, le nombre d'établissements privés est passé de 136 à 335, soit un doublement

du réseau. Au même moment, les établissements du Public ont connu un accroissement moyen annuel de 25,3% en voyant leur nombre évoluer de 87 à 269. L'évolution du réseau est donc essentiellement due à la forte poussée du Public. En 2013, sur les 604 structures abritant le secondaire, seules 137 se retrouvent en zone rurale.

Entre 2013, le nombre d'établissements créés est de 120.

Evolution des établissements scolaires entre 2007 et 2013



Etablissements dispensant un enseignement secondaire en 2013

Zone	Statut	1er et 2ème cycle	2ème cycle	Total
Rural	Privé	19	0	19
	Public	106	12	118
	Total	125	12	137
Urbain	Privé	300	16	316
	Public	75	76	151
	Total	375	92	467
Total		500	104	604

L'accès à l'Enseignement Secondaire Général

L'obtention d'une moyenne annuelle de 10/20 en classe de troisième (fin du premier cycle du secondaire) suffit pour passer en seconde indépendamment de la réussite à l'examen du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM). Par conséquent, le taux de transition de la classe de troisième du collège à la classe de seconde est supérieur au taux de réussite au BFEM.

On peut toutefois signaler qu'une partie des élèves de troisième s'orientent vers des filières professionnelles.

En 2012/2013, le taux de transition de la troisième au secondaire général est de 65,0% contre 60,1% en 2011/2012, soit un gain de 4,9

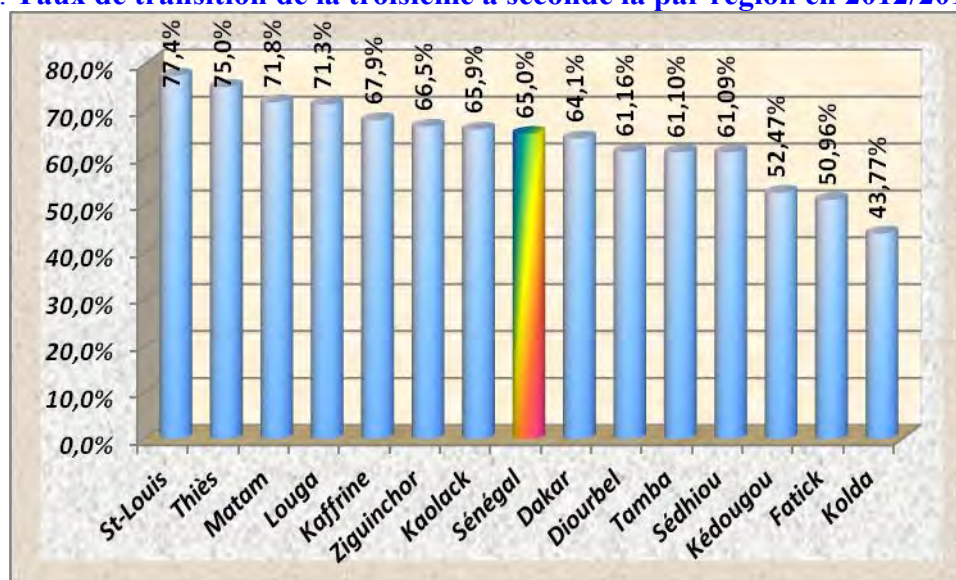
points de pourcentage ; Ce qui n'est pas négligeable du point de vue des performances.

Au niveau régional, entre 2011/2012 et 2012/2013, le taux de transition a connu une hausse dans toutes les régions excepté celles de Diourbel (-9,0), Fatick (-3,9) et Kolda (-3,3).

Les régions de Saint Louis, Thiès, Matam, Louga, Kaffrine, Ziguinchor et Kaolack sont les seules à avoir un taux de transition supérieur à celui du niveau national.

Le taux le plus élevé est atteint à Saint Louis avec 77,4% et le plus bas à Kolda avec 43,7%.

Taux de transition de la troisième à seconde par région en 2012/2013



Selon le sexe, globalement, le taux de transition est de 67,6% pour les garçons et 62,2% pour les filles. Chez les garçons, seules six régions enregistrent un taux supérieur à celui du niveau national. Les taux les plus élevés se retrouvent dans les régions de Thiès (78,7%), Saint Louis (78,4%), Matam (75,0%)

Louga (74,9%), Kaffrine (71,5%) et Kaolack (71,0%). Pour les filles, six régions ont un taux au-dessus de celui du niveau national. Les régions de Saint Louis, Thiès et Matam affichent les plus forts taux avec respectivement 76,5%, 71,3% et 68,6%.

Taux de transition 3^{ème} -2^{nde} en 2012/2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	67,2%	61,3%	64,1%
Diourbel	64,8%	57,3%	61,2%
Fatick	52,9%	48,9%	51,0%
Kaffrine	71,5%	63,3%	67,9%
Kaolack	71,0%	60,1%	65,9%
Kédougou	57,4%	42,4%	52,5%
Kolda	47,5%	37,8%	43,8%
Louga	74,9%	67,5%	71,3%
Matam	75,0%	68,6%	71,8%
Sédhiou	62,0%	58,7%	61,1%
St-Louis	78,4%	76,5%	77,4%
Tamba	63,5%	57,2%	61,1%
Thiès	78,7%	71,3%	75,0%
Ziguinchor	67,6%	65,2%	66,5%
Sénégal	67,6%	62,2%	65,0%
CV	13,56%	17,37%	14,41%

En 2013, 29,1% des élèves sont inscrits en séries scientifiques contre 32,6% en 2012, soit une baisse de 3,5 points. Ce pourcentage se décline en 25,1% pour les filles et 32,5% pour les garçons. Cette tendance de l'indicateur très en faveur des filières littéraires pose le défi de la promotion des sciences et de la technologie à relever.

Ainsi, on constate une baisse aussi bien chez les filles que chez les garçons entre 2013 et 2012, respectivement de 3,2 et de 3,5 points.

En 2013, la plus forte proportion d'élèves orientés dans les séries scientifiques est enregistrée à Dakar (41,7%). Suivi de Diourbel (36,9%), Thiès (30,4%) et Kaolack (30,1%).

La plus faible proportion se trouve à Sédhiou avec 15,0%.

Le pourcentage de filles inscrites dans les filières scientifiques est plus important dans les régions de Dakar (36,0%), Diourbel (32,8%) et Thiès (26,0%).

Par contre, les régions de Ziguinchor (11,3%) et Sédhiou (10,6%) ont enregistré les plus faibles proportions de filles orientées dans les séries scientifiques.

Compte tenu de cette tendance baissière et du niveau faible de la proportion d'élèves inscrits dans les filières scientifiques, une bonne politique d'accès et de maintien dans ces filières, reste une priorité.

Part des nouveaux inscrits dans les séries scientifiques en seconde en 2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	47,7%	36,0%	41,7%
Diourbel	40,3%	32,8%	36,9%
Fatick	25,0%	16,3%	21,0%
Kaffrine	30,0%	18,0%	25,2%
Kaolack	33,6%	25,3%	30,1%
Kédougou	17,6%	14,6%	16,8%
Kolda	22,8%	17,8%	21,2%
Louga	23,8%	15,1%	19,8%
Matam	22,7%	14,4%	18,7%
Sédhiou	16,7%	10,6%	15,0%
St-Louis	29,0%	19,3%	24,2%
Tamba	28,0%	21,1%	25,6%
Thiès	34,3%	26,0%	30,4%
Ziguinchor	17,9%	11,3%	15,1%
Sénégal	32,5%	25,1%	29,1%
CV	30,93%	36,80%	31,65%

Les effectifs de l'Enseignement Secondaire Général

Depuis 2003, on assiste à une hausse régulière des effectifs de l'enseignement secondaire général. Ainsi, les effectifs sont passés de 66 613 en 2003 à 248 509 en 2012, soit un Taux d'Accroissement Moyen Annuel (TAMA) de 14,1%.

La proportion des filles dans les effectifs de l'enseignement reste en deçà de la parité malgré une légère augmentation. L'indicateur est passé de 37,7% à 44,8%, soit un TAMA de 1,8%.

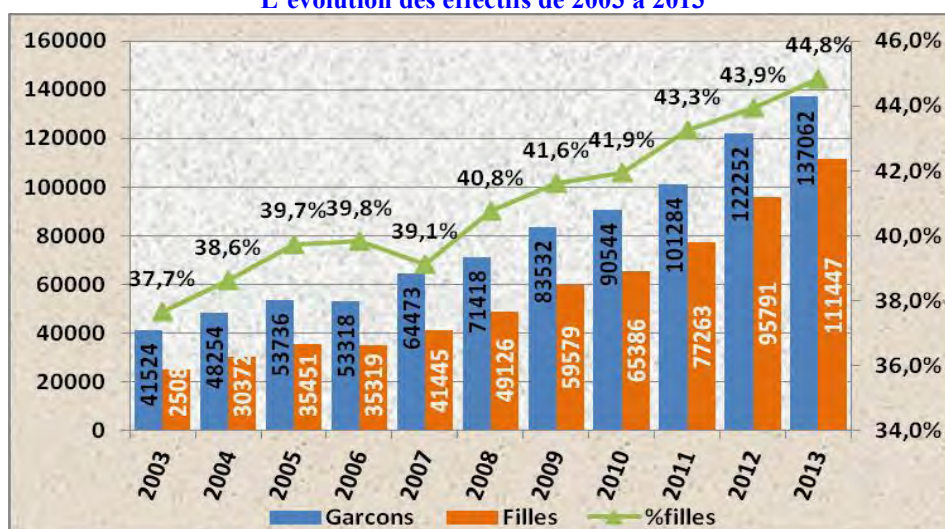
En 2013, seule l'académie de Dakar a une proportion de filles dans les effectifs supérieure à

50%. Le déséquilibre garçons/Filles est plus marqué à Kédougou et Sédhiou avec respectivement 24,2% et 26,9% de filles dans les élèves inscrits.

De façon générale, les effectifs sont plus importants dans les régions de Dakar (28,6%), Thiès (16,5%) et Ziguinchor (11,2%).

L'augmentation des effectifs du Moyen, rendue possible par la construction des collèges de proximité, doit trouver un répondant au niveau des lycées.

L'évolution des effectifs de 2003 à 2013



Les effectifs et la participation féminine en 2013

IA	Garçons	Filles	Total	%Filles
Dakar	35255	35704	70959	50,3%
Diourbel	6909	5264	12173	43,2%
Fatick	7626	6347	13973	45,4%
Kaffrine	2017	1381	3398	40,6%
Kaolack	10661	7512	18173	41,3%
Kédougou	1391	444	1835	24,2%
Kolda	4571	2208	6779	32,6%
Louga	6057	5076	11133	45,6%
Matam	3005	2601	5606	46,4%
Sédhiou	6723	2478	9201	26,9%
St-Louis	9654	8554	18208	47,0%
Tamba	5357	2993	8350	35,8%
Thiès	21536	19472	41008	47,5%
Ziguinchor	16300	11413	27713	41,2%
Sénégal	137062	111447	248509	44,8%
Moyenne	9790	7961	17751	40,6%
Min	1391	444	1835	24,2%
Max	35255	35704	70959	50,3%
Ecart type	8823	9060	17828	7,6%
C V	90,12%	113,81%	100,43%	18,80%

Entre 2012 et 2013, la part du public dans les effectifs a perdu 0,3 point en passant de 73,8% à 73,5. L'enseignement secondaire général reste encore dominé par le public. Globalement, trois académies (Dakar, Sédhiou, et Ziguinchor) sur les quatorze sont au-dessous du niveau national (73,5%). Les académies de Matam, St-Louis et Fatick enregistrent les taux les plus élevés avec respectivement 97,1%, 95,9% et 87,7%.

Chez les garçons, les pourcentages les plus élevés sont obtenus à Matam (97,6%) et St-Louis (96,2%) et Fatick (89,6%). Les plus faibles pourcentages sont notés à Dakar (60,1%) et à Ziguinchor (68,3%).

Pour les filles, le maximum est aussi atteint à Matam (96,6%), suivi de Saint-Louis (95,6%) et de Fatick (85,5%). Comme chez les garçons, les plus faibles proportions sont relevées à Dakar (60,5%) et à Ziguinchor (64,5%).

La part du Public dans les effectifs en 2013

IA	Total			Public		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	35255	35704	70959	60,1%	60,5%	60,3%
Diourbel	6909	5264	12173	77,7%	74,6%	76,4%
Fatick	7626	6347	13973	89,6%	85,5%	87,7%
Kaffrine	2017	1381	3398	83,9%	83,6%	83,8%
Kaolack	10661	7512	18173	80,2%	77,7%	79,2%
Kédougou	1391	444	1835	87,9%	83,1%	86,8%
Kolda	4571	2208	6779	77,3%	71,6%	75,4%
Louga	6057	5076	11133	84,0%	82,3%	83,2%
Matam	3005	2601	5606	97,6%	96,6%	97,1%
Sédhiou	6723	2478	9201	72,3%	69,8%	71,6%
St-Louis	9654	8554	18208	96,2%	95,6%	95,9%
Tamba	5357	2993	8350	81,4%	80,7%	81,1%
Thiès	21536	19472	41008	74,5%	73,3%	73,9%
Ziguinchor	16300	11413	27713	68,3%	64,5%	66,7%
Sénégal	137062	111447	248509	74,5%	72,3%	73,5%
Moyenne	9790	7961	17751	80,8%	78,5%	79,9%
Min	1391	444	1835	60,1%	60,5%	60,3%
Max	35255	35704	70959	97,6%	96,6%	97,1%
Ecart type	8823	9060	17828	9,9%	10,1%	9,9%
C V	90,12%	113,81%	100,43%	12,31%	12,83%	12,43%

La part des filles dans les effectifs inscrits dans les séries scientifiques en 2012

L'examen de la part des filles dans les nouveaux inscrits en seconde dans les filières scientifiques, montre que les filles sont minoritaires dans les effectifs globaux du secondaire général. Pourtant de 2003 à 2013, la part des filles a régulièrement augmenté, passant de 37,7% à 44,8%, soit un accroissement moyen annuel de 1,8%.

Entre 2012 et 2013, la part des filles dans les séries scientifiques est passée de 37,5% à 37,7%, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage.

Au plan régional, les hausses ont été plus accentuées dans les régions de Matam, Diourbel et Kaffrine. Par contre les hausses les plus faibles se signalent à Thiès et Ziguinchor.

En classe de seconde S, les filles représentent 38,8% et perdent 0,1 point par rapport à

l'année passée. La part des filles s'élève à 37,6% pour la première et à 36,5% pour la terminale de série S.

Globalement dans les régions, Dakar présente le taux le plus élevé aussi bien en seconde (43,6%), en première (43,0%) qu'en terminale (41,4%). On trouve les taux les plus bas à tous les niveaux du secondaire, dans les régions de Kédougou et Sédhiou. Cela pourrait être imputé à des contraintes socioculturelles défavorables à l'accès et au maintien des filles dans ces filières.

Hormis Dakar, les régions de Diourbel et Thiès marquent les scores les plus importants en classe de seconde. Pour la classe de première, c'est à Kaffrine (40,1%) et Thiès (37,9%) que la part des filles est plus importante. Pour la terminale, Louga (41,2%) et Matam (36,7%) se positionnent après Dakar.

Part des filles dans les effectifs des séries scientifiques en 2013

	Seconde		Première		Terminale		Total	% Filles
	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles		
Dakar	10395	43,6%	9492	43,0%	9035	41,4%	28922	42,7%
Diourbel	1809	41,2%	1326	33,9%	1159	31,8%	4294	36,4%
Fatick	1152	36,5%	877	35,7%	690	34,3%	2719	35,7%
Kaffrine	374	28,3%	347	40,1%	114	21,9%	835	32,3%
Kaolack	2381	35,4%	1432	30,9%	1382	31,9%	5195	33,2%
Kédougou	145	21,4%	89	19,1%	93	22,6%	327	21,1%
Kolda	594	26,6%	384	26,8%	363	25,1%	1341	26,2%
Louga	914	36,3%	727	34,4%	616	41,2%	2257	37,0%
Matam	491	37,1%	318	34,0%	362	36,7%	1171	36,1%
Sédhiou	560	21,4%	421	14,7%	323	18,6%	1304	18,6%
St-Louis	1709	38,8%	989	33,0%	919	30,3%	3617	35,0%
Tamba	949	28,8%	569	32,9%	500	28,6%	2018	29,9%
Thiès	4717	39,7%	3567	37,9%	3716	35,5%	12000	37,9%
Ziguinchor	1629	31,1%	1148	28,4%	995	28,6%	3772	29,6%
Sénégal	27819	38,8%	21686	37,6%	20267	36,5%	69772	37,7%
Moyenne	1987	33,3%	1549	31,8%	1448	30,6%	4984	32,3%
Min	145	21,4%	89	14,7%	93	18,6%	327	18,6%
Max	10395	43,6%	9492	43,0%	9035	41,4%	28922	42,7%
Ecart type	2587	6,8%	2353	7,3%	2279	6,7%	7210	6,4%
C V	130,18%	20,55%	151,90%	23,10%	157,39%	21,93%	144,67%	19,89%

La participation

L'Enseignement Secondaire Général constitue la destination privilégiée des élèves en provenance des collèges malgré l'existence du secondaire technique et des établissements de formation professionnelle.

Entre 2003 et 2013, le TBS global a évolué de 9,8% à 28,6%, soit une hausse de 18,7 point de pourcentage; Cette amélioration peut s'expliquer du fait que le TBS des filles a été multiplié par 3,6 ; passant ainsi de 7,2% à 25,9%. Celui des garçons s'est vu également multiplier par 2,5 en passant de 12,6% à 31,2%.

Les TBS ont augmenté de manière régulière tout au long de la période sauf entre 2005 et 2006 où l'on constate une petite baisse globale de 0,3 point de pourcentage.

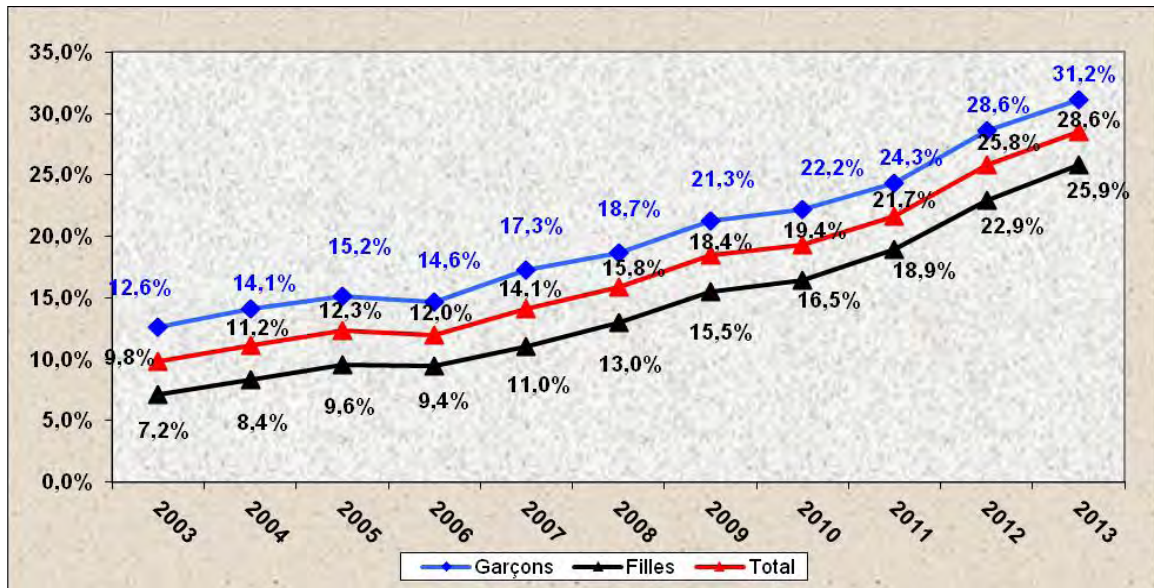
Au niveau des régions, en 2013, cinq des régions ont enregistré un taux brut de scolarisation supérieur à celui du niveau national. Les taux les plus élevés se trouvent à Ziguinchor (55,4%), Dakar (46,9%), et Thiès (36,7%). La région de Kaffrine a le taux le plus faible avec seulement (8,4%), suivi de Diourbel (13,2%) et Matam (14,6%).

L'indice de parité, a enregistré une légère augmentation en faveur des filles en passant de 0,7 en 2012 à 0,8 en 2013. Même si Ziguinchor, Dakar et Thiès ne sont pas loin de la parité Kédougou et Sédhiou ont des indices de parité inférieurs à 0,5. En matière de scolarisation, des efforts restent à faire pour les régions de Kaffrine, Diourbel, Matam, Tamba, Kolda et Kédougou.

Taux brut de scolarisation par région et sexe en 2013

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	48,3%	45,5%	46,9%
Diourbel	15,5%	11,1%	13,2%
Fatick	25,2%	22,2%	23,7%
Kaffrine	9,8%	6,9%	8,4%
Kaolack	36,2%	26,3%	31,3%
Kédougou	24,1%	8,1%	16,3%
Kolda	19,4%	10,2%	15,0%
Louga	19,7%	17,0%	18,3%
Matam	15,4%	13,7%	14,6%
Sédhiou	39,9%	16,0%	28,4%
St-Louis	29,8%	28,0%	28,9%
Tamba	18,5%	10,9%	14,8%
Thiès	37,4%	36,0%	36,7%
Ziguinchor	62,4%	47,8%	55,4%
Sénégal	31,2%	25,9%	28,6%
Moyenne	28,7%	21,4%	25,1%
Min	9,8%	6,9%	8,4%
Max	62,4%	47,8%	55,4%
Ecart type	14,1%	13,1%	13,3%
C V	49,25%	61,18%	52,72%

Evolution du TBS entre 2003 et 2013



La taille des classes pédagogiques

Au niveau national, l'objectif de taux d'encadrement de 45 élèves par groupe pédagogique pour 2013 est atteint malgré quelques disparités. Il est passé de 38 élèves par groupe pédagogique en 2012 à 39 en 2013, soit 1 élève de plus par groupe.

L'objectif est atteint dans tous les niveaux du secondaire avec une taille de groupe pédagogique de 43 en Seconde, 34 en Première et 39 en Terminale.

Au niveau régional, globalement, hormis Tamba (52) et Kaolack (47), le ratio est partout ailleurs inférieur à l'objectif.

Dans le Public, l'objectif est loin d'être atteint avec un ratio de 47 pour le global,

52 en classe de seconde, 41 en première et 47 en classe de terminale. En dehors de Kaffrine (16), Kédougou (40), Matam (35), Sédhiou (43) et Saint Louis (41), toutes les régions sont bien au-delà de l'objectif de 45. Cette situation pose le problème de la qualité de l'encadrement pédagogique dans les établissements publics de ces régions.

Les ratios au niveau du Public sont plus élevés que ceux du global (Public et Privé réunis) dans tous les niveaux du secondaire. L'expansion du privé, liée à la diversification de l'offre éducative, a contribué à réduire la taille moyenne des classes pédagogiques.

Ratio élèves/groupe pédagogique dans le Public et le Privé en 2013

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	42	33	35	37
Diourbel	40	36	54	42
Fatick	41	31	41	37
Kaffrine	16	13	54	18
Kaolack	53	42	46	47
Kédougou	48	32	41	41
Kolda	51	39	39	43
Louga	39	30	30	33
Matam	46	29	28	35
Sédhiou	47	37	49	45
St-Louis	48	32	44	41
Tamba	53	49	53	52
Thiès	40	36	35	37
Ziguinchor	46	40	49	45
Sénégal	43	34	39	39
Moyenne	43	34	43	39
Minimum	16	13	28	18
Maximum	53	49	54	52
Ecart-Type	9	8	8	8
CV	20,31%	22,82%	19,65%	19,51%

Ratio élèves/groupe pédagogique dans le Public en 2013

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	58	43	48	49
Diourbel	64	57	54	59
Fatick	53	45	44	48
Kaffrine	15	12	54	16
Kaolack	56	44	48	50
Kédougou	47	31	40	40
Kolda	53	40	40	45
Louga	53	40	46	47
Matam	47	29	28	35
Sédhiou	45	38	47	43
St-Louis	49	32	45	41
Tamba	55	49	49	51
Thiès	53	49	50	51
Ziguinchor	57	45	45	50
Sénégal	52	41	47	47
Moyenne	50	40	46	45
Minimum	15	12	28	16
Maximum	64	57	54	59
Ecart-Type	11	11	6	10
CV	21,85%	26,95%	13,99%	21,72%

La disponibilité des manuels scolaires

L'Etat s'est inscrit dans la perspective de doter chaque lycéen des manuels dans les disciplines fondamentales dans le but de relever le niveau des acquis scolaires des élèves et de placer le livre au cœur de leur formation.

Le nombre de manuels par élève est passé de 2,8 en 2012 à 2,4 en 2013. Non seulement le ratio a diminué de 0,4 point entre 2012 et 2013, il reste encore faible par rapport à l'objectif. Toutes les régions sont en dessous de l'objectif qui est de 6 livres/élève. Dix régions ont un ratio inférieur à celui du niveau national (2,4).

Pour les classes de seconde, le ratio s'établit à 2,9 contre 3,4 à l'année dernière. Pour les classes de première, il est de 2,0 contre 2,2 et pour les classes de terminale, il s'élève à 2,0 contre 2,5.

Au niveau des classes de seconde, première et terminale seule l'Académie de Diourbel a atteint l'objectif.

Des efforts importants devront être faits en priorité pour les classes de première et terminale. Les régions de St-Louis, Fatick, Kaolack, Kolda, Matam, et Tamba devront aussi bénéficier d'un traitement spécifique en dotation de manuels du secondaire général.

Répartition des manuels par niveau d'étude en 2013

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	3,2	2,3	2,0	2,6
Diourbel	6,4	6,3	6,5	6,4
Fatick	1,7	1,4	2,0	1,7
Kaffrine	3,6	1,3	0,8	2,2
Kaolack	2,6	0,9	1,4	1,8
Kédougou	4,1	3,1	1,9	3,2
Kolda	1,6	1,5	0,4	1,3
Louga	4,5	3,9	3,7	4,1
Matam	1,7	1,8	1,5	1,7
Sédhiou	3,6	1,4	1,2	2,3
St-Louis	1,7	0,9	0,9	1,2
Tamba	2,4	1,6	1,6	1,9
Thiès	3,0	1,6	1,8	2,2
Ziguinchor	2,4	2,0	2,1	2,2
Sénégal	2,9	2,0	2,0	2,4
Moyenne	3,0	2,2	2,0	2,5
Minimum	1,6	0,9	0,4	1,2
Maximum	6,4	6,3	6,5	6,4
Ecart-Type	1,3	1,4	1,5	1,3
CV	42,67%	65,40%	74,68%	52,61%

Evolution de la part des femmes dans le personnel enseignant du Public

La part des femmes dans les effectifs du personnel enseignant est restée constante entre 2012 et 2013 avec 19,4%.

Si au niveau global, on constate une constance, la situation par zone montre des évolutions. En zone rurale, elle a connu une baisse de 0,6 points en passant de 14,5% à 13,9% alors qu'en milieu urbain elle s'est accrue de 0,7 points, soit 22,3% en 2012 contre 23,1% en 2013.

Entre 2012 et 2013, les régions Kédougou, Sédhiou et Saint-Louis sont les seules où la part des femmes dans le personnel enseignant a connu une augmentation en milieu rural. Par contre, en milieu urbain, le pourcentage des femmes s'est accru partout à l'exception de Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Sédhiou, et Tamba. Les baisses sont souvent dues à l'affectation du personnel enseignant parfois non remplacé.

Evolution de la part des femmes dans les effectifs entre 2012 et 2013

IA	2012			2013		
	Rural	Urbain	Total	Rural	Urbain	Total
Dakar	19,0%	27,9%	27,5%	18,8%	30,1%	29,6%
Diourbel	17,1%	19,0%	18,3%	16,4%	19,4%	18,2%
Fatick	19,0%	21,3%	19,7%	17,0%	20,0%	17,9%
Kaffrine	9,4%	20,0%	16,3%	8,0%	20,7%	15,9%
Kaolack	15,5%	24,6%	20,5%	13,9%	25,9%	20,4%
Kédougou	10,7%	16,7%	13,4%	11,8%	13,3%	12,4%
Kolda	8,4%	18,6%	14,3%	7,7%	17,0%	12,6%
Louga	20,6%	20,5%	20,5%	19,7%	22,3%	21,0%
Matam	11,9%	19,0%	14,2%	11,9%	16,3%	13,3%
Sédhiou	9,9%	13,3%	11,4%	10,6%	13,2%	11,7%
St-Louis	16,6%	21,2%	19,6%	17,5%	21,3%	19,9%
Tamba	16,9%	17,2%	17,1%	15,3%	17,0%	16,4%
Thiès	16,6%	20,9%	19,5%	16,1%	21,8%	19,7%
Ziguinchor	9,4%	18,6%	13,7%	8,9%	18,9%	13,4%
Sénégal	14,5%	22,3%	19,4%	13,9%	23,1%	19,4%
Moyenne	14,4%	19,9%	17,6%	13,8%	19,8%	17,3%
Minimum	8,4%	13,3%	11,4%	7,7%	13,2%	11,7%
Maximum	20,6%	27,9%	27,5%	19,7%	30,1%	29,6%
Ecart-Type	4,1%	3,3%	4,0%	3,9%	4,4%	4,6%
CV	28,31%	16,80%	22,78%	28,11%	22,26%	26,70%

Les enseignants des lycées et collèges publics selon le diplôme académique

Le personnel enseignant du Moyen Secondaire et Général est recruté avec au minimum le baccalauréat.

Les titulaires du BAC ou de la licence enseignent dans les collèges même si quelques uns parmi eux officient au niveau du Secondaire. Ceux qui détiennent la maîtrise ou un diplôme supérieur enseignent au niveau du Secondaire.

En 2013, le nombre de titulaires du BAC au plus représente 92,7% des enseignants. Les parts les plus élevées sont recensées à Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Ziguinchor, Dakar, Thiès, avec respectivement 96,1% ; 95,9% ; 95,9% ; 94,8% ; 94,4%, et 94,2%. L'académie de Matam avec ses 85,8% à la

plus faible part. Dans neuf régions, le pourcentage des titulaires du « BAC et plus » est supérieur à celui du niveau national.

Pour 2,8% du personnel, le diplôme est soit « indéterminé », soit autre que ceux qu'on a l'habitude de rencontrer. Les titulaires du BFEM représentent 4,4%. Il s'agit souvent des « chargés de cours » au niveau des collèges.

Au niveau des régions, c'est à Saint-Louis suivi de Matam et Fatick que l'on retrouve les pourcentages les plus élevés d'enseignants dont le diplôme n'est pas déterminé.

Le diplôme académique a pu être identifié pour 97,2% des enseignants.

Pourcentage du personnel par type de diplôme et par région en 2013

IA	BFEM	BAC	Plus du BAC	Indéterm.	Total
Dakar	2,2%	26,2%	68,2%	3,4%	100,0%
Diourbel	4,9%	45,4%	47,5%	2,2%	100,0%
Fatick	6,1%	38,7%	48,3%	7,0%	100,0%
Kaffrine	3,0%	45,4%	50,7%	0,9%	100,0%
Kaolack	3,9%	42,4%	53,5%	0,2%	100,0%
Kédougou	3,9%	48,2%	47,7%	0,2%	100,0%
Kolda	10,5%	61,1%	28,3%	0,2%	100,0%
Louga	3,4%	39,2%	57,2%	0,2%	100,0%
Matam	6,4%	44,6%	41,2%	7,9%	100,0%
Sédhiou	8,3%	53,0%	37,9%	0,9%	100,0%
St-Louis	3,8%	37,1%	50,5%	8,5%	100,0%
Tamba	5,1%	53,8%	41,1%	0,0%	100,0%
Thiès	3,5%	37,6%	56,6%	2,3%	100,0%
Ziguinchor	4,1%	48,5%	46,3%	1,1%	100,0%
Sénégal	4,4%	40,9%	51,8%	2,8%	100,0%
Moyenne	4,9%	44,4%	48,2%	2,5%	100,0%
Minimum	2,2%	26,2%	28,3%	0,0%	100,0%
Maximum	10,5%	61,1%	68,2%	8,5%	100,0%
Ecart-Type	2,1%	8,3%	9,3%	2,9%	0,0%
CV	43,50%	18,76%	19,19%	118,37%	0,00%

En 2013, parmi le personnel féminin les 94,3% ont le Bac ou plus alors que chez les hommes ils sont 92,3%. Le diplôme académique est identifié pour 97,2% des enseignantes. Au niveau des régions de Kaffrine, Kédougou, Louga et Sédhiou, les diplômes académiques ont été identifiés pour toutes les enseignantes. Les « indéterminés » se retrouvent le plus à Matam (11,6%) Saint Louis (9,5%), Fatick (5,4%), Diourbel (3,3%) et Thiès (2,3%). A Kédougou 100% des femmes enseignantes sont titulaires du BAC ou plus. Dans onze régions, le pourcentage est supérieur à 90%. Saint Louis, avec 87,9%,

a le plus faible pourcentage de femmes titulaires du Bac ou d'un diplôme supérieur.

Chez les hommes, Kaffrine, Kaolack, Louga, Kédougou, Ziguinchor, Tamba et Thiès se retrouvent avec les pourcentages les plus élevés d'enseignants ayant au moins le Bac. Ils enregistrent respectivement 96,1% ; 95,5% ; 95,5%, 95,3% ; 95,0% ; 94,3% et 94,0%. Les « indéterminé » sont plus importants à Saint-Louis, Matam, Fatick, Dakar et Thiès avec respectivement 8,3%, 7,3%, 7,3%, 3,8% et 2,3%.

Pourcentage d'enseignants par sexe et par type de diplôme académique en 2013

IA	FEMMES				HOMMES			
	BFEM	BAC	Plus du BAC	Indéter	BFEM	BAC	Plus du BAC	Indéter
Dakar	1,8%	31,5%	64,3%	2,4%	2,4%	23,9%	69,9%	3,8%
Diourbel	2,9%	56,4%	37,4%	3,3%	5,3%	43,0%	49,8%	1,9%
Fatick	3,7%	48,5%	42,4%	5,4%	6,6%	36,5%	49,5%	7,3%
Kaffrine	4,1%	58,9%	37,0%	0,0%	2,8%	42,9%	53,2%	1,0%
Kaolack	1,9%	50,7%	47,1%	0,2%	4,4%	40,3%	55,2%	0,2%
Kédougou	0,0%	54,9%	45,1%	0,0%	4,4%	47,2%	48,1%	0,3%
Kolda	12,3%	71,2%	16,0%	0,6%	10,2%	59,7%	30,1%	0,1%
Louga	0,4%	53,9%	45,7%	0,0%	4,3%	35,3%	60,2%	0,2%
Matam	3,6%	52,9%	31,9%	11,6%	6,8%	43,3%	42,6%	7,3%
Sédhiou	5,3%	60,7%	34,0%	0,0%	8,7%	51,9%	38,4%	1,0%
St-Louis	2,6%	39,7%	48,3%	9,5%	4,1%	36,5%	51,1%	8,3%
Tamba	1,8%	66,1%	32,1%	0,0%	5,7%	51,4%	42,9%	0,0%
Thiès	2,3%	45,9%	49,4%	2,3%	3,7%	35,6%	58,4%	2,3%
Ziguinchor	5,7%	54,8%	38,6%	0,9%	3,9%	47,5%	47,5%	1,1%
Sénégal	2,9%	46,0%	48,2%	2,8%	4,8%	39,7%	52,7%	2,8%
Moyenne	3,5%	53,3%	40,7%	2,6%	5,2%	42,5%	49,8%	2,5%
Minimum	0,0%	31,5%	16,0%	0,0%	2,4%	23,9%	30,1%	0,0%
Maximum	12,3%	71,2%	64,3%	11,6%	10,2%	59,7%	69,9%	8,3%
Ecart-Type	2,9%	9,7%	10,7%	3,6%	2,1%	8,6%	9,5%	2,9%
CV	83,96%	18,29%	26,40%	139,46%	40,23%	20,21%	19,03%	115,81%

Les enseignants des lycées et collèges publiques selon le diplôme professionnel

Pour enseigner dans le moyen il faut être titulaire du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement Moyen (CAEM) ou du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement dans les Collèges d'Enseignement Moyen (CAECEM). Toutefois, on retrouve des chargés de cours au niveau du moyen qui souvent sont des instituteurs ayant le Bac. Au niveau de l'enseignement secondaire, on devrait retrouver les détenteurs du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement Secondaire (CAES). A ce niveau aussi, on retrouve aussi bien les titulaires du CAEM que du CAECEM. Depuis l'avènement des vacataires certains enseignants sont sans diplôme professionnel.

En 2013, le diplôme professionnel n'a pu être identifié que pour 54,6% des enseignants, soit un peu plus de la moitié. Ceux dont le diplôme n'a pas pu être identifié ou ont un autre type de

diplôme représentent 45,4%. Ce fort pourcentage est dû au fait que plus de 60% des enseignants sont des contractuels ou des vacataires et en plus la plupart n'ont pas encore reçu de formation à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) afin de passer l'examen professionnel.

Au plan régional, à Matam pour 60,9% des enseignants le diplôme est autre ou indéterminé. Après Matam, les pourcentages les plus élevés sont enregistrés à Sédhiou, Fatick et Kaolack avec respectivement 57,6% 55,8% et 55,4%. La région de Dakar, avec 31,2% de « sans diplomes et/ou d'indéterminé » est celle qui a le plus de personnel qualifié. Elle est suivie par Thiès et Kaffrine avec respectivement 31,4% et 41,3%.

Taux de qualification par type de diplôme professionnel en 2013

IA	CEAP	CAP	CAECEM	CAEM	CAES/ CAPES	indét & sans diplôme
Dakar	0,5%	3,0%	21,1%	26,2%	18,0%	31,2%
Diourbel	0,4%	1,8%	23,6%	19,4%	9,2%	45,5%
Fatick	1,1%	1,6%	22,2%	13,8%	5,4%	55,8%
Kaffrine	0,4%	1,3%	29,6%	18,5%	8,9%	41,3%
Kaolack	0,3%	4,5%	18,3%	15,3%	6,0%	55,4%
Kédougou	0,0%	0,7%	27,5%	15,6%	6,6%	49,6%
Kolda	0,1%	6,4%	21,1%	10,0%	4,8%	57,6%
Louga	1,0%	4,6%	24,7%	17,5%	11,0%	41,3%
Matam	0,5%	1,2%	16,4%	14,4%	6,7%	60,9%
Sédhiou	0,6%	4,5%	21,1%	11,7%	4,4%	57,6%
St-Louis	1,5%	2,3%	20,4%	16,9%	8,5%	50,4%
Tamba	0,1%	0,6%	22,4%	15,8%	6,7%	54,4%
Thiès	0,4%	3,1%	28,2%	24,3%	12,5%	31,4%
Ziguinchor	0,3%	1,1%	25,6%	15,5%	6,1%	51,3%
Sénégal	0,6%	2,8%	22,8%	18,6%	9,8%	45,4%
Moyenne	0,5%	2,6%	23,0%	16,8%	8,2%	48,8%
Minimum	0,0%	0,6%	16,4%	10,0%	4,4%	31,2%
Maximum	1,5%	6,4%	29,6%	26,2%	18,0%	60,9%
Ecart-Type	0,4%	1,7%	3,6%	4,2%	3,5%	9,2%
CV	76,18%	65,81%	15,77%	25,15%	43,11%	18,76%

Le taux de redoublement dans le secondaire général en 2012

En fin d'année scolaire 2012, le taux de redoublement global au niveau du secondaire général est de 19,5% contre 20,9% en 2010/2011. Soit une diminution de 1,4 point de pourcentage. Il est de 20,6% chez les garçons et de 18,1% pour les filles. Au niveau global, huit régions ont un taux de redoublement supérieur à celui du niveau national. Le plus fort taux est enregistré à Sédhiou (27,8%) et le plus faible à Saint Louis (12,0%).

Chez les filles, dix régions ont enregistré un taux supérieur à celui du niveau national. Sédhiou avec 30,2% enregistre le plus élevé et Saint Louis le plus faible avec 12,6%.

Pour les garçons, sept académies ont un taux au dessus du national. Comme chez les filles, c'est

Sédhiou qui a le taux le plus élevé (26,9%) et Saint Louis le plus faible (11,5%).

L'examen du redoublement par niveau et par sexe révèle que le taux des garçons est supérieur à celui des filles aussi bien en seconde qu'en première et terminale. L'écart entre les sexes varie entre 0,6 point en Première et 6,2 points en Terminale.

Pour la seconde, c'est à Ziguinchor qu'on retrouve les taux les plus élevés avec 23,1% chez les garçons, 25,0% pour les filles et 23,9% pour le global. Au niveau de la classe de première, c'est Fatick qui enregistre la plus forte valeur chez les garçons (23,5%), mais chez les filles, elle se retrouve à Sédhiou. En terminale, c'est l'Académie de Tamba qui a le plus fort taux pour le global (41,3%).

Taux de redoublement du secondaire général par niveau en 2012

IA	Seconde			Première			Terminale			cycle		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	8,1%	8,2%	8,2%	9,6%	9,6%	9,6%	49,0%	23,7%	36,6%	22,1%	13,6%	17,8%
Diourbel	12,2%	13,1%	12,6%	13,0%	13,6%	13,3%	19,5%	19,5%	19,5%	14,5%	15,0%	14,7%
Fatick	14,9%	14,4%	14,6%	23,5%	21,7%	22,7%	36,1%	44,7%	39,7%	23,2%	24,1%	23,6%
Kaffrine	8,7%	6,6%	7,9%	9,5%	13,6%	11,1%	31,6%	50,2%	38,5%	15,0%	19,6%	16,8%
Kaolack	14,3%	14,5%	14,4%	19,0%	18,6%	18,8%	36,3%	39,5%	37,6%	22,0%	23,3%	22,5%
Kédougou	16,8%	12,4%	15,5%	17,3%	17,9%	17,4%	39,4%	40,8%	39,7%	24,7%	21,6%	23,8%
Kolda	10,8%	10,6%	10,8%	8,5%	8,8%	8,6%	39,4%	40,4%	39,7%	18,4%	19,4%	18,7%
Louga	13,4%	13,6%	13,5%	12,9%	10,6%	11,9%	27,8%	32,0%	29,6%	17,3%	17,7%	17,5%
Matam	16,6%	18,1%	17,3%	13,0%	15,2%	13,9%	30,1%	37,4%	32,9%	19,1%	21,6%	20,1%
Sédhiou	20,7%	22,8%	21,3%	21,0%	24,1%	21,8%	39,0%	43,1%	40,1%	26,9%	30,2%	27,8%
St-Louis	11,1%	11,2%	11,1%	8,6%	9,9%	9,2%	15,9%	18,1%	16,9%	11,5%	12,6%	12,0%
Tamba	18,1%	19,0%	18,4%	19,1%	16,1%	18,0%	39,6%	44,6%	41,3%	24,7%	25,1%	24,8%
Thiès	16,1%	13,6%	14,9%	12,3%	13,2%	12,7%	31,7%	34,9%	33,2%	20,2%	20,2%	20,2%
Ziguinchor	23,1%	25,0%	23,9%	17,8%	16,9%	17,4%	25,6%	26,8%	26,0%	22,6%	23,4%	22,9%
Sénégal	14,0%	13,3%	13,7%	13,6%	12,9%	13,3%	35,6%	29,4%	32,9%	20,6%	18,1%	19,5%
Moyenne	14,6%	14,5%	14,6%	14,6%	15,0%	14,7%	32,9%	35,4%	33,7%	20,1%	20,5%	20,2%
Min	8,1%	6,6%	7,9%	8,5%	8,8%	8,6%	15,9%	18,1%	16,9%	11,5%	12,6%	12,0%
Max	23,1%	25,0%	23,9%	23,5%	24,1%	22,7%	49,0%	50,2%	41,3%	26,9%	30,2%	27,8%
Ecart-Type	4,2%	5,0%	4,4%	4,7%	4,4%	4,5%	8,5%	9,6%	7,6%	4,3%	4,6%	4,1%
CV	28,51%	34,34%	30,20%	32,33%	29,50%	30,22%	25,71%	27,21%	22,64%	21,17%	22,43%	20,47%

Les résultats de l'examen du baccalauréat session 2013

Les performances du secondaire, appréciées par le taux de réussite au Bac ont évolué en dents de scie durant les dix dernières années. Sur la période 2003-2013, l'indicateur a perdu 1,4% en moyenne annuellement.

Son niveau le plus élevé a été atteint en 2006 à 50,2% alors que son plus bas niveau est celui de 2009 (34,4%).

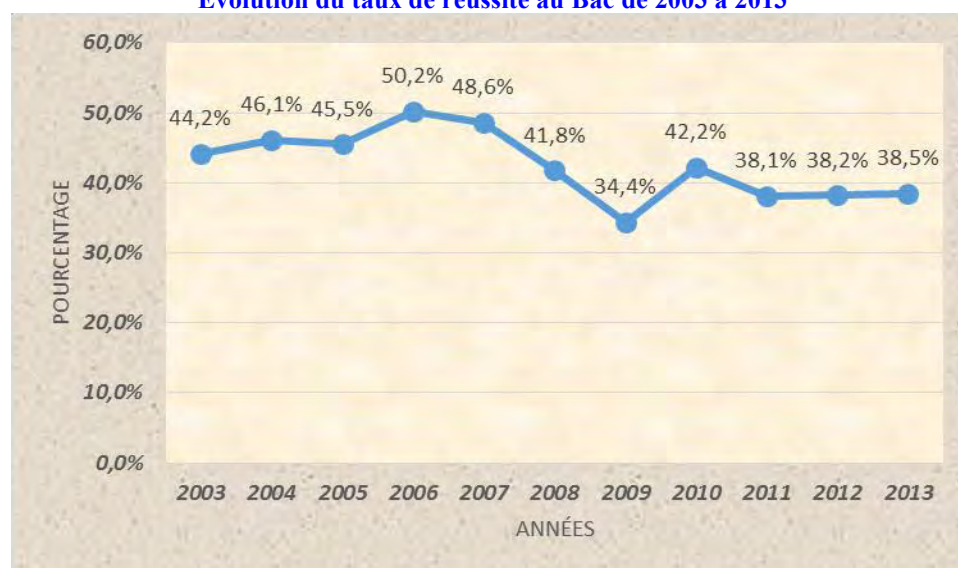
Même si le taux de réussite a enregistré une augmentation de 7,8 points de pourcentage

entre 2009 et 2010, il s'est dégradé de 4,1 points entre 2010 et 2011, passant ainsi de 42,2% à 38,1%.

Depuis 2011, le taux de réussite au Bac oscille autour de 38%, avec une légère avance des garçons sur les des filles.

Au niveau des régions, quatre sur les quatorze ont un taux inférieur au niveau national 38,5%. Les taux enregistrés varient de 24,1% à Kolda à 62,7 % à Dakar.

Evolution du taux de réussite au Bac de 2003 à 2013



Taux de réussite au Bac session 2013

	INSCRITS			PRESENTS			TAUX D'ADMISSION		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Banjul	29	23	52	28	23	51	64,3%	60,9%	62,7%
Dakar	18870	20006	38876	18346	19456	37802	43,1%	40,5%	41,7%
Diourbel	2727	1980	4707	2682	1942	4624	44,6%	35,9%	40,9%
Fatick	2520	2044	4564	2480	2024	4504	49,4%	41,5%	45,9%
Kaffrine	820	502	1322	803	494	1297	37,4%	27,9%	33,8%
Kaolack	4086	2900	6986	3991	2847	6838	39,9%	34,7%	37,7%
Kédougou	625	194	819	611	191	802	37,3%	26,2%	34,7%
Kolda	2846	1351	4197	2761	1315	4076	26,7%	18,6%	24,1%
Louga	2218	1830	4048	2175	1800	3975	49,0%	37,9%	44,0%
Matam	870	559	1429	856	550	1406	53,3%	40,9%	48,4%
St Louis	3837	3269	7106	3779	3218	6997	42,4%	35,0%	39,0%
Sédhiou	2502	960	3462	2464	946	3410	30,2%	22,1%	27,9%
Tamba	1774	1053	2827	1735	1030	2765	47,5%	35,4%	43,0%
Thiès	8559	7519	16078	8422	7412	15834	44,0%	35,7%	40,1%
Ziguinchor	8265	5712	13977	8086	5580	13666	30,8%	25,2%	28,5%
SENEGAL	60548	49902	110450	59219	48828	108047	40,7%	35,8%	38,5%

FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Cette partie traite des indicateurs financiers du programme sectoriel de l'éducation et de la formation. L'analyse faite sur l'année 2012, est basée sur les projections du modèle de simulation du Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence (PAQUET-EF) couvrant la période 2013-2025. De façon analogue, l'évolution, fréquemment convoquée dans l'analyse d'écart entre budgets simulés, budgets votés et budgets exécutés a nécessité la référence au SIMULPDEF.

Dépenses publiques de l'Etat

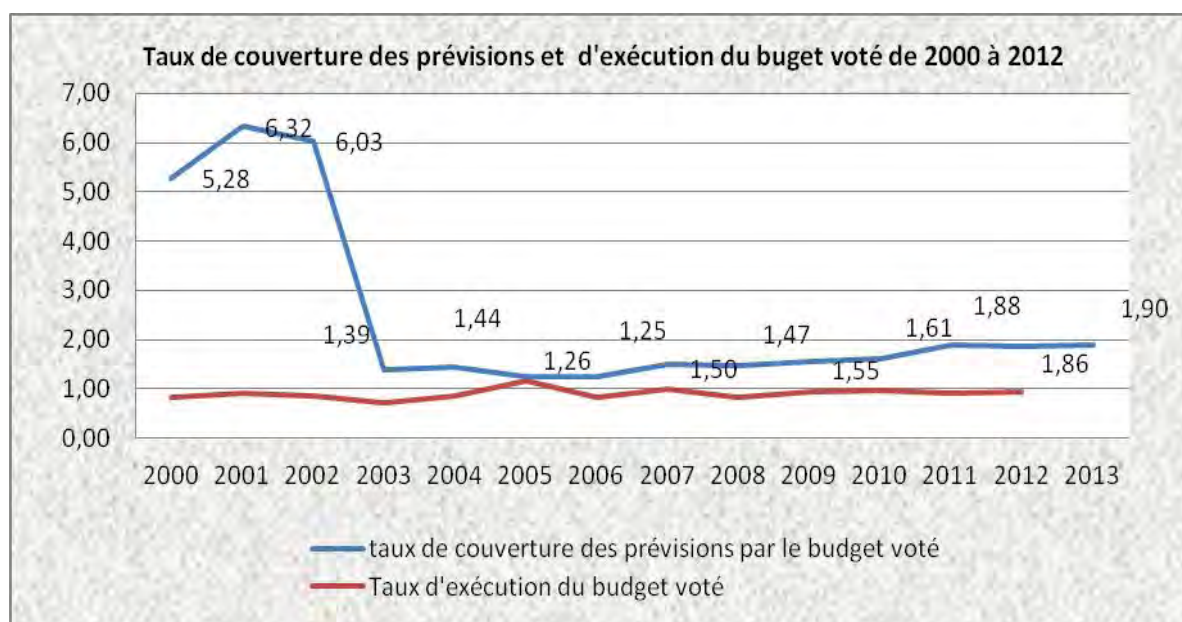
Les dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur ont connu, une augmentation de 1 359,9 milliards en valeur absolue entre 2009 et 2012 soit 69,5% en valeur relative, sur le budget voté.

Sur toute la période 2000-2012, les dépenses votées sont supérieures aux simulations surtout pour les années 2000, 2001 et 2002.

Sur toute cette période, le budget n'a jamais été exécuté entièrement à l'exception de l'année 2005 où le montant exécuté dépasse le budget voté. Cette situation s'expliquait par des dépenses réalisées et régularisées après le vote du budget.

Evolution entre 2000 et 2012 des dépenses publiques de l'Etat (en millions)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (SimulPDEF)	113,2	111,1	117,0	694,8	743,9	796,0	851,5	873,0	936,1	961,8	989,2	1018,5	1049,8	1083,2
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (LFR)	597,9	702,9	706,3	968,1	1069	1000	1067,6	1309	1371,6	1486,8	1595	1915,2	1958	2053,6
taux de couverture des prévision par le budget	5,3	6,3	6,0	1,4	1,4	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,6	1,9	1,9	1,9
Ecart entre Budget exécuté et Budget voté	484,7	591,8	589,3	273,3	325,3	204,0	216,1	435,8	435,5	525,0	605,6	896,7	908,0	970,4
Ecart entre Budget voté et prévision SimulPDEF	-98,6	-68,6	-104,0	-266,1	-163,4	154,7	174,6	-20,5	-232,2	-82,1	-45,3	-146,1	-103,8	
Dépenses publiques de l'Etat sur financement intérieur (exécution budget)	499,3	634,3	602,3	702,0	905,8	1154,7	1242,2	1288,3	1139,4	1404,7	1549,5	1769,1	1854,0	
Taux d'exécution du budget	83,5%	90,2%	85,3%	72,5%	84,7%	115,5%	82,2%	98,4%	83,1%	94,5%	97,2%	92,4%	94,7%	



Source : DPRE

Dépenses de fonctionnement de l'Etat

Entre 2009 et 2012, les dépenses de fonctionnement de l'Etat votées ont connu une augmentation de 374 500 millions en valeur absolue et 26 % en valeur relative.

L'écart entre les prévisions et les réalisations a connu une augmentation de 378 450 millions en passant de 558 280 millions en 2009 à 936 730

millions en 2012 soit une hausse de 40%.

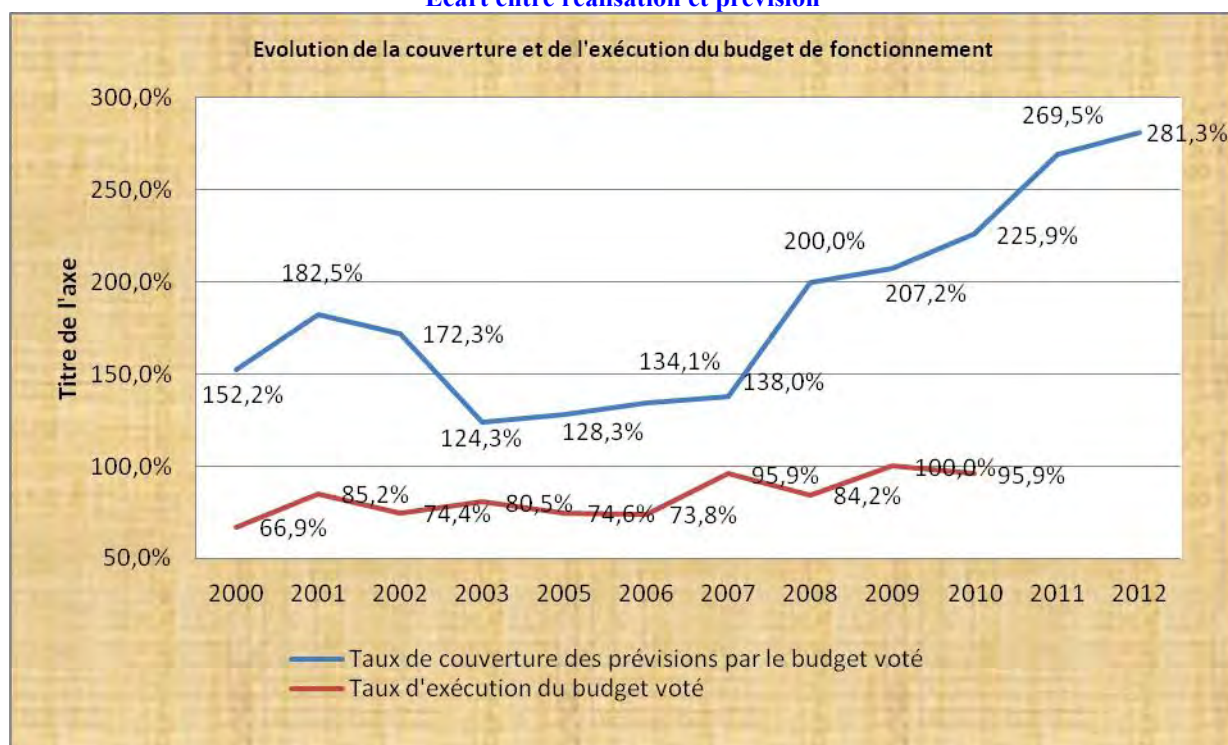
Sur la période 2000-2010, les dépenses de fonctionnement (réalisation) de l'Etat ont connu un taux d'accroissement moyen annuel de 4,73%. Durant toute la période le budget de fonctionnement de l'Etat n'a connu une exécution complète sauf pour l'année 2009.

Evolution des dépenses de fonctionnement de l'Etat de 2000 à 2012 (en millions)

	2000	2001	2002	2003	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prévisions	316,3	310,7	327,34	483	518,92	557,14	597,791	483	520,72	519,42	518,103	516,77
voté	481,3	567,1	564	600,2	665,7	747,3	825,1	966,2	1079	1173,3	1396,1	1453,5
Ecart entre budget voté et prévisions	165	256,4	236,66	117,2	146,78	190,16	227,309	483,2	558,28	653,88	877,997	936,73
Taux de couverture	152,2%	182,5%	172,3%	124,3%	128,3%	134,1%	138,0%	200,0%	207,2%	225,9%	269,5%	281,3%
Exécution	321,8	483,1	419,7	483,0	496,5	551,5	791,7	813,8	1079,0	1125,0	nr	nr
Taux d'exécution	66,9%	85,2%	74,4%	80,5%	74,6%	73,8%	95,9%	84,2%	100,0%	95,9%	nr	nr

Source : DAGE/DPRE

Ecart entre réalisation et prévision



Dépenses publiques de fonctionnement de l'Education

Entre 2000 et 2012, les dépenses publiques de fonctionnement allouées à l'éducation ont été multipliées par 4 et l'écart entre la réalisation et les prévisions par 30.

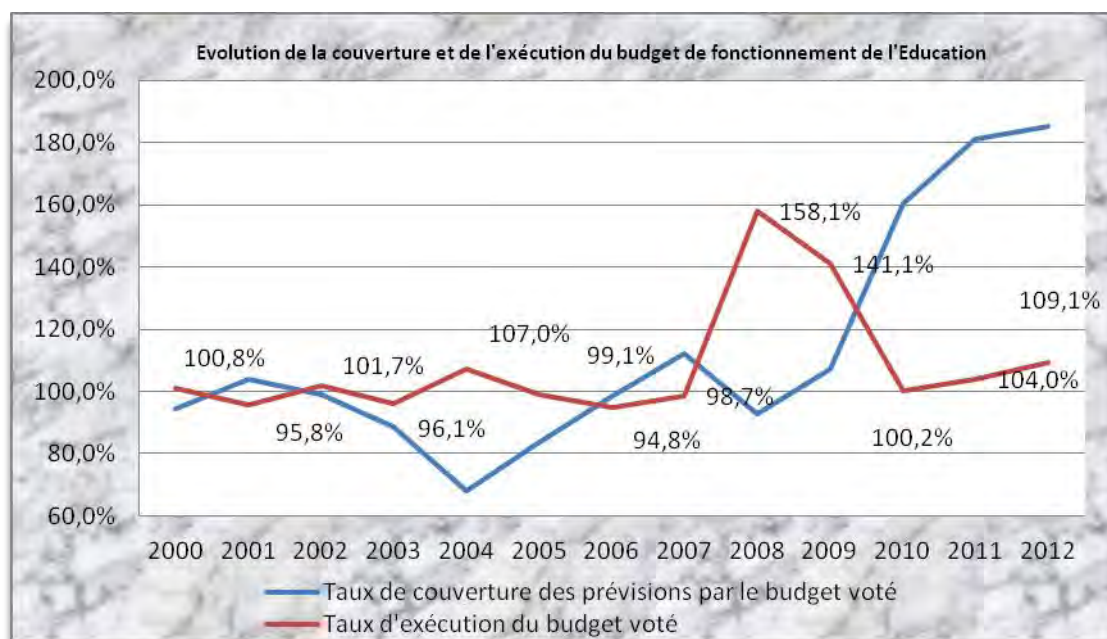
Sur la période 2009-2012, les dépenses allouées à l'éducation (votées) ont connu un taux d'accroissement moyen annuel de 5,05%.

Evolution des dépenses publiques de fonctionnement de l'Education de 2000 à 2012(en millions)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prévisions	104,379	102,53	108,02	149,1	220,07	236,13	229,1	203,08	202,57	202,06	201,54	201,02	200,48
voté	98,569	106,71	106,73	132,459	149,99	197,84	225,408	228,01	188,27	216,8	323,656	363,81	371,16
Ecart entre votés et prévisions	-5,81	4,177	-1,294	-16,641	-70,08	-38,28	-3,692	24,924	-14,302	14,744	122,116	162,8	170,68
Taux de couverture	94,4%	104,1%	98,8%	88,8%	68,2%	83,8%	98,4%	112,3%	92,9%	107,3%	160,6%	181,0%	185,1%
Exécution	99,376	102,24	108,51	127,267	160,57	196,08	213,709	225	297,75	305,81	324,158	378,29	404,91
Taux d'exécution	100,8%	95,8%	101,7%	96,1%	107,0%	99,1%	94,8%	98,7%	158,1%	141,1%	100,2%	104,0%	109,1%

Source : DAGE

Pourcentage de réalisation des dépenses publiques de fonctionnement d'éducation par rapport aux prévisions



Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur

Sur la période 2000-2012, les dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur ont connu un accroissement moyen annuel de 46,935 millions

Excepté les deux dernières années, sur toute la

période considérée, les dépenses réalisées sont supérieures aux prévisions.

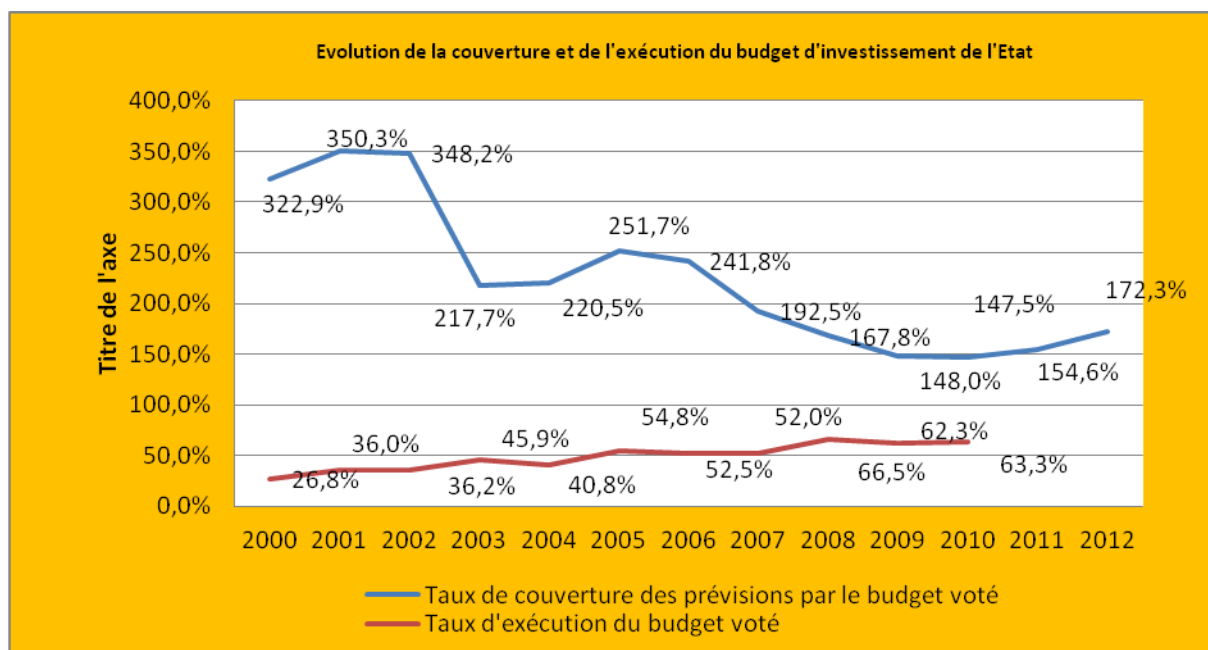
En 2010, les dépenses en capital ont connu une baisse de 31750 millions par rapport à 2009.

Evolution des dépenses en capital de l'Etat de 2000 à 2009(en millions)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prévisions	110,7	107,6	112,8	211,8	224,9	238,9	253,7	390,0	415,4	442,4	471,1	501,7	534,4
voté	357,48	376,9	392,7	461	495,9	601,2	613,3	750,6	697,1	654,8	694,8	775,6	920,7
Ecart entre budget voté et prévisions	246,78	269,3	279,94	249,2	270,97	362,32	359,612	360,58	281,73	212,43	223,675	273,85	386,34
Taux de couverture des prévisions par le budget voté	322,9%	350,3%	348,2%	217,7%	220,5%	251,7%	241,8%	192,5%	167,8%	148,0%	147,5%	154,6%	172,3%
Exécution	95,9	135,8	142,3	211,8	202,2	329,3	321,9	390,0	463,4	407,8	439,5	nr	nr
Taux d'exécution du budget voté	26,8%	36,0%	36,2%	45,9%	40,8%	54,8%	52,5%	52,0%	66,5%	62,3%	63,3%	nr	nr

Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



Dépenses publiques d'investissement allouées à l'Education

Sur la période 2000-2012, les dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation (allocation) ont connu un accroissement moyen annuel de 2 500 millions

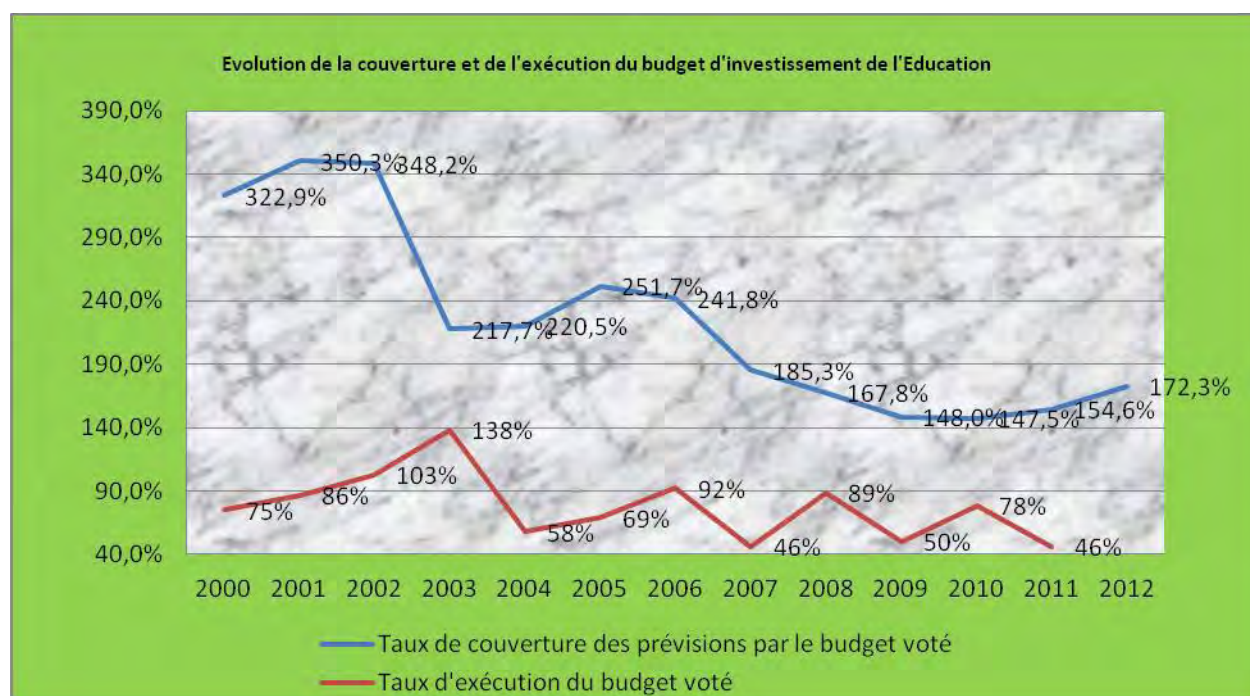
en passant de 5 700 à 78 100 milliards. Entre 2009 et 2012, les dépenses en capital ont enregistré une augmentation de 23,9 milliards en valeur absolue soit 30% en valeur relative.

Evolution des dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation de 2000 à 2009

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisions	8,9	8,6	9,0	10,9	21,5	22,8	48,6	37,4	39,8	42,4	45,2	48,1	51,2	54,5
votés	5,7	9,3	11,6	15,0	14,5	38,1	53,0	48,9	40,4	46,7	55,2	63,1	78,1	50,0
Ecart entre votés et prévisions	-3,132	0,705	2,579	4,1	-7,009	15,302	4,368	11,5	0,601	4,323	10,085	14,965	26,838	-4,57
Taux de couverture	64,6%	108,2%	128,6%	137,6%	67,4%	167,0%	109,0%	130,8%	101,5%	110,2%	122,3%	131,1%	152,4%	91,6%
Exécution	nr	nr	nr	nr	nr	nr	50,79	41,2	nr	29,69	49,079	32,338	37,899	
Taux d'exécution	0%	0%	0%	0%	0%	0%	96%	84%	0%	64%	89%	51%	49%	

Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



Dépenses publiques totales allouées à l'Education

Globalement sur l'ensemble de la période 2000-2012, les dépenses publiques totales allouées à l'éducation (voté) ont connu un accroissement moyen annuel de 27,23 milliards passant environ de 127,2 à 454 milliards.

Sur la période couverte, les exécutions sont en

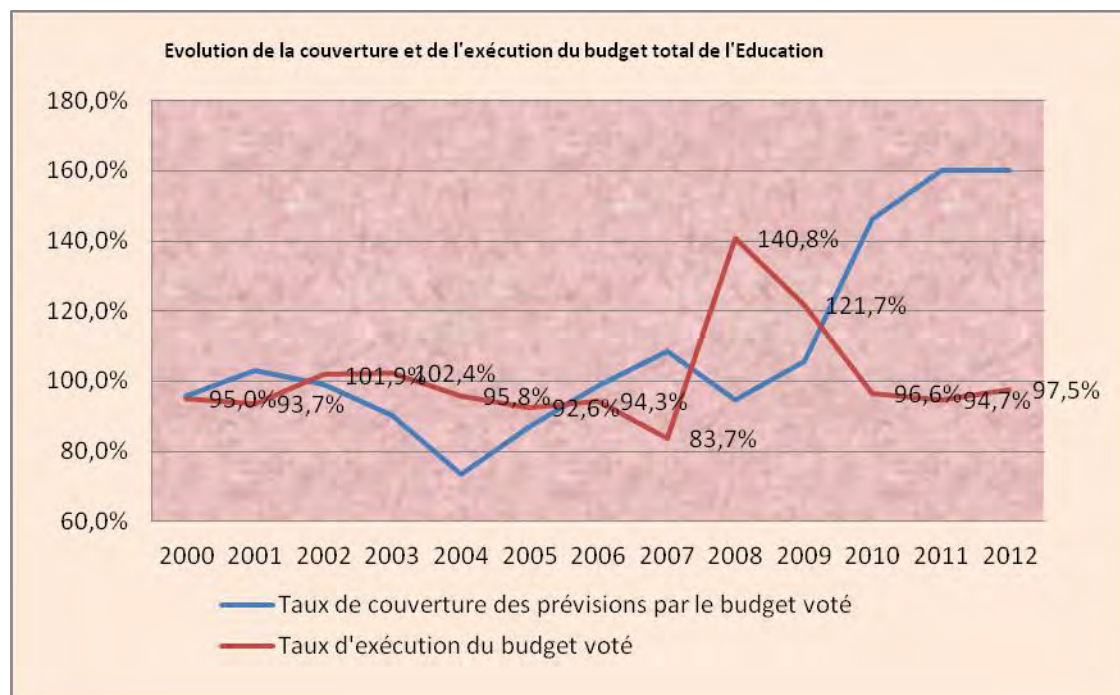
deçà des montants votés à l'exception de 2002 ; 2008 et 2009. Entre 2009 et 2012, les dépenses publiques totales allouées à l'éducation ont enregistré une augmentation de 178,3 milliards en valeur absolue et 39,3% en valeur relative.

Evolution des dépenses publiques totales allouées à l'Education de 2000 à 2010

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prévisions	132,977	132,68	139,44	172,82	264,7	290,2	284,3	293,15	265,31	260,99	264,07	270,82	283,35
voté	127,2	136,9	138,1	156,2	194,6	251,9	280,6	318,1	251,0	275,7	386,2	433,6	454,0
Ecart entre voté et prévisions	-5,81	4,177	-1,294	-16,64	-70,08	-38,29	-3,692	24,924	-14,3	14,744	122,12	162,8	170,68
Taux de couverture des prévisions par le budget voté	95,6%	103 %	99,1%	90,4%	73,5%	86,8%	98,7%	108,%	94,6%	105,%	146,%	160,%	160,2%
Exécution	120,824	128,24	140,71	160	186,35	233,36	264,5	266,2	353,52	335,5	373,24	410,63	442,81
Taux d'exécution du budget voté	95,0%	93,7%	102%	102 %	95,8%	92,6%	94,3%	83,7%	140 %	122%	96,6%	94,7%	97,5%

Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



Part des dépenses allouées à l'Education dans les dépenses de l'Etat

A- Part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat

La part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes (voté) a connu un taux d'accroissement moyen annuel de 2,62% en

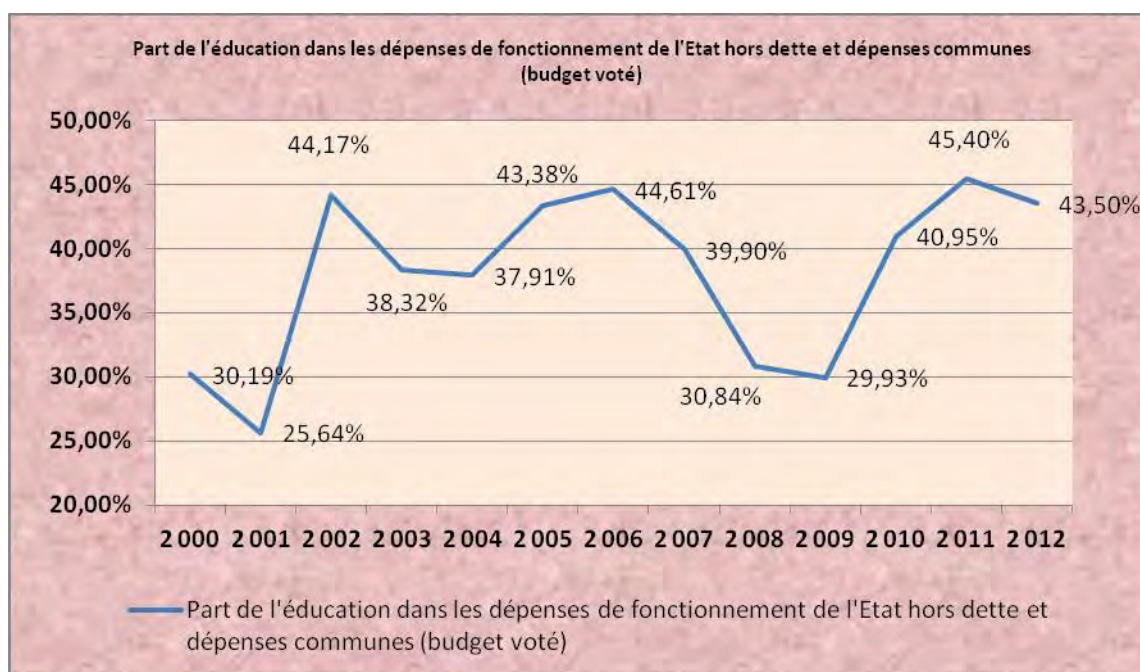
passant de 30,9% en 2000 à 41 % en 2012. Ces trois dernières années, on note que les réalisations dépassent les prévisions sur plusieurs années.

Evolution de la part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat

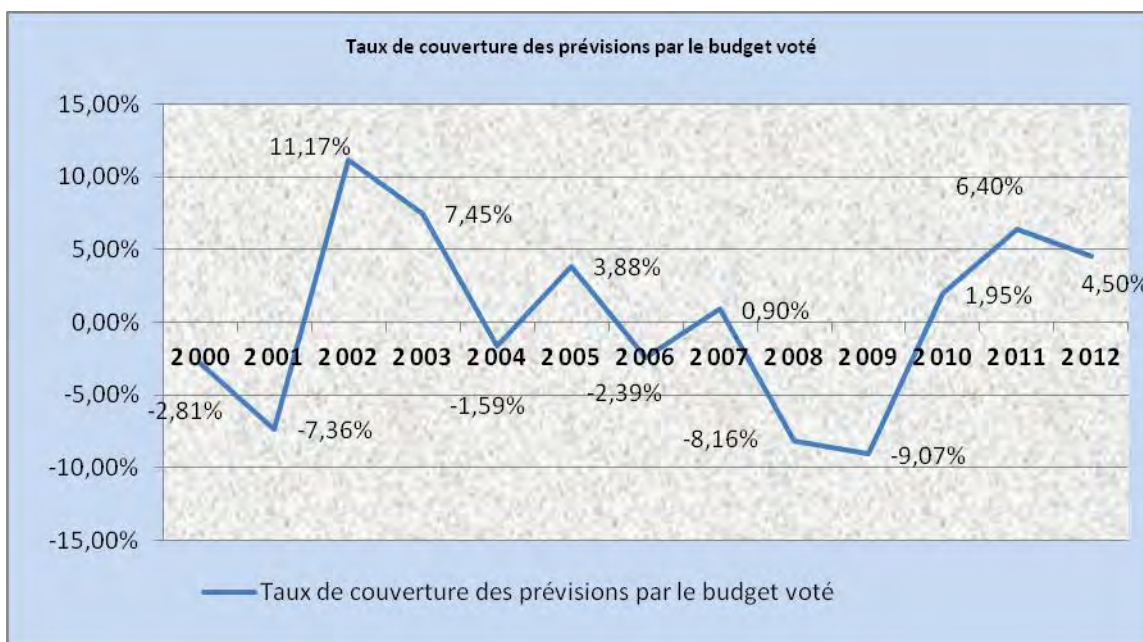
	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat (prévision SimulpDEF)	33%	33%	33%	31%	40%	40%	47%	39%	39%	39%	39%	39%	39%
Dépenses de fonctionnement de l'Etat (Budget voté)	481,3	567,1	564	756,3	833,2	665,7	747,3	825,1	966,2	1079	1173,3	1407,1	1453,5
Dépenses de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes	326,522	416,21	241,63	345,673	395,67	456,08	505,285	571,43	610,47	724,28	790,302	801,3	853,24
Dépenses publiques de fonctionnement de l'éducation (Budget voté)	98,569	106,71	106,73	132,459	149,99	197,84	225,408	228,01	188,27	216,8	323,6	363,8	371,16
Part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes (budget voté)	30,1%	25,6%	44,1%	38,3%	37,9%	43,4%	44,7%	39,9%	30,8%	29,9%	40,95%	45,40%	43,50%

Source : DAGE

Part de l'éducation dans le budget de fonctionnement hors dette et dépenses communes (voté)



Ecart entre réalisation et prévision



B- Part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat

Sur la période 2000-2010, la part de l'éducation dans les dépenses d'investissement de l'Etat (réalisation) a évolué en dents de scie, puis a connu une légère augmentation en 2011 et une baisse en 2012.

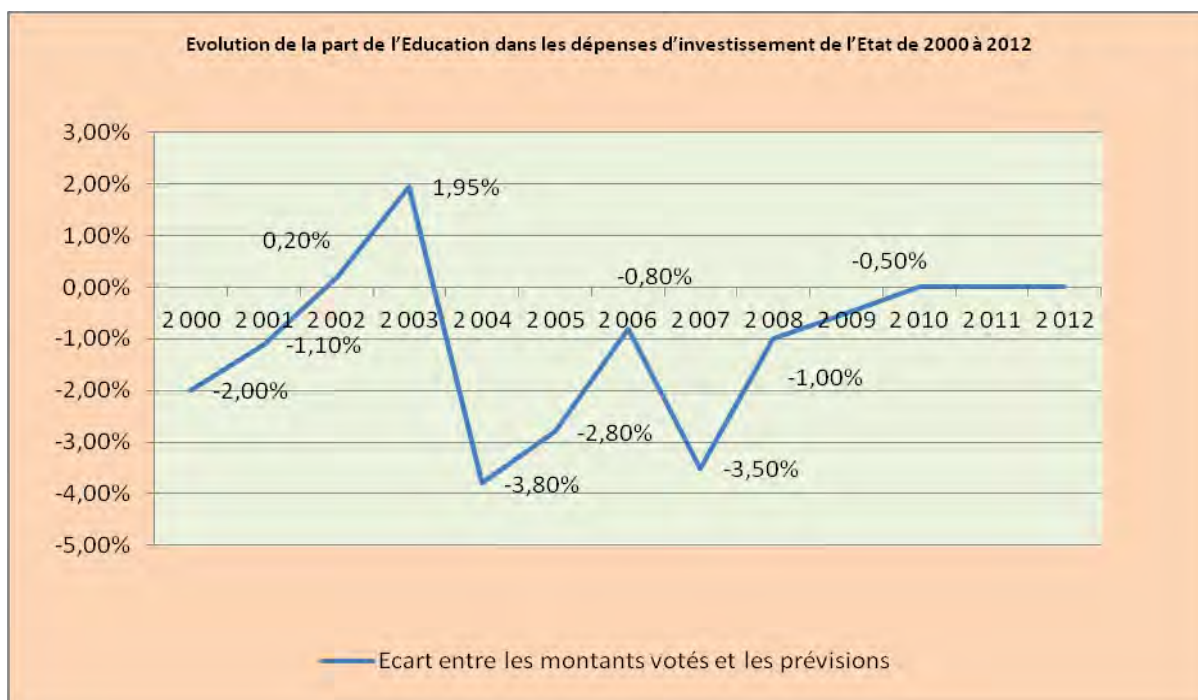
Globalement, elle a enregistré un taux d'accroissement moyen annuel de 1,5%. Les réalisations restent inférieures aux prévisions pour toutes les années à l'exception des années 2002 et 2003.

Evolution de la part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat de 2000 à 2009

	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Prévision	8,0%	8,0%	8,0%	5,1%	9,0%	9,0%	9,0%	12,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%
Voté	6,00%	6,90%	8,20%	7,10%	5,20%	6,20%	8,20%	8,50%	8,00%	8,50%	9,00%	9,00%	9,00%
Ecart entre le vote et les prévisions	-2,00%	-1,1%	0,20%	1,95%	-3,8%	-2,8%	-0,8%	-3,5%	-1,0%	-0,5%	0,0%	0,0%	0,0%

Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



C- Part de l'Education dans le budget de l'Etat

Sur la période 2000-2012, la part de l'éducation dans le budget global a évolué en dents de scie. Par rapport à 2008, la part du budget de l'éducation a enregistré une hausse de 5,2 points de pourcentage en 2012.

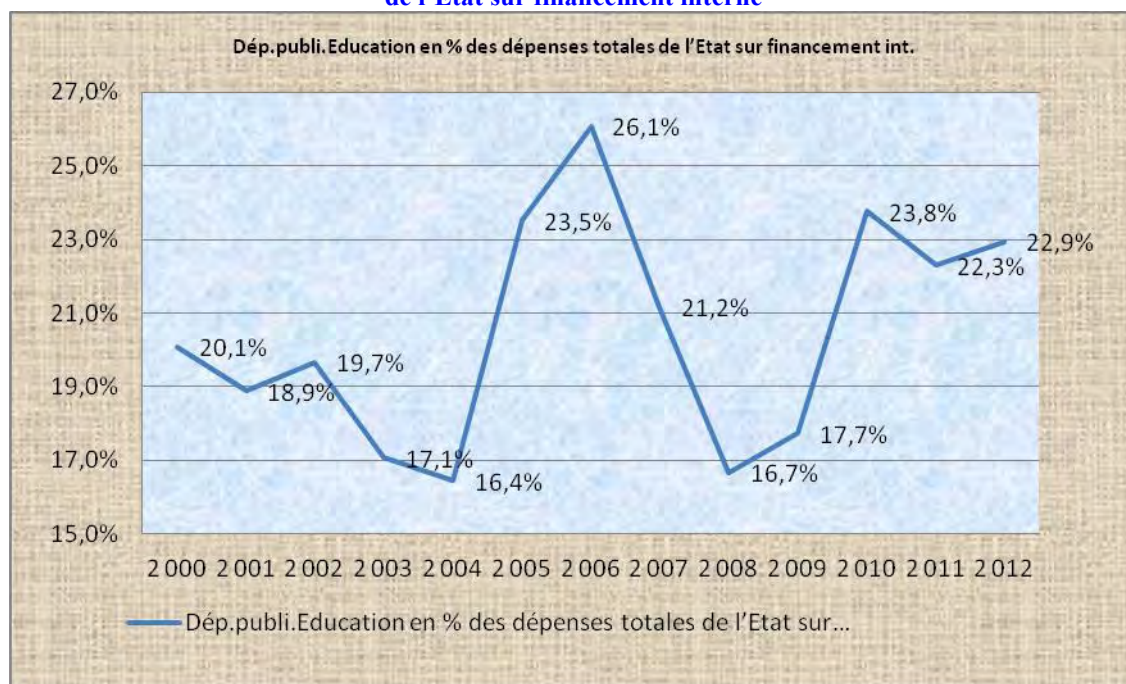
Durant la même période, les dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur ont connu un taux d'accroissement moyen annuel de 1,42 % et les dépenses publiques d'éducation 1,96%.

Evolution de la part du budget de l'Education dans le budget de l'Etat sur financement intérieur entre 2000 et 2012

	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (réalisation)	597,9	702,9	706,3	968,1	1069	1000	1068	1309	1372	1487	1595	1915	1958
Total dépenses publiques d'éducation (réalisation)	120,01	132,7	138,9	165,2	175,8	235,1	278,4	276,9	228,7	263,5	378,9	426,9	449,2
Dép. publi. Education % des dépenses totales de l'Etat sur financement int.	20,1%	18,9%	19,7%	17,1%	16,4%	23,5%	26,1%	21,2%	16,7%	17,7%	23,8%	22,3%	22,9%

Source : DAGE

Dépenses publiques d'éducation en % des dépenses totales de l'Etat sur financement interne



Répartition fonctionnelle du budget de l'Education

En 2012, l'enseignement primaire, première priorité de l'Etat en matière d'éducation a absorbé 49,8% du budget alloué à l'éducation. Malgré ce fort taux, la prévision de 56,2% n'est pas atteinte. L'enseignement supérieur vient en deuxième position avec 18 % contre une prévision de 22,8%.

Le Secondaire général et la formation

professionnelle et technique avec respectivement 11,0% et 8,0 % des ressources consommées se classent en troisième et quatrième position.

Le Non Formel, le Développement Intégré de la Petite Enfance et l'administration ont absorbé respectivement 3% 0,5% et 9,4%.

Evolution de la part de chaque sous-secteur dans le budget alloué à l'Education de 2000 à 2012

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Administration générale													
- % prévu	7,8%	9,3%	7,8%	10,3%	8,6%	7,2%	6,1%	5,0%	5,0%	4,0%	4,0%	4,0%	2,9%
- % réalisé	10,5%	10,5%	10,5%	10,1%	10,5%	9,5%	5,2%	5,3%	3,6%	3,2%	6,9%	15,7%	9,4%
Ecart entre réalisé et prévu	2,7%	1,2%	2,7%	-0,2%	1,9%	2,3%	-0,9%	0,3%	-1,4%	-0,8%	2,9%	11,7%	6,5%
Développement Intégré de la Petite Enfance													
- % prévu	1,3%	1,5%	1,9%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,6%
- % réalisé	0,7%	0,7%	0,8%	0,4%	1,0%	0,7%	0,7%	0,4%	0,8%	0,3%	0,6%	0,4%	0,5%
	-0,6%	-0,8%	-1,1%	0,0%	0,5%	0,2%	0,2%	-0,6%	-0,2%	-0,7%	-0,4%	-0,6%	-0,1%
Non Formel													
- % prévu	6,1%	5,5%	5,4%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,8%
- % réalisé		0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%	2,1%	1,7%	1,4%	1,0%	3,0%
	-6,1%	-5,2%	-5,2%	-0,8%	-0,9%	-0,8%	-0,7%	-0,8%	1,1%	0,7%	0,4%	0,0%	2,2%
Elémentaire													
- % prévu	43,0%	44,6%	47,7%	44,0%	44,7%	45,4%	46,1%	47,0%	47,0%	47,5%	48,0%	48,0%	56,2%
- % réalisé	38,1%	38,4%	42,0%	48,1%	42,0%	45,0%	45,3%	44,6%	45,0%	41,9%	41,2%	38,9%	49,8%
Ecart entre réalisé et prévu	-4,9%	-6,2%	-5,7%	4,1%	-2,7%	-0,3%	-0,8%	-2,4%	-2,0%	-5,6%	-6,8%	-9,1%	-6,3%
Moyen													
- % prévu	11,7%	11,8%	9,9%	7,5%	7,8%	8,1%	8,5%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%		
- % réalisé	13,1%	12,5%	10,6%	7,5%	9,6%	8,4%	9,4%	10,5%	10,8%	11,3%	10,8%		
Ecart entre réalisé et prévu	1,4%	0,7%	0,7%	0,0%	1,8%	0,3%	0,9%	1,5%	1,8%	2,3%	1,8%		
Secondaire général													
- % prévu	9,3%	6,5%	6,4%	7,5%	7,8%	8,0%	8,3%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	18,0%	11,1%
- % réalisé	10,4%	8,5%	7,5%	7,1%	7,5%	9,4%	12,7%	9,3%	11,0%	12,6%	11,0%	18,8%	11,0%
Ecart entre réalisé et prévu	1,1%	2,0%	1,1%	-0,4%	-0,3%	1,4%	4,4%	0,3%	2,0%	3,6%	2,0%	0,8%	-0,1%
Formation Professionnelle et Technique (FPT)													
- % prévu	4,2%	4,3%	3,9%	3,3%	5,2%	6,3%	7,1%	8,0%	7,0%	8,0%	7,0%	7,0%	5,6%
- % réalisé	1,6%	3,3%	3,3%	3,0%	3,3%	3,1%	3,2%	3,4%	7,3%	9,1%	7,1%	6,3%	8,0%
Ecart entre réalisé et prévu	-2,6%	-1,0%	-0,6%	-0,3%	-1,9%	-3,2%	-3,9%	-4,6%	0,3%	1,1%	0,1%	-0,7%	2,4%
Supérieur													
- % prévu	16,7%	16,5%	16,8%	25,5%	24,4%	23,4%	22,4%	21,0%	21,0%	20,5%	21,0%	21,0%	22,8%
- % réalisé	25,6%	26,1%	25,3%	23,8%	26,1%	23,8%	23,5%	26,3%	19,2%	19,9%	21,2%	18,9%	18,0%
Ecart entre réalisé et prévu	8,9%	9,6%	8,5%	-1,7%	1,7%	0,4%	1,1%	5,3%	-1,8%	-0,6%	0,2%	-2,1%	-4,8%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	101%	100%	100%	100%	100%	100%